

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES FONCTIONS
DE
POLICE JUDICIAIRE

De la Gendarmerie Nationale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 22 Février 1910, à 1 h. 1/2

PAR

VERSTRAËTE

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants : { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
HITIER, professeur.

PARIS

HENRI JOUVE, EDITEUR

15, rue Racine, 15

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

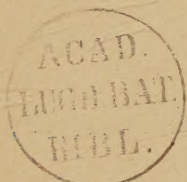
DES FONCTIONS
DE
POLICE JUDICIAIRE
De la Gendarmerie Nationale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 22 Février 1910, à 1 h. 1/2

PAR

VERSTRAËTE



Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
HITIER, professeur.

PARIS

HENRI JOUVE, EDITEUR

15, rue Racine, 15

1910

BIBLIOGRAPHIE

- Ambert* (colonel). — Le soldat, 1 vol. in-8°. Paris, 1854.
- Bauclàs* (de). — Dictionnaire universel, historique, chronologique, géographique et de jurisprudence civile, criminelle et de police des maréchaussées de France, 2 vol. in-4°. Paris, 1748-1750, préface.
- Beaufort* (de). — Recueil concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France, 2 vol. in-8°. Paris, 1784, t. II, p. 343.
- Brantôme*. — Vie des grands capitaines et des hommes illustres, 8 vol. in-8°. Paris, 1822-1823.
- Briquet*. — Code militaire ou compilation des ordonnances des rois concernant les gens de guerre, 8 vol. in-8°. Paris, 1761.
- Brisson* (B.). — Le Code du roi Henri III, 1 vol. in-f°. Paris, 1601.
- Drioux*. — Projet de réorganisation de la police de province. Revue pénitentiaire et pénale, 1908, p. 342.
- Delamarre*. — Traité de la police, 2 vol. in-f°. Paris, 1705-1710.
- Duverger*. — Manuel des juges d'instruction, 3 vol. in-8°. Paris, 1862.

- Esmein (A.).* — Histoire de la procédure criminelle en France,
1 vol. in-8°. Paris, 1882.
- Histoire du Droit, 1 vol. in-8°. Paris, 1903.
- Faustin-Hélie.* — Traité de l'instruction criminelle, 9 vol. Paris,
1845-1860.
- Fontanon.* — Les édicts et ordonnances des rois de France
depuis Louis VI dit le Gros jusqu'à présent, 4 vol.
in-f°. Paris, 1611.
- Garraud.* — Précis de droit criminel, 1 vol. in-8°. Paris,
1909.
- Traité d'instruction criminelle, 2 vol. in-8°. Paris,
1907.
- Gensoul.* — Les auxiliaires de la justice, broch. Chambéry,
1901.
- Girard.* — Les offices de France, 2 vol. in-f°. Paris, 1638.
- Halphen.* — Prévôts et voyers du XI^e siècle (région angevine),
broch. in-8°. Paris, 1902.
- Joly.* — La France criminelle, 1 vol. in-8°. Paris, 1889.
- Laborde.* — Cours de droit criminel, 1 vol. in-8°. Paris, 1898.
- Leblanc.* — La gendarmerie, son histoire, son rôle, les in-
convénients du régime mixte. Nouvelle Revue, mai-
juin, 1880.
- Le Maître.* — Historique de la gendarmerie, 1 vol. in-8°. Paris, 1880.
- Lègues.* — Historique de la gendarmerie, 1 vol. in-8°. Paris,
1874.
- Massabiau.* — Recueil du Ministère public, 3 vol. in-8°. Paris,
1876.

- Moncey*. — Collection des ordres généraux donnés par le 1^{er} inspecteur général de la gendarmerie impériale, depuis leur création jusqu'au 1^{er} janvier 1810. Imprimerie Lefebvre. Paris.
- Morizot-Thibault*. — De l'instruction préparatoire, 1 vol. in-8°. Paris, 1906.
- Néron et Girard*. — Recueil d'édits et ordonnances royaux, 1 vol. in-f°. Paris, 1656.
- Rousseau (H.)*. — Des fonctions de police judiciaire de la gendarmerie nationale, broch. Paris, 1906.
- Salesses*. — Contribution à l'étude du vagabondage et de la mendicité, et considérations sur l'action de la gendarmerie en ce qui s'y rapporte, broch. Saint-Brieuc, 1905.
- Sallé*. — L'esprit des ordonnances de Louis XIV, 2 vol. in-4°. Paris, 1755-1758.
- Saugrain (éditeur)*. — La maréchaussée de France et la suite de la maréchaussée de France, 2 vol. in 4°. Paris, 1697 et 1717.
- Serpillon*. — Code criminel, 2 vol. in-4. Lyon, 1767.
- Tenaille-Champton*. — Histoire de la gendarmerie, 1 vol. in-8°. Paris, 1829.
- Thierry (Gilbert-Aug.)*. — Le capitaine sans façon (1813), roman historique, 1 vol.
- Thébutien*. — Cours de droit criminel, 2 vol. in-8°. Paris, 1854.

Vidal. — Cours de droit criminel, 1 vol. in-8. Paris, 1902.

Journal officiel.

Journal de la gendarmerie. Léautey, éditeur. Paris.

Mémorial de la gendarmerie.

Rapports faits au nom des divers comités, imprimés par
ordre de l'Assemblée nationale, année 1790. Bi-
blioth. de Gien (Loiret).

Revue pénitentiaire et pénale, années 1908 et 1909.

DES FONCTIONS
DE
POLICE JUDICIAIRE
De la Gendarmerie Nationale

AVANT-PROPOS

Envisagées dans leur ensemble, les attributions essentielles et civiles de la Gendarmerie Nationale se rattachent à cette branche de l'administration qui a pour objet la surveillance et la protection de tous les intérêts, généraux ou particuliers, et qu'on appelle la police.

Veiller à la tranquillité publique, au respect des personnes et des propriétés, telle est la mission qui, depuis de longs siècles, lui a été confiée et que nous trouvons définie en ces termes dans les articles 1 et 3 de la loi du 28 germinal an VI, qui est regardée comme sa charte :

« Le corps de la Gendarmerie Nationale est une force instituée pour assurer dans l'intérieur de la République le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

« Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service.

« Le service de la Gendarmerie Nationale est particulièrement destiné à la sûreté des campagnes et des grandes routes. »

Cette mission, limitée comme on le voit à la garde des campagnes, embrasse la police administrative et la police judiciaire.

La police administrative a pour objet le maintien habituel du bon ordre en tout lieu. Elle fait exécuter les lois et règlements d'ordre public. Elle tend principalement à prévenir les délits (art. 19 du C. du 3 brumaire an IV).

La gendarmerie y consacre la plus grande partie de son temps. C'est la raison dominante de ses tournées, courses et patrouilles, de ses services aux foires, marchés et gares de chemin de fer, de ses déplacements en cas de troubles, de grèves, etc., ; et c'est aussi sa tâche la plus honorable. Son action vigilante apaise les troubles, calme les haines et éloigne les conflits. Sa présence à toute heure sur les routes et jusque dans les hameaux les plus reculés, reconforte le voyageur attardé et intimide le malfaiteur, qui sait qu'un châtiment inévitable suivra son crime. Sans que nous nous en doutions, elle protège ainsi nos biens, notre repos, nos plaisirs. Elle est dans son acception la plus complète, « cette police, comme dit Treilhard, en quelque manière invisible, mais d'autant plus parfaite qu'elle est plus ignorée, et dont nous jouissons sans songer combien elle coûte de soins et de peine. » (Exposé des motifs. Locré, XXV, 223.)

La police judiciaire a un caractère tout différent. Elle recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre ; elle en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir (art. 20, C. du 3 brumaire an IV). Elle a nécessairement les mêmes organes que la police préventive, parce que, chargés de veiller à la sûreté publique, ils sont les premiers à accourir quand un délit est commis. La gendarmerie est un de ses principaux agents. Le rôle qu'elle joue varie avec la situation hiérarchique de ses membres. Les officiers et certains chefs de brigade sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur de la République ; les autres chefs de brigade et les gendarmes sont seulement de simples agents de recherches chargés, en outre, par des lois spéciales, de la constatation de certaines infractions déterminées.

C'est la partie la plus délicate des fonctions de la gendarmerie. Elle exige la mise en œuvre de qualités d'intelligence, d'activité, de fermeté, de tact et de prudence qui sont l'honneur de ce corps d'élite.

Exposer le détail de ces dernières attributions, qu'on ne voit pas sans quelque étonnement aux mains de militaires ; déterminer aussi nettement que possible leurs caractère essentiels, apprécier leur utilité d'après les résultats obtenus par leur mise en application, tel est l'objet de cette étude que nous abordons avec le plus vif intérêt.

Auparavant, il conviendra de jeter un coup d'œil rapide sur les origines de la gendarmerie ; car on ne peut bien comprendre les institutions actuelles que si l'on connaît

celles qui les ont précédées et préparées. Le présent est le fils du passé. La gendarmerie ne prit cette dénomination qu'en 1791 ; mais, sous le nom de maréchaussée, elle a des racines plus profondes qui s'implantent au cœur du moyen âge. C'est donc un développement historique de plusieurs siècles que nous aurons sous les yeux.

Le plan que nous suivrons sera très simple et tiendra tout entier dans la distinction fondamentale que nous avons, par avance, indiquée.

Dans une première partie, nous envisagerons les fonctions exercées par les officiers et certains commandants de brigade en leur qualité d'officiers de police judiciaire ; fonctions tout exceptionnelles qui constituent le dernier vestige, comme nous le verrons, de celles beaucoup plus importantes attribuées autrefois aux officiers de la maréchaussée, véritables juges criminels.

Dans une seconde partie, nous considérerons le rôle normal, ordinaire, joué dans l'œuvre de la police judiciaire par la gendarmerie tout entière (officiers, chefs de brigade et gendarmes), en faisant abstraction des fonctions exceptionnelles exposées précédemment.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous présenterons une appréciation d'ensemble sur la contribution fournie par la gendarmerie à l'exercice de cette police ; et nous passerons en revue les critiques assez nombreuses qui se sont élevées, à ce sujet, depuis une dizaine d'années.

INTRODUCTION

A la veille de la Révolution, la maréchaussée comptait huit siècles d'existence. C'était une institution très perfectionnée, que les leçons de l'expérience avaient façonnée lentement ; très solide aussi. Elle avait rendu aux périodes de crises politiques et sociales, d'importants services à la Monarchie ; et, à cette époque déjà travaillée par les préludes du grand événement, son action énergique et vigilante procurait encore aux campagnes une réelle sécurité.

Elle devait passer presque toutes ses attributions de police à la gendarmerie nouvelle ; mais avec elle disparaissait une juridiction d'exception des plus originales qui avait acquis dans l'ancienne France un renom terrible, celle des cours prévôtales.

Ces pouvoirs confiés à un corps militaire seraient pour surprendre, si nous n'en savions la raison historique.

Sous les premiers Capétiens, le commandement des armées était exercé par un connétable assisté de deux maréchaux de France (1). Ces grands dignitaires étaient

1. Cf. Lègues. *Histoire de la gendarmerie*, 1 vol. in-8°. Paris, 1874, p. 53. — De Beaufort. *Recueil concernant le tribunal de Nosseigneurs de France*, 2 vol. in-8°. Paris, 1784,

chargés du soin de faire observer aux gens de guerre la police et la discipline ; et, dans cette vue, une juridiction militaire avait été attachée à leur commandement. Quelques agents d'exécution allaient à leur suite ; c'était la maréchaussée. Son chef, le prévôt des connétables et maréchaux de France (1) fut de bonne heure investi, par délégation, de « cette manutention de la discipline militaire », fonction qu'il conservera jusqu'à la fin de l'ancien régime (2).

Mais, parallèlement à cette institution exclusivement militaire, une autre se développa, de caractère purement civil.

Elle procéda d'une extension de la compétence des lieutenants du prévôt des maréchaux. La guerre terminée, ceux-ci continuaient à considérer comme leurs justiciables les mercenaires licenciés qui, pour vivre, pressuraient « le populaire ». On laissait faire par nécessité. Cet empiétement sur les attributions des juges ordinaires, sénéchaux

t. II, chap. IX, p. 343. — De Baucelas. *Dictionnaire universel historique, chronologique, géographique et de jurisprudence civile, criminelle et de police des maréchaussées de France*, 2 vol. in-4°. Paris, 1748-1750. Préface.

1. Ainsi dénommé pour le distinguer des autres officiers qui rendaient la justice au nom du roi ou des seigneurs. — Cf. A. Esmein. *Histoire de la procédure criminelle en France*, tit. I, chap. I, § 2.

2. Sous le nom de Connétablie, le connétable et les maréchaux de France constituaient un tribunal permanent qui siégeait à la table de marbre du palais à Paris, et qui persista jusqu'en 1790. Sa compétence était fixée en 12 articles fondamentaux par l'ordonnance de 1356. (Isambert, t. XI, 684.)

et baillis, fut même singulièrement favorisé aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, par la crainte des terribles routiers « mangeurs de peuple » dont on désirait purger le royaume. Les justices locales, désorganisées et impuissantes, n'étaient d'aucun secours. On s'en remit à la maréchaussée pour réprimer leurs exactions ; et ainsi naquirent les cours prévôtales.

On vit dès lors ces lieutenants du prévôt « chevaucher les provinces », pour y maintenir l'ordre et la paix publique, laissant aux gibets improvisés des traces sanglantes de leur effroyable justice (1). Plus d'une fois, on dut modérer leur ardeur et les rappeler au respect des instructions qui leur avaient été données ; car négligeant toute distinction *ratione personæ* pour ne s'attacher qu'à celle *ratione delicti*, ils s'arrogeaient volontiers le droit de connaître aussi des délits commis par les « particuliers » ; et on tenait à épargner à ceux-ci le sort peu enviable d'être progressivement détournés de leurs juges naturels, pour être livrés à une justice martiale, expéditive et sommaire, dont la sévérité (*inter arma silet indulgentia*) devait être réservée à la lie de la population. Mais ces remontrances furent vaines (2).

1. Henri III la regrettait : « Sous nos prédécesseurs, lesdits prévôts avaient puissance d'appréhender les malfaiteurs, instruire leurs procès, les juger, et les faire exécuter sommairement sans beaucoup de formalités... ; la terreur de telles exécutions contenait un chacun dans son devoir. »

Déclaration du 18 juin 1598. (Offices de France.)

Cf. Brantôme. — *Vie des grands capitaines et des hommes illustres*.

2. A. Esmein. *Histoire du droit*, p. 384, « il y a là des abus contre lesquels proteste le pouvoir royal, mais en même temps une juridiction qui s'établit »,

Ces juridictions ambulatoires perdirent de leur importance après la création des armées permanentes (1439). Alors, des lieutenants du prévôt sont attachés aux garnisons et font en même temps le service de la province. Leur nombre s'accrut par la suite ; de telle sorte qu'en 1474, Louis XI, qui donnait tous ses soins à l'administration du royaume et déjà visait au régime unitaire, permit d'en commettre un dans chaque province. C'était chose faite sous Louis XII.

Mais ces lieutenants devenus prévôts eux-mêmes, n'avaient encore en droit, sinon en fait, juridiction que sur les militaires en activité ou licenciés et sur les vagabonds qui suivaient l'armée. Il appartenait à François I^{er} de leur reconnaître, en outre, par l'édit du 25 janvier 1536 (1), compétence sur tous « vagabonds et domiciliés opprimant notre pauvre peuple en leurs personnes et biens »... « Voulons et ordonnons, ajoute l'Edit, en être fait si griève punition et réparation que ce soit exemple à tous autres »... « le tout nonobstant oppositions ou appellations quelconques »... (2). La transformation était complète, et la maréchaussée avait acquis les caractères essentiels qui devaient lui rester.

1. Les édits, ordonnances et déclarations cités se trouvent dans la *Maréchaussée de France*, 2 vol. Paris, Saugrain, 1697 et 1717. — *Les Offices de France*, par Girard. Paris, 1638. — *Les Edits et Ordonnances*, par Néron et Girard, Paris, 1656. — *Le Code du roi Henri III*, par B. Brisson. Paris, 1601. — *Le Code militaire* de Briquet ou compilation des ordonnances des rois concernant les gens de guerre.

2. Cette exclusion de l'appel s'explique historiquement. (A. Esmein. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1884, p. 363.) On la fondait sur les textes du Code de Justinien qui défendent de recevoir l'appel lorsqu'il s'agit des crimes les plus graves. La maréchaussée aurait conservé la vieille règle.

Cependant la compétence des prévôts n'était pas générale, et s'ils pouvaient arrêter tous les délinquants, sans exception. parce qu' « il importe à l'ordre public que la preuve soit promptement acquise et qu'on ne laisse point aux criminels, de quelque qualité qu'ils soient, le temps d'échapper à la justice » (1) ; il leur était enjoint toutefois de délaissier aux juges ordinaires ceux qui n'étaient pas de « leur gibier » (Edit de novembre 1544) ; et, alors, s'ouvrit la question si importante de la détermination des « cas prévôtaux ». L'Edit de Henri II, du 5 février 1549, en essaie une première énumération que l'arrêt du Conseil du roi Charles IX, du 14 octobre 1563, et l'édit confirmatif d'août 1564, compléteront et fixeront pour un temps. Les uns tiennent à la qualité des inculpés : gens de guerre, vagabonds, bannis et essorillés (dont on a coupé les oreilles pour les punir), individus considérés, en général, comme indignes de la faveur de l'appel ; les autres, à la qualité du délit, abstraction faite de celle de l'auteur : violences à main armée, pilleries, détroussements, séditions, c'est-à-dire les graves attentats à la sécurité publique, commis dans les campagnes et sur les routes, les sacrilèges et la fabrication de fausse monnaie.

Le nombre des cas prévôtaux devait s'accroître avec le temps. Ainsi, l'édit de décembre 1641 y range les incendies commis par les gens de guerre, les rapt, port d'armes, révoltes et rébellions à la levée des deniers ; le règlement des maréchaux du 9 septembre 1644, confirmé

1. Sallé. *L'esprit des ordonnances*. Paris, 1759. Commentaire de la déclaration du 5 février 1731, sous l'article 15.

par l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 septembre 1644, y ajoute les assemblées illicites, le faux saunage, les duels, le transport des marchandises prohibées ; et la déclaration du roi du 27 août 1704, le vagabondage (1).

L'ordonnance criminelle de 1670 recueillera ces dispositions éparses ; et la déclaration du 5 février 1731, faisant droit aux plaintes des Présidiaux dépossédés par les empiétements des prévôts, réglera la compétence de ces derniers, *ratione personæ* et *ratione materiæ* (2), avec une minutie extrême, élaguant impitoyablement ce qui n'a pas un rapport direct avec leur mission originaire de « guetteurs de grands chemins ».

Mais on n'avait pas attendu jusque-là pour donner aux justiciables de solides garanties contre les abus de pouvoir des prévôts. Dès l'édit du 25 janvier 1536, il leur est enjoint d'appeler à leurs jugements, pour les assister, « quatre notables personnages, gens de savoir et conseils de nos officiers » ; et l'ordonnance de Roussillon du mois d'août 1564 (art. 10) exige la présence de sept juges présidiaux, ou, à défaut, d'« anciens et fameux avocats » (3).

1. « Déclarons vagabonds, dit-elle, ceux qui n'ont ni profession, ni métier, ni domicile certain, ni bien pour subsister... »

Cette définition a été conservée. Code Pénal, art. 270.

L'ordonnance du 12 décembre 1538 attribuait au prévôt des maréchaux de France, et à ses lieutenants, la connaissance des crimes et délits en matière de chasse. (Isambert, XII, 550.)

2. Leur compétence territoriale est également limitée strictement à leur ressort, sauf pour rébellion à l'exécution de leurs décrets. (Ord. de 1670, t. II, art. 2.)

3. L'édit du 5 février 1549 crée un greffier assermenté.

Ils ne jugent d'ailleurs que par prévention et concurrence avec les juges de droit commun.

« Quant aux officiers auxquels la connaissance des cas prévôtaux est attribuée, dit Sallé, dans son *Commentaire* précité de cette ordonnance, tantôt les prévôts des maréchaux en connaissent seuls privativement, tantôt ils en sont eux-mêmes exclus ; le plus souvent, ils ont la concurrence, soit avec les Présidiaux, baillis et sénéchaux, soit même avec les juges ordinaires et subalternes (Introduction).

Lorsque « la compétence de ces prévôts est attachée à la personne, elle suit cette personne partout où elle se trouve. » (Sous art. 4.)

Mais quand « la prévôtalité » est attachée à la qualité de l'action, « les prévôts sont formellement exclus d'en connaître lorsque le crime est commis dans les villes de leur résidence... ; car, à l'égard des autres villes, n'y pouvant séjourner plus de trois jours, ils ne sont pas conséquemment à portée de dépouiller facilement les juges ordinaires ». (Sous art. 6.)

Leur compétence elle-même n'est pas laissée à leur appréciation personnelle ; elle doit, au préalable, être jugée au siège présidial dans le ressort duquel s'est faite la capture ; d'abord, si le prisonnier le requiert (Edit d'août 1564), puis, même à défaut de déclinatoire, entou t cas, sous les trois jours ; en conséquence, il leur est défendu de pousser l'instruction au delà de l'interrogatoire (Ordonnance de 1670, tit. II, art. 15). Celui-ci doit s'effectuer dans les vingt-quatre heures de la capture, et l'inculpé est alors prévenu qu'on entend le juger prévôta-

lement, c'est-à-dire sans appel (1). (Ordonnance de 1670, tit. II, art. 13.)

Un inventaire fidèle des effets trouvés sur lui est dressé en présence de deux habitants. (Ordonnance de Moulins, 1566, art. 45.)

Et, toujours dans le même esprit de défiance, l'instruction non plus n'est pas abandonnée à leur seule diligence, « car le plus souvent la suite du procès en dépend, et c'est risquer beaucoup que de les rendre seuls maîtres de la vie des hommes » (2) ; l'arrêt du Conseil, du 14 octobre 1563, les oblige, dans ce cas, à s'adjoindre un officier du siège royal ; et l'édit de décembre 1594, crée, à demeure, un officier assesseur.

Enfin, le procès doit être en état dans les deux mois (Edit d'août 1564) ; l'exécution des sentences n'est pas possible avant que le prononcé en ait été lu en présence des juges (Edit d'août 1564) ; et, en règle générale, les prévôts ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugements.

Pour parfaire encore cette surveillance, l'édit de mai 1581 avait créé des procureurs, « pour que la recherche et punition des crimes soit mieux et plus diligemment et exactement faite » (3).

1. En matière de duels, ils jugent moyennant appel. (Edit de 1679.)

2. Sallé. *Commentaire de la Déclaration de 1731*, art. 28.

3. Les prévôts sont aussi soumis à la surveillance des connétables et maréchaux auxquels « de trois mois en trois mois, ils feront apparoir par leurs procès-verbaux des diligences et devoir qu'ils auront faits ». Il s'agit ici de procès-verbaux de service. Mais ils étaient aussi tenus à une information écrite. (Etats d'Orléans 1560.) (Code du roi Henri, L. III, t. IX, art. 14.)

C'était une véritable mise en tutelle. Dès lors, le prévôt n'exerce plus sur le procès aucune influence ; même au moment du jugement, il n'a que simple voix délibérative d'assesseur et jamais de président. Si bien qu'on a pu dire que les justices prévôtales étaient devenues des « présidiaux jugeant prévôtalement » (1). Ainsi, satisfaction était donnée aux plaintes des juges ordinaires qui n'avaient pas vu sans regrets, leur échapper beaucoup d'affaires criminelles, bien que des réglementations successives leur eussent, en cette matière, reconnu « prévention et concurrence avec les prévôts ». (Edit du 3 octobre 1544, édit du 5 février 1549 et déclaration du 5 février 1731, art. 9) (2).

Pour ressaisir la part qu'ils estimaient devoir leur revenir, ils avaient donc entrepris contre les officiers des maréchaussées, une lutte âpre et sans merci, dont on peut suivre les péripéties dans de nombreux arrêts de règlement (3), et qui est retracée en termes frappants dans la déclaration du 18 juin 1598 (4).

Ce fut d'ailleurs indispensable lorsqu'ils durent faire juger leur compétence (Edit d'août 1564) ; et l'édit d'août 1581 (offices de France) rappelle qu'ils « seront tenus mettre et envoyer promptement les charges et informations, avec les réponses des accusés (alléguant incompétence), par devant nos procureurs. »

1. H. Rousseau. « Des fonctions de police judiciaire de la gendarmerie nationale. » (*Revue crit.*, 1906, p. 283.)

2. Sauf pour les délits militaires commis par les « déserteurs, fauteurs et adhérents ».

Sallé. *Commentaire de la déclaration de 1731*, art. 7.

3. Nombreux arrêts du Grand Conseil rendus vers 1650, rapportés par Néron; *op. cit.*

4. « Les juges présidiaux et ordinaires s'efforcent de les prévenir (les prévôts) et leur ôtent l'honneur des captures qu'ils font ..., retiennent les personnes que bon leur semble, après

Avec le XVIII^e siècle s'ouvre pour la maréchaussée une ère nouvelle, toute de transformation et de progrès. Elle sort définitivement alors de sa crise de croissance, et, en atteignant l'âge viril, rencontre sa véritable voie.

C'était son organisation rudimentaire et disparate qui l'avait retenue si longtemps dans un état stationnaire. Mal recrutée, mal payée (1), plus soumise aux provinces qu'à la royauté, elle vivait à l'égard du pouvoir central dans une situation d'indépendance qui avait singulièrement favorisé ses actes arbitraires et ses concussions : et il faut reconnaître que si elle constituait un agent du pouvoir administratif très apprécié et dont le dévouement avait été plusieurs fois jusqu'à l'héroïsme, sa conduite, comme juge, ne laissait pas, au contraire, que de prêter à de cinglantes critiques (2). Une réforme s'imposait ; c'était la base

lesquelles ils ont hasardé leur vie et travaillé jour et nuit à les prendre, et ne leur laissent que les malotrus et coquins à la punition desquels n'y a louange ni honneur. Bref, les avilissent et abaissent tant qu'ils peuvent, pour les priver de toute autorité. »

Pour relever leur prestige, ils sont faits conseillers du roi. (Offices de France.)

1. Pour vivre, les archers remplissaient des fonctions étrangères à leur service. L'édit du 21 mars 1642 (Néron) leur attribuait le pouvoir « d'exploiter et priser ». Beaucoup avaient des métiers manuels.

2. Cf. Procès-verbal des conférences de l'ordonnance de 1670. « La plupart sont plus à craindre, déclare le président de Lamoignon, que les voleurs eux-mêmes. » Et Omer Talon en explique la raison : « Comme les officiers ni leurs archers n'ont point de gages pour subsister ; il n'y a point de malversations auxquelles ils ne se soient abandonnés ; ils ne font aucune fonction s'ils n'espèrent en retirer de l'émolument ».

nécessaire de celles qui allaient suivre et qu'on méditait déjà. L'édit du mois de mars 1720 l'apporta. Alors disparurent ces titres surannés de vice-baillis, vice-sénéchaux et lieutenants de robe courte (1). Les officiers et leurs archers, tirés de l'armée, restèrent soumis à une exacte discipline, assurée par une hiérarchie unique et forte. Chaque province, en principe, reçut sa compagnie avec un prévôt au chef-lieu, des lieutenants dans ses villes principales, et des chefs de brigade dans ses bourgs. (2).

Il faut insister sur cette répartition par brigades, car là réside, croyons-nous, le principe de l'évolution si intéressante qui s'opère en cinquante années. Jusqu'alors l'archer n'avait été qu'un « homme de troupe » perdu dans la suite du prévôt occupé à « circuir » la province (3). Celui-ci absorbait en sa personnalité, tous les pouvoirs judiciaires dévolus à la maréchaussée (4). Tout au plus, voyait-on paraître l'archer dans les rôles effacés de la prestation de main-forte aux autorités civiles ou de l'exécution des mandements de justice ; il ne lui était laissé un peu d'initiative qu'au cas de flagrant délit, et encore, ne devait-il encore se borner qu'à la capture (5). L'éloignement de

1. Créés par l'édit de novembre 1554 (Offices de France.)

2. L'ordonnance de 1778 donne un effectif de 33 compagnies, 108 lieutenances et 800 brigades à 4 hommes.

3. Edit du 5 février 1549 « Sans séjourner es ville plus de deux jours. Pour les empêcher d'y résider. Chaque prévôt avait 20 ou 30 archers seulement, selon les provinces. Edit de décembre 1641 (Néron).

4. « Leur enjoignons de faire leurs chevauchées en personne et y mener leurs dits archers ». Déclaration du 26 mars 1626 (Offices de France.)

5. Ils dressent alors des procès-verbaux contenant l'inventaire des biens saisis. (Edit de novembre 1554. Code Henri III, L. III, t. XXI, art. 8.)

son chef, l'isolement, en le portant au premier plan, lui permettrait de développer ses qualités d'intelligence et d'initiative, et d'améliorer son instruction professionnelle.

Ainsi devait réellement se révéler ce précieux auxiliaire que les juridictions ordinaires allaient largement employer (1). Erigé, dès lors, en agent de la police judiciaire, chargé même par des réglementations spéciales de la recherche et de la dénonciation de certaines infractions(2), il tendait à devenir ce collaborateur dévoué qu'on se plaira à présenter, par la suite, sous l'apparence du modeste « magistrat armé » (3).

Le rôle de l'officier, aussi, se transformait. Nous l'avons vu, à l'origine, consister en une mission de police admi-

1. Arrêt du Conseil du roi du 8 janvier 1724 (Code de Briquet, tit. L, II).

2. Comme celles concernant la police des grands chemins. (Ordonnances du bureau des finances de Paris du 2 août 1774. Isambert, XXIII, 24.)

Les archers prêtent serment « à leurs prévôts généraux pour l'exercice de leurs fonctions et de leurs charges ». Edit de décembre 1641 (Néron).

3. On peut se demander comment l'effectif relativement faible de la maréchaussée (3.200 hommes, non compris les officiers (environ le 1/6 de l'effectif de la gendarmerie actuelle) pouvait satisfaire à toutes les exigences du service. Il faut se rappeler que ce service était alors peu chargé. D'abord, pour les délits et les contraventions, la maréchaussée n'en recherchait qu'un petit nombre, au caractère fiscal (faux saunage) ou intéressant la police des routes. Des agents spéciaux, dont l'apreté est restée légendaire, étaient plus spécialement chargés de cette mission : employés des aides, des tailles et gabelles, gruyers des eaux et forêts, agents des chasses, voyers, lieutenants de police des villes, etc... En outre, elle ne faisait aucun service dans les villes ; et son rôle se bornait, dans les campagnes, à des constatations très simples. Point d'enquêtes officieuses (sauf quand elle faisait des captures. Art. 7, t. IV, de l'ordonnance du 28 avril 1778), et point alors de commissions rogatoires, même pour ses officiers. Sa mission était donc peu compliquée et essentiellement active.

nistrative avec pouvoirs juridictionnels strictement déterminés. Par la force des choses, il devait advenir que ce juge, toujours en éveil, doué d'une grande mobilité, fût un officier de police judiciaire, au sens général, sans acception de juridictions. Lui-même allait y aider par ses empiétements constants sur les attributions des juges ordinaires, auxquels on l'avait obligé à délaissier l'affaire, au cas d'incompétence reconnue par jugement. Il n'y avait là qu'une pratique à régulariser et à encourager ; ce fut l'objet de l'édit de novembre 1544, reproduit dans l'article 71 de l'ordonnance d'Orléans (1560) et dans l'article 185 des états de Blois (1579), ainsi rédigé : « ils seront tenus de monter à cheval sitôt qu'ils seront avertis de quelque volerie, meurtre ou autre délit, commis ès lieux où ils sont établis, afin d'informer, prendre et appréhender les délinquants » (1).

Et l'arrêt du Conseil du roi Charles IX, du 14 octobre 1563 (2), précise plus encore leurs attributions nouvelles :

Ils « ne pourront en aucun cas commis ès villes, entreprendre connaissance sur les domiciliés y résidant, fors pour le fait de l'information, décret et capture qu'ils auront en tous lieux et places contre toutes personnes, et pour tous délits ; à la charge de rendre les personnes aux juges ordinaires royaux, hors les cas à eux attribués » (3).

1. Code du roi Henri, l. III, t. IX, art. 9.

2. Offices de France.

3. Car « tout *juge* est compétent pour tout ce qui peut tendre à fournir la preuve du crime, qui sans cela pourrait dépérir, et pour s'assurer de la personne du coupable. » Sallé, *op. cit.*, XXI.

Il ne s'agissait encore que de crimes flagrants, comme le montre l'ordonnance criminelle de 1670 (t. II, art. 4) ; la déclaration du 5 février 1731 (art. 21) ira plus loin et les autorisera à informer, même au cas de crimes non flagrants.

A mesure que s'accusait ainsi leur rôle d'officier de police judiciaire, celui de juge tendait à s'effacer. Avec le progrès de la civilisation, cette juridiction d'exception perdait de son importance, s'anémiait, ne rencontrait de justification que dans les souvenirs historiques et dans la force de l'habitude. Ne cadrant plus avec les mœurs, battue en brèche par les philosophes et les meilleurs esprits, elle avait fait son temps. Et aucune protestation ne s'éleva lorsque l'Assemblée constituante enfin, la mit à bas (loi du 7 septembre 1790 (1)).

Ainsi évoluait la maréchaussée vers une adaptation mieux entendue aux institutions coexistantes. L'heure était venue de fixer ses attributions nouvelles. On s'y employa activement.

Il y eut, certes, une période de tâtonnements : trois départements ministériels se disputaient la prééminence de direction (Guerre, Justice et Intérieur), et il était difficile de mettre d'accord ces prétentions rivales (2). Des

1. Il est nécessaire d'insister sur ce point : c'est la qualité de juge criminel qui a fait donner à l'officier de maréchaussée, et par délégation à ses cavaliers, des attributions de police judiciaire, attributions d'abord restreintes à la matière prévôtale, puis étendue à toute autre, sans acception de juridictions.

Dans l'ancien droit, la police et la justice se trouvaient, en effet, réunies dans les mêmes mains. Cf. Faustin-Hélie. *Traité d'instruction criminelle*, 1851, t. IV, p. 48.

2. Cf. Lègues, *op. cit.*, p. 89.

embryons de règlement parurent avec les ordonnances des 19 avril 1760, 25 février 1768 et 27 décembre 1769.

Ce fut celle du 28 avril 1778 (1) qui, enfin, mit au jour la formule attendue et consacra l'achèvement de l'évolution. La maréchaussée conservait son caractère militaire et ses fonctions traditionnelles ; de plus, elle devait seconder l'action des autorités civiles et judiciaires, auprès desquelles elle était placée, en exécutant leurs réquisitions.

Grâce à sa discipline améliorée, à son organisation excellente et forte, à l'autorité qui découle naturellement des services rendus, la maréchaussée jouissait alors d'un réel prestige et son utilité était devenue incontestable. Aussi, lorsqu'il s'agit de réorganiser la force publique, l'Assemblée constituante s'empressa-t-elle de la conserver et de la maintenir dans ses fonctions (2).

« La France possède, dit le rapporteur Rabaut, — cette force toute prête et toute organisée, soumise à une discipline très exacte, ennemie sévère des perturbateurs..., dont le nom seul inspire la terreur aux malfaiteurs et aux brigands : c'est la maréchaussée. Cet instrument de la loi est assez souple pour se prêter à toutes les formes que vous voudrez bien lui donner, assez vigoureux pour réta-

1. Ordonnance du roi concernant la maréchaussée, du 28 avril 1778. Paris, Imprimerie royale, 1778.

2. Cf. le rapport très favorable à la maréchaussée, fait au nom des comités de constitution et de jurisprudence criminelle, de la loi sur la police de sûreté... par Adrien du Port, député de Paris, à la séance du 27 novembre 1790. « Institution, dit-il, depuis longtemps consacrée à la police, investie de la confiance des peuples et digne de cette confiance par de pénibles et continuels travaux... »

L'effectif de la maréchaussée fut doublé et porté à 7.455 hommes. (L. du 16 février 1791, art. 3. Duvergier, t. II, p. 191.)

blir et maintenir l'ordre dans le royaume. Ami de la loi, peut-être parce qu'il avait accoutumé d'en être l'organe, il a durant le cours de cette révolution, contribué à maintenir l'ordre en une foule de lieux, attendant sans impatience ce qu'ordonneraient de lui vos décrets... Vous lui ôterez tout ce que lui avait donné la volonté arbitraire et qui contrasterait avec l'ordre judiciaire que vous avez établi, vous lui conserverez tout ce qui, dans ses précédentes fonctions, lui fournissait les moyens de suivre les traces du délit et de le constater juridiquement, tout ce qui peut lui attirer la confiance des peuples » (1).

La maréchaussée devait toutefois changer de nom (2) et prendre celui de gendarmerie nationale. pour mieux marquer, semble-t il, la disparition de la juridiction attachée à cet ancien nom (3).

La loi du 28 germinal an VI (4) mettant en harmonie les dispositions de l'ordonnance du 28 avril 1778 avec les

1. Rapport sur l'organisation de la force publique, fait au nom du Comité de constitution et du Comité militaire, le 12 novembre 1790, par M. Rabaut. Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale.

2. Loi du 16 février 1791, art. 1^{er}. (Duvergier, t. II, p. 191.)

3. Le projet de décret sur l'organisation de la maréchaussée, présenté par les comités de constitution et militaire, aux séances des 22, 23 et 24 décembre 1790, disait : « Ce corps... portera le nom de maréchaussée et gendarmerie nationale des départements. » C'était un peu long.

Le nom de gendarmerie était celui d'un corps de cavalerie dont la maréchaussée faisait partie depuis longtemps. Cf. Edit du 27 juillet 1548. (Office de France.)

4. Cette loi règle encore actuellement l'organisation et le service de la gendarmerie. Mais elle a été successivement complétée par l'ordonnance du 29 octobre 1820, remplacée par le décret du 1^{er} mars 1854, lui-même abrogé par le décret du 20 mai 1903. (*J. off.*, 19 juillet 1903.)

principes du régime nouveau, allait donner à cette gendarmerie sa physionomie et ses attributions définitives, et l'engager dans des destinées qui n'ont rien à envier au régime disparu.

PREMIÈRE PARTIE

Des fonctions d'officier de police judiciaire exercées par les officiers et certains chefs de brigade de gendarmerie (1)

CHAPITRE PREMIER

Attributions générales

L'article 9 du Code d'instruction criminelle met les officiers de gendarmerie au nombre des officiers de la police judiciaire, et l'article 48 du même Code en fait des auxiliaires du procureur de la République. Cette double qualité qui leur était d'abord réservée exclusivement, fut accordée provisoirement par la loi du 23 février 1834, aux chefs de brigade de la région de l'ouest, et, à titre permanent, par des décisions postérieures, aux sous-officiers de la Guyane, et aux chefs de poste français de l'Algérie, de la Tunisie, de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie (2).

1. Les officiers et tous les chefs de brigade de gendarmerie sont officiers de police judiciaire et militaire. (Art. 84. C. de justice militaire.)

2. Cf., art. 110 du décret du 20 mai 1903.

Pour simplifier, nous ne mentionnerons que les officiers ; mais il est entendu que ce qui suivra concerne aussi les chefs de brigade ci-dessus désignés.

Le Code n'ayant accompagné cette brève désignation d'aucun commentaire, il faut se reporter aux règles générales qu'il édicte pour connaître les attributions judiciaires de ces militaires.

Elles se résument ainsi (art. 113 du décret du 20 mai 1903) :

1^o Comme officiers de police judiciaire, ils sont tenus de transmettre immédiatement au Procureur de la République, les renseignements sur les crimes et les délits qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions (art. 29 du C. inst. crim. et 141, loi du 28 germinal an VI) ;

2^o En qualité d'auxiliaires du Procureur de la République, ils sont associés à la recherche des crimes et des délits.

En conséquence :

A. — Ils reçoivent les plaintes et les dénonciations de ces infractions et les consignent dans des procès-verbaux qu'ils transmettent au Procureur de la République (1), sans délai

1. Articles 48 et 65 du Code d'instruction criminelle et 115 à 119 du décret du 20 mai 1903.

Il est à remarquer que, d'après l'article 115, les plaintes et les dénonciations ne sont recevables par les officiers « que lorsque les délits ou les crimes ont été commis dans l'étendue de la circonscription où ils exercent leurs fonctions habituelles », et que cette disposition est en désaccord avec la doctrine (Faustin-Hélie, *De l'instruction criminelle*, t. V, p. 331), et aussi avec la jurisprudence. (Arrêt de la Cour de Pau, du 5 août 1859, D. P. 59.2. 207.)

Cette divergence de vues provient uniquement de ce que cet article n'a fait que reproduire le texte de l'article 150 de l'ordonnance du 29 octobre 1820, qui lui-même s'appuyait sur l'article 48 du Code d'instruction criminelle.

Il n'y faut donc voir aucun désir de contrarier l'opinion doctrinale peu récente ; et nous pensons que l'officier de gendar-

et sans pouvoir entreprendre aucune instruction préliminaire ; visite des lieux, interrogatoire de l'inculpé, audition des témoins (art. 120 et 136, décret du 20 mai 1903) ; ni procéder à aucune arrestation, sauf, cependant, lorsqu'il s'agit de vagabonds, gens sans aveu ou repris de justice.

B. — Au cas de flagrant délit (1), leurs pouvoirs s'étendent : « ils ne se bornent plus à donner des avis aux magistrats, ils agissent (2). » Ils sont autorisés à faire les actes d'instruction qui, dans ce cas, sont de la compétence du procureur de la République (art. 49, C. I. C. et 111 du déc. du 20 mai 1903). Mais il est nécessaire que ce soit une infraction contre laquelle une peine afflictive ou infamante est prononcée (art. 127, même décret) (3). Alors, ils se transportent sans retard sur les lieux du crime « pour y dresser des procès-verbaux à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des habitants, des voisins, des pa-

merie, comme tout officier de police judiciaire, pourrait recevoir les plaintes et dénonciations relatives à des faits qui se sont passées en dehors de sa circonscription, sans que son procès-verbal soit, de ce fait, entaché de nullité.

1. Défini par l'art. 125, décret 20 mai 1903. C'est le Code qui a institué les cas assimilés et parlé pour la première fois du temps voisin du délit. Dans l'ancien droit, il n'y avait flagrant délit que lorsque l'accusé était surpris, soit dans l'exécution même du crime soit dans les actes qui suivaient cette exécution et qui s'y rattachaient étroitement. Voyez Faustin-Hélie, IV, p. 673.

Cf. Instruction adressée le 1^{er} janvier 1817 par M. Jacquinet-Pampelune. Procureur du roi près le tribunal de la Seine, aux officiers de police judiciaire auxiliaires. (Mars. *Corps de droit criminel*, t. 1, p. 15).

2. Faustin-Hélie, t. IV, p. 44.

3. Cf. Henri Rousseaut. Sur l'origine de cette restriction qui remonte à l'ancien droit.

rents et domestiques, enfin de toutes les personnes qui ont des renseignements à donner ».

Ils informent de leur transport le procureur de la République. Ils peuvent se faire assister d'un greffier, faire appel à des experts, opérer des perquisitions, saisir les instruments du délit, interpellé le prévenu de s'expliquer.

S'il existe des indices graves contre lui, ils l'arrêtent, et s'il n'est pas présent, décernent un mandat d'amener afin de le conduire devant le juge d'instruction ou le procureur de la République (art. 128, 129, 130, 135, 136 et 139 du décret du 20 mai 1903).

Ils peuvent aussi, pour mener à bien leur enquête, défendre à qui que ce soit de sortir de la maison ou de s'éloigner du lieu jusqu'après la clôture du procès-verbal. Ils font saisir et déposer à la maison d'arrêt ceux qui contreviennent à cette défense ; mais ils ne peuvent prononcer contre eux aucune peine. Ils sont tenus d'en référer aussitôt au Procureur de la République.

Ils ont les mêmes pouvoirs lorsqu'ils sont requis par le propriétaire, principal locataire ou locataire d'un appartement, de constater un crime ou un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison (art. 140 et 141, même décret). Mais ils doivent, toutes les fois qu'ils en ont la possibilité, se faire assister dans leurs opérations par le commissaire de police, à défaut, par le maire et son adjoint, et, en cas d'absence de ceux-ci, par deux habitants domiciliés dans la commune (art. 138, même décret). On a fait observer que cet article, qui reproduit

purement et simplement l'article 42 du Code d'instruction criminelle a généralisé à tort, une obligation destinée à donner aux procès-verbaux une plus grande authenticité et qui ne doit être remplie que pour ceux de constat. L'assistance des personnes énumérées ci-dessus n'est pas nécessaire pour l'audition des témoins et pour les interrogatoires. On ne doit l'exiger que pour les visites des lieux ou du domicile du prévenu, la recherche, la saisie, la vérification et la description des traces, instruments, produits et preuves matérielles du crime (1).

Et encore, ne s'imposent-elles pas à peine de nullité (Cass. 30 janvier 1818. *Bull. crim.*, 1818, p. 15). Il a même été jugé que la poursuite des crimes et délits ne réclamait pas impérativement la réduction d'un procès-verbal constatant le corps du délit (2).

Les procès-verbaux dressés par les officiers de gendarmerie, signés par eux, par les personnes qui les ont assistés et par celles qui ont fait des déclarations, sont transmis sur-le-champ, avec l'avis des mesures prises pour la garde et la conservation des objets saisis, au Procureur de la République (art. 143). Il était, en effet indispensable, pour éviter des abus, de limiter l'exercice des pouvoirs si étendus confiés à ces officiers, au temps même du délit ou à un temps extrêmement rapproché ; et cette précaution a une importance plus grande encore, depuis la pro-

1. Duverger. *Manuel des juges d'instruction*, 3^e édit., t. I, p. 489.

2. Dalloz. *Code d'Inst. crim.*, art. 42, n^o 12 et suiv.

mulgation de la loi du 8 décembre 1897. (Rappel fait par la circulaire de la Chancellerie du 4 avril 1906. *Bull. off. du ministère de la Justice*, 1906, p, 45.)

Comme ils ne sont que les auxiliaires de ce magistrat, leurs pouvoirs cessent aussitôt que celui-ci paraît sur les lieux ; mais ils peuvent être autorisés à poursuivre la procédure commencée (art. 142).

« Ainsi, dit Faustin-Hélie (1), dans ces deux cas, ils cèdent à une véritable information ; ils exercent même des pouvoirs qui excèdent les limites de la police judiciaire ; ils remplissent par une délégation légale, les fonctions du juge lui-même. C'est ainsi que le Code n'a admis que comme une exception, nécessitée par des circonstances extraordinaires, une attribution qui formait le droit commun des législations anciennes. »

C. — Enfin, ils exécutent les commissions rogatoires des procureurs de la République et des juges d'instruction (art. 83 et 84, C.I.C., 62 et 112 du déc. du 20 mai 1903) (2).

Nous n'insisterons pas davantage sur des attributions

1. *Op. cit.* t. IV, p. 45.

2. Les officiers de gendarmerie sont, en ce qui concerne leurs opérations judiciaires, placés sous la surveillance des procureurs généraux près les cours d'appel (art. 144, déc. du 20 mai 1903).

Les préfets peuvent requérir les officiers de gendarmerie de constater les crimes, délits et contraventions. Ce droit résulte des dispositions de l'art. 10 C. I. C. reproduites par l'art. 39 du déc. du 30 mai 1903.

Il ne doivent user de ce droit qu'avec réserve et il leur est prescrit d'en aviser sans délai le procureur de la République. (Circ. du ministre de l'Intérieur du 14 août 1906.)

qui suivent la règle commune et qui sont calquées sur celles du procureur de la République. Nous remarquerons seulement que la compétence territoriale des officiers de gendarmerie est, quant à leurs fonctions d'auxiliaires du procureur de la République, strictement bornée « à la circonscription où ils exercent habituellement leurs fonctions » (art. 110 § 2 du décret du 20 mai 1903), et qu'il peut résulter pour eux, de cette limitation, le changement de qualité suivant. Lorsqu'un officier est momentanément appelé hors de sa circonscription pour coopérer à certains services de police administrative, comme ceux organisés à l'occasion des grèves, par exemple, il perd alors, durant ce temps, son caractère d'officier de police judiciaire pour ne conserver que celui d'agent ou de commandant de la force publique. Ses attributions sont alors fort différentes.

Cette observation faite, nous aborderons tout de suite l'examen de quelques questions inhérentes à la qualité d'officier de gendarmerie.

CHAPITRE II

Des officiers désignés pour exercer ces fonctions

On s'est souvent demandé pour quelles raisons les fonctions d'officier de police judiciaire ont été conférées par le Code à tous les officiers de la gendarmerie sans exception, alors qu'il semblerait plus conforme à l'organisation de l'arme et à l'esprit de ses règlements particuliers, d'en restreindre l'attribution aux seuls commandants d'arrondissement.

La question n'a jamais été portée, à notre connaissance du moins, sur le terrain judiciaire, mais l'eût-elle été, que sa solution ne pouvait être douteuse, des textes législatifs formels écartant la possibilité de divergences d'opinions.

Pourtant, il n'est pas bien sûr que ces textes rendent exactement la pensée du législateur ; et, dans le doute, nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt d'en reprendre rapidement l'examen. Le voici ; ils tiennent en quelques lignes :

Le Code d'instruction criminelle dispose en son article 9 : « La police judiciaire sera exercée par les officiers de gendarmerie. » Et, en son article 48, qui énumère les auxiliaires du Procureur de la République, il ajoute : Les

juges de paix, les officiers de gendarmerie.... recevront les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles. »

D'autre part, le décret du 20 mai 1903, portant règlement sur le service de la gendarmerie, est plus précis encore dans le commentaire qu'il fait de ces prescriptions légales. Son article 110 § 2 est ainsi conçu : « Les officiers de gendarmerie de *tout grade* sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur de la République dans la circonscription où ils exercent habituellement leurs fonctions. »

Quelle est exactement la portée de ces dispositions ? Et, d'abord, d'où viennent-elles ? En remontant à leur source, peut-être découvrirons-nous, dans les motifs qui les ont inspirées, la réponse à la question posée :

Nous avons vu que, dès l'édit de novembre 1544, les prévôts des maréchaux avaient été associés à l'exercice de la police judiciaire pour la recherche et la constatation des crimes de toute nature, même de ceux qui échappaient à leur compétence de juges prévôtaux.

Or, sous l'empire de l'ordonnance du 28 avril 1778 qui, pour la première fois, expose tous les détails du service incombant à la maréchaussée, la faculté d'informer et de décréter n'est plus accordée qu'aux lieutenants de ces prévôts.

« Lesdits lieutenants, dit-elle, se transporteront partout où leur présence sera nécessaire pour constater les crimes et délits qui auront été commis dans l'étendue de leurs lieutenances et faire les informations et procédures dont

ils seront tenus en leur qualité de lieutenants de prévôts des maréchaux » (titre III, art. 25).

Cette désignation s'explique parfaitement ; ces officiers sont les seuls qui aient alors des attributions judiciaires. En effet, les prévôts sont des inspecteurs permanents (art. 16 et suivants) et non des juges ; et quant aux sous-lieutenants, qui ont remplacé les exempts, l'article 28 spécifie qu'ils sont uniquement « des surveillants du service des brigades ». Ces sous-lieutenants n'ont donc pas été investis des pouvoirs d'information reconnus, au cas de flagrant délit, à leurs prédécesseurs (1). Ils paraissent occuper, au point de vue du service, une situation intermédiaire entre celle d'officier et celle de sous-officier.

En attribuant aux capitaines et aux lieutenants de gendarmerie nouvellement installés dans les résidences des lieutenants de prévôts supprimés, des fonctions de police judiciaire, le législateur de 1791 (loi du 16-29 sept. 1791 art. 1 et 2), n'avait en vue que d'appuyer l'action des juges de paix « premiers instruments de la police des cantons ». Nous le savons par le rapport *d'Adrien du Port* (2).

C'est à ces officiers, dit-il, « au nombre d'un ou deux par district » qu'on se propose « d'attribuer, concurremment avec les juges de paix, les fonctions de la police » (3). Il suffisait donc, pour remplir le vœu de la loi,

1. L'édit de création de février 1612, chargeait les exempts d'informer au cas d'un flagrant délit de la compétence des prévôts, (offices de F^{ce}).

2. Rapport précité sur la police de sûreté.

3. Il faut, dit aussi l'instruction du 29 septembre 1791, des officiers « agissants, qui voient par leurs yeux et dont la pré-

de choisir parmi les officiers de gendarmerie ceux en fonctions dans les districts, c'est-à-dire ceux que leur service appelle tous les jours dans les lieux où siègent les juges de paix, à l'exclusion des autres, dont le commandement embrasse un territoire plus étendu et qui sont aussi trop éloignés des justiciables.

Or, ces officiers, c'étaient ceux des deux compagnies de chaque département, compagnies « commandées chacune par un capitaine et trois lieutenants » (art. 9 de la loi du 16 février 1791). Les résidences de ces officiers n'étaient pas encore fixées. Ils pouvaient, le cas échéant, « commander toutes les brigades de la compagnie » ; on les voyait, à tour de rôle, à la tête des troupes de gendarmerie sillonnant le pays troublé pour y rétablir l'ordre. On devait forcément les désigner tous, puisqu'ils exerçaient en somme les mêmes fonctions, malgré les différences de grades. Mais on n'entendait pas pour cela abandonner le principe, antérieurement admis, du service concentré aux mains d'un « commandant d'arrondissement » plus sédentaire ; et, en effet, nous le verrons bientôt remis au jour.

Le Code du 3 brumaire an IV (art. 24) n'apporte aucun changement dans la désignation de ces officiers. C'est la loi du 7 pluviôse an IX qui, la première, écartant toute

sence prenne sur le fait, s'il est possible, les auteurs du délit... Cette considération a pu conduire l'Assemblée nationale à associer les officiers de la gendarmerie à une grande partie des fonctions de police attribuées aux juges de paix, relativement aux délits commis hors de l'enceinte des villes ». Faustin-Hélie, t. IV, § 210, p. 34

distinction de grades, mentionne simplement les « officiers de gendarmerie » (art. 3, 4 et 5.)

Le législateur de 1810 accueille cette modification sans discussion, et met seulement en harmonie les prescriptions discordantes des articles 21 du Code de brumaire et des articles 3, 4 et 5 de la loi de pluviôse.

La question se pose donc de savoir pourquoi le législateur de pluviôse a effectué le changement qui nous intéresse.

Il ne s'est guère expliqué sur ce point, malheureusement ; et son silence est d'autant plus regrettable que le législateur de 1810 a suivi cet exemple (1). A défaut de renseignements précis, pouvons-nous au moins espérer découvrir par le raisonnement, la pensée qui l'a guidée dans sa rédaction ?

En mettant à la place du juge de paix (premier magistrat de sûreté) le substitut du commissaire près le tribunal criminel, ce législateur pouvait-il réellement songer à charger dorénavant tous les officiers de gendarmerie indistinctement des fonctions de la police judiciaire ? C'est bien peu probable. Les auxiliaires qu'il désigne sont ceux qui se trouvent en fonctions dans les arrondissements ; et le rapprochement qu'il continue à faire entre les juges de paix et les officiers de gendarmerie, semble indiquer son intention de ne rien changer à l'état de choses préexistant. Au surplus, s'il avait visé à un changement aussi

1. Ni l'exposé des motifs rédigé par Treilhard, et présenté à la séance du 7 novembre 1808, ni les renseignements fournis par Locré, t. XXIV, n^{os} 6, 8 et 9, et XXV, n^o 5, ne visent cette modification.

marqué, comment expliquer qu'il n'ait pas pensé à modifier l'article 21 du Code de brumaire, dont les dispositions n'étaient plus en harmonie avec celles qu'il édictait ? Ce qui est vraisemblable, c'est qu'en employant une formule abrégée qu'il trouvait plus commode, il comptait sur cet article 21, maintenu en vigueur, pour éclairer son texte et éloigner toute équivoque. La combinaison des deux articles ne devait donc laisser aucun doute, aux contemporains, sur la désignation partielle des officiers de gendarmerie.

Et quant au législateur de 1810, il faut conclure à une simple inadvertance dans son travail de refonte. Son silence est significatif.

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer qu'on a toujours donné, par la suite, à ces articles 9 et 48 (C. inst. crim.) l'interprétation restrictive traditionnelle ; et que la législation postérieure est restée dominée par ce principe d'une police de sûreté fonctionnant dans chaque arrondissement administratif, sous la direction du Procureur de la République, avec l'aide de certaines personnes « qui y exercent leurs fonctions habituelles ». C'est ce qui ressort de l'esprit de l'ordonnance du 29 octobre 1820 sur le service de la gendarmerie, malgré le texte de l'article 148 de cette ordonnance qui reproduit la lettre du Code. Et c'est aussi ce qu'exprime clairement la loi du 23 février 1834, qui confère temporairement les fonctions de la police judiciaire à certains chefs de brigade de l'Ouest (1).

1. Art. 3. — « Les fonctions de police judiciaire attribuées aux commandants de compagnie (capitaines) et aux lieutenants de gendarmerie par les articles 194, 195 et 196 de la loi du 28 germinal an IV, et par les articles 48 et 49 du Code d'instruction

[^{te} Le décret du 1^{er} mars 1854 qui succédait à l'ordonnance de 1820, a-t-il, par son article 238, eu le dessein de fixer le sens de l'interprétation du texte législatif? On pourrait le croire.

« Les officiers de gendarmerie *de tout grade* sont, dit-il, officiers de police judiciaire. Ils sont considérés comme auxiliaires du procureur impérial dans l'arrondissement où ils exercent habituellement leurs fonctions. »

Remarquons tout d'abord l'opposition d'idées qui ressort des deux alinéas de cet article.

Le premier pose le principe que tous les officiers, sans exception, sont officiers de police judiciaire ; et cette attribution qui résulte de leur qualité de membres de la gendarmerie, est strictement conforme à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Le second, qui vise l'article 48 du même Code et les fonctions d'auxiliaire du procureur impérial, n'intéresse plus que les officiers qui exercent habituellement leurs fonctions dans un arrondissement, autrement dit les commandants d'arrondissement (capitaines, lieutenants et sous-lieutenants). Il écarte ainsi et les chefs de légion, dont le commandement s'étend sur plusieurs départements, et les chefs d'escadron, qui dirigent la gendarmerie d'un département. Il serait impossible autrement de déterminer l'arrondissement où ces officiers supérieurs exercent leurs fonctions ; et si telle n'était pas l'intention du rédacteur, le pluriel au moins serait de rigueur.

criminelle, sont également attribuées aux maréchaux des logis et aux brigadiers de gendarmerie dans les départements de.... ».

Ainsi ce décret, bien loin d'innover, reste au contraire dans les limites de l'interprétation ancienne.

On ne saurait, d'autre part, se baser, pour infirmer cette opinion, sur le décret plus récent du 20 mai 1903, dont l'article 110 § 2 précité, ne semble avoir donné à la rédaction nouvelle qu'un tour plus concis sans intention de changement. « Les officiers de gendarmerie de tout grade sont, dit-il, officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur de la République dans la circonscription où ils exercent habituellement leurs fonctions. » Il est possible, en effet, de relever dans ce décret, de nombreux passages qui montrent que les seuls officiers en relations avec les magistrats pour le service de la police judiciaire, sont précisément les commandants d'arrondissement (art. 52, 81, 82, 159, 161, etc.).

On reconnaît bien dans ces articles, au contraire, l'esprit de la tradition ; et les dispositions de l'article 161, notamment, rappellent tout à fait celles de l'article 25 précité de l'ordonnance du 28 avril 1778.

S'il fallait, pour convaincre, appuyer cette démonstration d'arguments de raison, il serait facile de montrer que l'attribution des mêmes fonctions à tous les officiers de gendarmerie, sans constituer entre eux une hiérarchie, risquerait de provoquer des doubles emplois et des incidents de commandement nuisibles au service et à la discipline ; et cela sans profit aucun pour le service de la justice.

C'est ce que les règlements particuliers ont eu en vue d'éviter, et avec d'autant plus de sens qu'on se demandait

dans quels cas les chefs d'escadron et les chefs de légion seraient appelés à exercer ses fonctions de police.

En laissant de côté l'exécution des commissions rogatoires et la réception des plaintes et dénonciations, où leur intervention est manifestement inutile, puisque les commandants d'arrondissement sont mieux placés qu'eux pour y donner satisfaction, il ne reste que les cas de flagrant délit. Mais là encore, ces officiers supérieurs seront toujours prévenus par leurs commandants d'arrondissement, qui sont informés sur-le-champ et doivent se déplacer aussitôt, en vertu des articles 159 et 161 précités.

On pouvait donc, sans inconvénient, laisser sommeiller des fonctions que la pratique ignore. Le décret du 1^{er} mars 1854 a atteint ce résultat par un ensemble de dispositions, atténuant les effets des prescriptions formelles du Code, sans toutefois les heurter de front. Nous pensons qu'il a formulé en son article 238 la véritable interprétation à donner, des articles 9 et 48 du Code d'instruction criminelle ; et, avec lui, nous concluons que tous les officiers de gendarmerie sont officiers de police judiciaire mais que les commandants d'arrondissement seuls, sont **auxiliaires du Procureur de la République.**

CHAPITRE III

Service fourni par ces officiers

Depuis quelques années, une recrudescence de la criminalité qui a vivement ému l'opinion publique, a fait jeter le discrédit sur l'organisation de la police judiciaire et suspecter le zèle de ses agents. La gendarmerie devait naturellement, tant par l'importance de son effectif que par l'étendue de ses attributions, être particulièrement visée. Nous reviendrons sur ces critiques, lorsque nous étudierons son rôle d'agent de la police judiciaire; nous ne retiendrons ici que celles relatives aux fonctions des officiers de la police judiciaire. Elles sont très bien résumées dans les deux citations suivantes :

« Les chefs de brigade font seuls de la police judiciaire, tandis que les commandants d'arrondissement, qui sont officiers de police judiciaire, n'en font jamais. Au cours de l'année 1900, les officiers de gendarmerie du ressort de la Cour d'appel de Chambéry n'ont pas fait un seul acte de police judiciaire. Ils n'ont pas exécuté une seule commission rogatoire. Ils ont refusé d'exécuter la seule commission rogatoire qui leur a été adressée, en répondant que cette

mission les détournait de l'accomplissement de leurs devoirs d'officier de gendarmerie » (1).

« Le Code d'instruction criminelle lui confère (à l'officier de gendarmerie) et on peut ajouter même, lui impose ce titre et ces fonctions. Or, il faut bien constater que cette disposition est en fait une lettre morte. On ne peut pas se refuser à accepter le titre, mais on ne veut pas des fonctions. Et ce qui est plus remarquable encore, on est arrivé à parer cette résistance à un texte formel, d'un air de légalité en la formulant dans le décret même d'organisation. » (Art. 62 § 2 et 161 *in fine.*)

Ce décret restreint « à des espèces improbables les cas où ils seront obligés d'obéir personnellement au Procureur de la République et aux juges d'instruction...

« Dans les cas, plus improbables encore, où le décret les autorise à agir de leur propre initiative, c'est-à-dire en flagrant délit, les officiers de gendarmerie doivent se faire assister par le commissaire de police du lieu, ou par le maire ou son adjoint, ou encore, s'ils sont absents, par deux habitants domiciliés (art. 138).

« Dans ces conditions, on se demande de quelle utilité ils sont comme officiers de police judiciaire et comment on peut arriver à donner une telle interprétation de l'article 49 du Code d'instruction criminelle... (2) »

1. *Les auxiliaires de la justice*. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Chambéry le 16 octobre 1901, par M. le Procureur général Gensoul. (Chambéry. Imp. nouvelle, 1901.)

2. Rapport fait à la Société des prisons par M. Drioux, avocat général à la Cour d'appel d'Orléans sur un projet de réorganisation de la police de province.

Ce rapport défavorable à la gendarmerie et surtout à ses

Il ressort de ces textes que les officiers de gendarmerie ne feraient aucun acte de police judiciaire, soit volontairement, soit en conformité de prescriptions réglementaires ; et que leur inaction aurait été remarquée surtout : 1° au cas de flagrant délit ; 2° dans l'exécution des commissions rogatoires.

La constatation, appuyée d'ailleurs sur des renseignements statistiques, ne peut-être révoquée en doute ; mais c'est une question de savoir si la critique est fondée ; et c'est ce que nous allons examiner :

1° *Flagrants délits* (1). — Quant aux flagrants délits, il serait désirable d'avoir une base de comparaison.

Il faudrait connaître, pour donner au jugement toute sa portée, combien de constatations préliminaires les officiers auraient dû faire sur tel nombre de crimes flagrants enre-

officiers, a donné lieu à une discussion très intéressante au cours de laquelle des administrateurs, des magistrats et des professeurs éminents ont défendu, avec l'autorité qui s'attache à leur savoir et à leur expérience, la cause de la gendarmerie. « C'est un corps d'élite, dit M. Garçon, professeur de droit criminel à la Faculté de Droit de Paris, qui ne mérite que des éloges, dont personne ne se plaint, ce qui peut passer pour merveilleux dans notre pays de France si prompt à tout critiquer. » (*Revue pénitentiaire*, 1908, p. 342, 513 et 705.)

1. Les crimes flagrants à l'occasion desquels l'officier de gendarmerie pourrait faire une instruction préliminaire sont très rares. D'après les renseignements que nous avons recueillis personnellement, les infractions de cette nature qui sont le plus souvent constatées sont les attentats aux mœurs, les vols qualifiés, les meurtres, les incendies, les faux et les infanticides. Or, de toutes ces infractions, il n'y a guère que les meurtres qui motivent le transport de l'officier ; les autres ne parviennent pas à sa connaissance durant le temps de flagrance ou ne présentent pas tout de suite ce caractère de gravité. Et le nombre moyen des meurtres, dans les arrondissements ruraux, ne dépasse pas un tous les deux ans. (V. art. 161 du déc. du 20 mai 1903.)

gistrés aux parquets. A défaut de ce renseignement, il est un fait d'observation indéniable, c'est que les crimes sont extrêmement rares dans les campagnes. Il est bien évident, en effet, que dans les villes l'activité des officiers de gendarmerie ne trouve pas à s'employer ; car ils sont toujours prévenus par les commissaires de police, les juges de paix ou les parquets. Le service des campagnes, seul, pourrait leur offrir l'occasion d'entreprendre une procédure (1), à la condition toutefois qu'ils arrivent les premiers sur les lieux ; et, en fait, cela se présente assez rarement. Lorsqu'un crime s'y commet, le maire de la localité en informe sur le champ le chef de la brigade de gendarmerie et le juge de paix ; il envoie même souvent un télégramme au procureur de la République. A défaut, ce magistrat est avisé télégraphiquement par le chef de brigade de gendarmerie, en même temps que celui-ci rend compte de l'événement à son commandant d'arrondissement. Si l'importance du crime l'exige (2), le parquet se transporte immédiatement sur les lieux, et il se met en route, peut-être avant que le commandant d'arrondissement ait connaissance du crime ; en tout cas, il emploie les moyens les plus rapides, presque toujours l'automobile, tandis que l'officier, qui n'a à sa disposition que l'usage du cheval arrive, malgré sa diligence, forcément en

1. L'instruction du 29 septembre 1991. (Faustin-Hélie, IV, § 210) disait déjà que leurs fonctions ne devaient être exercées que « hors de l'enceinte des villes ».

2. Circulaire de la Chancellerie, du 28 février 1887 (Massabiau, t. II, p. 118.)

retard. Il ne peut donc agir de son initiative propre que dans des cas assez rares ; tout au plus pourrait-il être chargé de certains actes, en vertu des articles 112 et 142 du décret du 20 mai 1903, mais ce n'est guère l'habitude de le déléguer dans ces circonstances. Voilà donc ce qui explique la rareté des procès-verbaux qu'il dresse aux cas de flagrants délits : petit nombre d'affaires et prévention presque forcée (1).

Ajoutons que son absence ne paraît avoir que peu d'inconvénients au point de vue de la marche des opérations préliminaires. Ordinairement le juge de paix, qui se déplace en même temps que le chef de brigade, les a entamées presque tout de suite après la découverte du crime ; et n'oublions pas que le chef de brigade, lui aussi, doit, en exécution des articles 161, 162 et 163 du décret précité,

1. Remarquons ici que la principale — et peut-être l'unique — utilité de recours à l'officier de gendarmerie résidait précisément autrefois, dans cette circonstance que l'officier arrivait généralement sur les lieux du crime bien avant le parquet, les routes n'étant le plus souvent praticables qu'aux cavaliers. C'est ce que montre très bien l'instruction du 29 septembre 1791 : « La police de sûreté, dit cette instruction, exige souvent des déplacements : ce n'est point assez que ceux qui l'exercent soient impassibles et intrépides, il faut encore qu'ils soient agissants, qu'ils voient par leurs yeux et que leur présence prenne sur le fait, s'il est possible, les auteurs du délit ou du moins en saisisse les traces encore si récentes qu'elles décèlent inévitablement leurs auteurs. Cette considération a dû conduire l'assemblée nationale à associer, dans les circonstances actuelles, les officiers de la gendarmerie nationale à une grande partie des fonctions de police attribuées aux juges de paix, relativement aux délits commis hors de l'enceinte des villes. » (Faus-tin-Hélie, IV, p. 31).

consigner dans un procès-verbal tous les renseignements propres à éclairer le parquet et à préparer l'information ; qu'il doit même appréhender les criminels et garder à vue les individus suspects, rassembler les témoins, prendre, si le maire ne l'a déjà fait, toutes les mesures utiles pour que rien ne soit changé à l'état des lieux jusqu'à l'arrivée des officiers de justice. Le recours au commandant d'arrondissement n'a donc d'utilité que très exceptionnellement.

2° *Des Commissions rogatoires.* — Une question très discutée jusqu'en ces derniers temps était celle de savoir si les juges d'instruction pouvaient déléguer leurs fonctions d'information à un officier de gendarmerie, par voie de commission rogatoire. Aucun doute ne s'élevait en ce qui concerne les procureurs de la République, ce droit résultant pour eux de textes formels (art. 52 du Code Inst. crim. et art. 112 § 2 du décret du 20 mai 1903.)

Au contraire, les délégations émanant du juge d'instruction, — agissant hors le cas de flagrant délit, au cours d'une information — (1), étaient généralement refusées ; et on invoquait l'absence de textes pour justifier ce refus.

Il faut reconnaître, en effet, que non seulement la lettre, mais l'esprit de la loi paraissent contraires à cette délégation, et que la tradition est en ce sens (2).

1. On admet généralement qu'au cas de flagrant délit, le juge d'instruction qui s'est transporté seul sur les lieux, a mêmes pouvoirs que le procureur de la République sur les officiers auxiliaires.

2. Trébutien. *Cours de droit crim.*, t. II, p. 214, avec citation. — Jousse. *Traité de la just. crim.*, t. III, p. 150. « On peut

On ne conçoit pas, dit la doctrine, qu'un magistrat qui doit « se prononcer en connaissance de cause au cours de l'instruction sur la détention préventive, et à la fin sur la suite que comporte la procédure » (1), substitue à son appréciation personnelle, dont l'importance est capitale, l'écho affaibli de celle d'un ou de plusieurs magistrats qu'il aura délégués.

Et les exceptions minutieusement déterminées par le Code (art 83, 84 et 90), *ratione materiæ* et *ratione personæ*, en vue d'espèces où il est manifestement impossible au juge d'instruction d'exercer personnellement ses fonctions, semblent bien confirmer cette opinion (2); seulement, à vouloir se maintenir dans les limites légales, on entravait sérieusement, dans les villes importantes, l'instruction des affaires; et, c'est pour cette raison révélée par la pratique, pour d'autres raisons encore d'économie, et de célérité, pour la commodité aussi des témoins et des inculpés qu'on peut laisser en liberté, etc..., que la jurisprudence étendit le champ des délégations, alléguant pour sa justification que les dispositions des articles 83 et 84 précités ne sont pas limitatives et prescrites à peine de nullité. C'est ainsi qu'il est admis aujourd'hui que le juge d'instruction peut déléguer ses pouvoirs à tous les officiers auxiliaires du procureur de la République, et les char-

regarder comme règle générale (sous l'ancien droit) que les délégations n'ont pas lieu en matière criminelle même en matière d'information ».

1. Barraud. *Précis de Droit criminel*, 1909, n° 420, p. 761.

2. Laborde. *Cours de Droit criminel*, 2^e éd., n°s 927-929, p. 615.

ger de procéder à tous actes qui tendent à rassembler les preuves : « constatation de l'état des lieux, du corps du délit, confrontations, perquisitions, saisies, etc. » (1), même dans le canton du siège judiciaire.

En ce qui concerne les officiers de gendarmerie, une circulaire du ministre de la Justice, en date du 21 mars 1898 (*Bull. off.*, p. 22), basée sur un arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1896 (2), a reconnu aux juges d'instruction le droit de leur adresser des commissions rogatoires : et la circulaire du ministre de la Guerre, en date du 31 décembre 1897, annexée au décret du 20 mai 1903, les a invités à les exécuter. Toutefois, la circulaire ministérielle ajoute que cette mission ne doit leur être confiée « qu'à titre exceptionnel et lorsque des circonstances de force majeure rendront nécessaire cette dérogation à la pratique ordinairement suivie. » (3).

En effet, l'officier de gendarmerie devrait, pour accomplir cette mission, négliger ses occupations ordinaires, déjà très nombreuses. En outre, il y a lieu de se demander s'il ne doit pas appeler à son procès-verbal certaines autorités : commissaires de police, juges de paix, maires, etc., par analogie avec les mesures prescrites dans les cas visés par l'article 138 du décret du 20 mai 1903, l'article 91 du Code de justice militaire (4) (commissions

1. Garraud. *Précis de Droit criminel*, n° 420, *in fine*, p. 763, et Arrêt Cass. du 6 mars 1841 (D. 41. 1. 395).

2. Pandectes, 97. 7. 55 et Vallet et Montagnon. *Supp.*, p. 91, n° 817 en note.

3. Cf. article 62 du décret du 20 mai 1903.

4. « Les officiers de police judiciaire militaire ne peuvent s'introduire dans une maison particulière, si ce n'est avec l'assis-

rogatoires et perquisitions domiciliaires), et l'article 161 du Code forestier (1 et 2).

Dans l'affirmative, il n'y aurait aucune raison pour ne pas charger de l'opération elle-même les autorités qu'on voit requises d'y assister.

Remarquons aussi qu'en ce qui concerne les interrogatoires en dehors du cas de flagrant délit, l'officier de gendarmerie semble n'avoir que des pouvoirs assez restreints. De bons auteurs estiment que son procès-verbal n'a aucune force probante, et qu'il ne peut recevoir une déposition sous la foi du serment (3).

Cette doctrine a d'ailleurs été suivie par la jurisprudence.

L'arrêt de la Cour de cassation du 8 janvier 1872 (D. P. 72. 1. 381), décide, « qu'un commissaire de police peut régulièrement, en vertu d'une délégation du juge d'instruction, interroger les personnes qui ont pu être témoins d'un crime, s'il ne le fait que pour s'enquérir des témoignages qui pourraient être utilement reçus, et si d'ailleurs il s'abstient de faire prêter serment aux personnes entendues dans cette enquête ». Et cette décision doit être étendue aux interrogatoires faits par l'officier de gendarmerie,

tance, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du maire, soit de son adjoint, soit du commissaire de police. »

1. « Les gardes... ; ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons... si ce n'est en présence du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire du lieu ou son adjoint, soit du commissaire de police. »

2. Dalloz. *Code inst. crim.*, art. 16, nos 192 et 195.

3. Duvergier, t. II, p. 329. — Faustin-Hélie, t. V, p. 689. — Dalloz. V^o *Inst. crim.*, n^o 583.

ce dernier étant officier de police judiciaire au même titre.

En vertu de ces considérations, nous pensons donc que même dans les cas très rares où l'occasion se présenterait de faire exécuter des commissions rogatoires par les officiers de gendarmerie, il y aurait peu d'avantage à les leur confier. Pour les perquisitions domiciliaires peut-être, devraient-ils précisément s'adjoindre des autorités plus qualifiées qu'eux pour mener à bonne fin la mission dont ils sont chargés.

En outre, la valeur de « simples renseignements » attribuée au témoignage par eux recueilli dans ces circonstances, indique que leurs pouvoirs ne sont pas différents de ceux des gendarmes ; et, de fait, c'est à ceux-ci que vont toutes les commissions rogatoires tendant à l'audition de témoins ou à des constatations extradomiciliaires. Il était donc inutile de désigner, si tardivement, ces officiers pour une mission qui revient entièrement aux juges de paix, magistrats tout indiqués pour ce travail d'enquête (circulaire de la Chancellerie du 12 mai 1855. Dalloz, 53. 3. 53), et mission que leurs gendarmes, dans la limite de leurs attributions, accomplissent journellement. Leur activité peut trouver un meilleur emploi.

Au surplus, qui dit auxiliaire dit remplaçant occasionnel ; et on sait que dans la plupart des arrondissements, les juges d'instruction ne sont pas surchargés de travail au point de ne pouvoir mener jusqu'au bout les opérations de l'information. On a trop oublié qu'aux termes de la loi, le rôle de ces magistrats est essentiellement actif, et

qu'ils doivent descendre plus souvent de ce « piédestal » où l'on paraît vouloir les maintenir à demeure (1).

La conclusion qui se dégage de cet examen est celle-ci : l'officier de gendarmerie ne trouve la possibilité d'exercer les fonctions spéciales que la loi lui a conférées que dans des circonstances exceptionnelles. Son zèle en tout cas est hors de cause. Quant au règlement de service (Déc. du 20 mai 1903, art. 62 et 161) en imposant des limites si restreintes à cet exercice, il ne s'inspire en somme que de raisons pratiques et ne peut être accusé d'avoir, par caprice, neutralisé la loi. En vérité, l'intervention de l'officier de gendarmerie est, comme nous l'avons vu, presque inutile en matière de commissions rogatoires, et souvent impossible aux cas de flagrant délit. Peut-être n'y a-t-il pas lieu de le regretter, dans l'intérêt de l'inculpé lui-même ; celui-ci pouvant trouver dans la présence du juge une garantie sérieuse contre les erreurs et les préventions.

1. Cf. *Revue pénitentiaire* de 1908, p. 513 et suivantes, discours de M. Henry Prudhomme.

Toutefois, une circulaire ministérielle du 23 septembre 1812 leur prescrit que de ne se déplacer que dans les cas graves et urgents (Gillet-Demoly. *Analyse des circulaires... du ministère de la Justice*, t. I, p. 143, n° 823).

CHAPITRE IV

Des inconvénients qu'il y aurait à attribuer à tous les chefs de brigade les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République.

Les chefs de brigade de gendarmerie sont les plus précieux auxiliaires des procureurs de la République dans l'exercice de la police judiciaire. Au cas de flagrant délit, notamment, ce sont eux qui apparaissent les premiers sur les lieux et qui procèdent aux constatations préliminaires, même aux arrestations provisoires (art. 161 et 163 du déc. du 20 mai 1903). Ce rôle peut donc avoir une importance capitale au point de vue de la conservation des preuves. En outre, sous la forme de « demandes de renseignements », ce sont eux encore qui exécutent la plupart des enquêtes officieuses et même des commissions rogatoires. Or, la qualité d'officier de police judiciaire leur faisant défaut, les procès-verbaux qu'ils dressent en ces circonstances sont sans force probante, et ils ne peuvent se livrer à la plupart des opérations d'information.

Frappé de ces inconvénients, on a quelquefois recherché s'il ne serait pas avantageux de leur accorder la qualité qui leur manque. Cette pensée vint, pour la première fois à la suite d'une expérience, d'ailleurs fort courte, faite à

l'occasion de troubles survenus dans l'ouest de la France (1).

L'exposé des motifs de la loi du 28 février 1834 (art. 3) qui les instituait auxiliaires du procureur de la République, est inséré au *Moniteur* du 22 février 1834 (supplément). Des bandes de réfractaires se livraient à des actes de brigandage. Les magistrats locaux n'osaient, par crainte de représailles, constater les délits flagrants et opérer les perquisitions nécessaires à la découverte et à l'arrestation des coupables. Il convenait de suppléer à cette inaction en faisant appel à l'activité et à l'énergie des sous-officiers de gendarmerie. Les résultats de cette innovation furent si heureux qu'on songea à la maintenir et à la généraliser.

En 1845, les Cours et les Facultés de droit furent consultées à ce sujet. Les avis furent partagés ; huit Cours, une Faculté et la Cour de cassation opinèrent pour la négative.

« Cette opinion est la nôtre, dit Faustin Hélie.

... Si les sous-officiers de gendarmerie sont des militaires aussi actifs qu'intelligents, si la modération et la fermeté qu'ils savent, en général, concilier dans leurs fonctions, mérite de justes éloges, suit-il de là qu'ils aient l'indépendance et les lumières nécessaires pour diriger temporairement les actes d'une instruction criminelle ? Simples agents de la force publique, comment rempliraient-ils l'office du juge ? Exécuteurs passifs des ordres de l'autorité judiciaire, comment sauraient-ils les cas où

1. Tentative de soulèvement faite par la duchesse de Berry.

la loi permet de donner ces ordres et les conditions auxquelles elle les soumet ? Comment connaîtraient-ils les dispositions pénales à l'observation desquelles ils devraient veiller, les droits des citoyens qu'ils devraient respecter, et les limites où chacun de ces droits se maintient ou expire ? Et s'ils n'ont, en général, ni les lumières ni la connaissance des lois, empruntent-ils à leur grade une considération et une autorité suffisantes pour un tel ministère ? Sont-ils assez indépendants de tout pouvoir pour mériter la pleine confiance de la justice ? Le caractère de juge peut-il convenir à leur position dans l'ordre civil et, dans la hiérarchie militaire ?

Et remarquez que ces sous-officiers, quand ils exerceraient une puissance aussi considérable, seraient éloignés de toute direction et livrés à eux-mêmes. Quels abus de pouvoir, quels ordres arbitraires, ne pourraient-ils pas résulter soit de l'ignorance, soit de la brutalité d'un soldat isolé ? Il n'y a qu'un pas d'une mesure sage et pleinement justifiée par les circonstances à un acte vexatoire. Qu'importe que la justice vienne déclarer plus tard abusive la visite domiciliaire et annuler le mandat d'amener qui a fondé la prévention ? Le préjudice souffert par le citoyen que ces actes ont frappé sera-t-il effacé ? Et y a-t-il beaucoup de délits dont la répression puisse racheter un tel dommage. ?

Enfin, et à un autre point de vue, il serait possible que ces nouveaux pouvoirs amenassent d'autres périls. La gendarmerie est considérée comme une arme tutélaire, elle est entourée d'une autorité morale qui aide et double son action. Mais d'où lui vient cette autorité ? C'est qu'elle

n'exerce qu'une mission de surveillance et de protection, c'est qu'elle est soumise dans tous ses actes à l'autorité civile. Or, ne serait-il pas à craindre qu'en mettant cette arme en contact avec les populations, on n'ébranlât la force qu'elle puise dans la subalternité même de son rôle, on n'éveillât les résistances que soulèvent toutes les mesures qui ont une apparence oppressive ? Ne pourrait-on pas redouter d'un autre côté, que la subordination actuelle, qui fait l'unité de l'administration, ne fit place à des rivalités incessantes entre la gendarmerie d'une part et les officiers actuels de la police judiciaire ? Ne serait ce pas amoindrir en même temps l'autorité des juges de paix et des maires ? Lorsque les sous-officiers pourraient ordonner eux-mêmes les actes dont ils ne sont aujourd'hui que les exécuteurs, lorsqu'ils seraient à la fois officiers de police judiciaire et agents de la force publique, qu'auraient-ils besoin d'attendre des ordres, et pourquoi n'agiraient-ils pas de leur propre mouvement ? La conséquence évidente ne serait-elle pas que la gendarmerie absorberait promptement la police judiciaire tout entière ? Est-ce vers ce but que doit tendre la justice pénale ? Quel est l'objet de toutes les formes, de toutes les garanties dont elle s'entoure, si ce n'est d'assurer la légitimité de chacun de ses actes ? » (t. IV. p. 62).

Il faut croire cette avis fut accepté par le garde des Sceaux d'alors, car ce projet n'eut aucune suite.

Peut-être serait-ce, en effet, s'exposer à de graves mécomptes que de persister dans cette idée. N'envisageons qu'un côté de la question, celui des aptitudes. Nous avons

pleine confiance dans la prudence et le tact des chefs de brigade ; nous croyons fermement qu'ils méritent toujours les éloges que leur décernait il y a plus de cinquante ans l'éminent criminaliste, peut-être même ont-ils gagné en moralité et en instruction ; nous les pensons capables de bien conduire une enquête, et ils se tirent souvent à leur honneur de missions assez ingrates. Mais à les voir évoluer avec tant d'aisance dans la sphère modeste où ils sont placés, à les voir résoudre des difficultés où un bon sens pratique peut tenir lieu de connaissances spéciales, on a été trop porté à les croire doués des aptitudes indispensables à la réussite, dans une sphère plus élevée où ils se trouvaient inévitablement face à face avec des situations plus compliquées et plus délicates. Combien d'entre eux, au contraire, doivent actuellement être dirigés, surveillés, stimulés ou modérés. Cela n'a pas d'autre inconvénient — car si, d'aventure, ils échappent à cette surveillance, les imprudences qu'ils peuvent commettre sont facilement réparables. Mais, il en sera tout autrement si on les abandonne à eux-mêmes, en leur mettant en mains les pouvoirs redoutables de l'information et de l'inculpation. Quelles fautes irréparables, celles-là, ne pourront-ils pas commettre, en l'absence de l'appui qu'ils trouvent en leurs officiers, leurs conseillers habituels ; et a-t-on songé à la déconsidération que l'insuffisance ou la légèreté de quelques-uns de ses membres ferait rejaillir sur l'arme tout entière ?

D'ailleurs, en vue de quels avantages courrait-on ces périls ? Prenons le cas de flagrant délit, celui, qu'avec raison, on paraît exclusivement viser. Il faut remarquer tout d'abord que les crimes sont si rares dans les campagnes,

que ces nouveaux officiers de police judiciaire n'auraient pas souvent l'occasion d'user des pouvoirs qui leur seraient conférés. Remarquons aussi que les juges de paix se rendent habituellement avec eux sur les lieux (art. 161 du déc. du 20 mai 1903) et que, dans ce cas, l'information revient de droit à ces magistrats. Enfin, il ne faut pas oublier non plus, que les chefs de brigade jouissent déjà, en vertu des articles 161 et suivants du décret du 20 mai 1903, de certaines attributions importantes (sans que cependant ils supportent aucune part de responsabilité, les mesures qu'ils prennent n'étant que provisoires) ; il ne faut pas oublier encore que, sous le couvert des maires et des adjoints, toujours à leur portée, ils prennent, le cas échéant, des décisions qui dépassent souvent leur compétence, comme l'exécution de perquisitions domiciliaires, par exemple. On voit donc qu'en somme, les avantages à retirer de l'innovation seraient, dans ce cas, assez minces.

Par contre, les chefs de brigade recevraient toutes les commissions rogatoires des juges d'instruction. Actuellement les juges de paix sont encore quelquefois délégués pour instruire les affaires difficiles ; avec ce nouvel état de choses, il n'y aurait plus de raisons d'avoir recours à leur diligence. Mais est-ce bien là le but qu'on s'est proposé d'atteindre en formulant ce projet ?

Surcharger encore la gendarmerie, déjà trop souvent détournée de sa mission de surveillance, par un nouveau travail d'enquête, ne serait-ce pas aller, au contraire, à l'encontre de ce but, qui est d'assurer dans des conditions meilleures la police des campagnes ?

Nous pensons donc, d'après ces prévisions très vraisemblables et, nous le répétons, nous n'avons envisagé qu'un seul point de la question, les autres seraient moins favorables encore (1) ; nous pensons donc qu'il y aurait trop d'inconvénients à la réalisation du projet de 1845 pour qu'il soit utile d'y donner suite. Les essais qui ont été faits dans une période troublée, l'expérience qui se continue encore de nos jours sur des territoires coloniaux, nous paraissent peu concluants et ne peuvent en tout cas trouver leur justification que dans la nécessité inéluctable d'employer, à défaut de magistrats souvent éloignés et difficilement transportables, les sous-officiers et autres chefs de brigade, plus facilement mobilisables.

Mais en temps ordinaire et sur le continent français, un nombre suffisant d'officiers de police judiciaire désignés par la loi, se trouvent sur les lieux, ou à proximité pour répondre à toutes les exigences des éventualités. Il suffirait seulement, croyons-nous, de stimuler ceux (peu nombreux) qui paraissent oublieux de leurs devoirs, pour assurer à la police judiciaire un fonctionnement irréprochable.

1. Nous avons surtout en vue la sauvegarde des droits de la défense. « C'est peut-être à ce premier pas de la procédure, dit Faustin-Hélie (IV, p. 54) que la liberté individuelle a le plus besoin de protection, l'inculpé de garanties, car n'est-il pas possible, et n'arrive-t-il pas souvent, que des indices ou des préventions s'élèvent contre un innocent ? »

DEUXIÈME PARTIE

Des fonctions habituelles et ordinaires des brigades de gendarmerie

Dans l'énumération qu'il fait des officiers de la police judiciaire, le Code d'instruction criminelle (art. 9 et 48) ne désigne, parmi les membres de la gendarmerie, que les officiers, laissant entendre, par son silence même, l'exclusion des chefs de brigade et des gendarmes (1). Il n'en faut pas conclure que ceux-ci sont dépourvus de toute fonction de police ; leur rôle, au contraire, est très important en cette matière et découle de pouvoirs puisés dans l'article 106 du même Code et dans un grand nombre de lois spéciales. On s'accorde à leur reconnaître, en vertu de ces dispositions législatives, la double qualité : 1° d'agents de la police judiciaire chargés de la recherche des crimes et des délits, et de la constatation de certaines infractions ; 2° celle de dépositaires de la force publique. Nous négligerons l'étude de cette dernière. Le plus souvent, en effet, les agents de la force publique ne participent qu'indirectement à l'exercice de la police judiciaire ; ils prêtent seulement main-forte aux officiers de cette police, ou ils assu-

1. Sauf exceptions déjà indiquées.

rent l'exécution de leurs mandats. Si, par exception, ils y prennent une part active, au cas de flagrant délit (1), c'est une circonstance où les gendarmes agissent aussi comme agents de la police judiciaire, et il est même à remarquer que cette dernière qualité leur confère des pouvoirs beaucoup plus étendus. Nous pouvons donc, sans inconvénient, délaissier l'examen de leurs fonctions d'agents de la force publique et ne nous attacher qu'à celles d'agents de la police judiciaire. Leurs attributions sont, à ce sujet, ou générales ou spéciales.

1. Ce droit appartient d'ailleurs à tout citoyen, (art. 106, Code Inst. crim.). « Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne... » Mais, pour les gendarmes, il s'exerce même au cas de simple délit correctionnel (art. 154 du déc. du 20 mai 1903.

CHAPITRE PREMIER

Attributions générales

Elles ont été réglées par la loi du 28 germinal an VI et par plusieurs ordonnances ou décrets qui sont venus successivement interpréter et étendre les dispositions de l'article 125 de cette loi. Le décret actuellement en vigueur date du 20 mai 1903. Son titre IV est consacré tout entier au « service spécial » de la gendarmerie. Ce service embrasse la police administrative, judiciaire et militaire ; il y a donc lieu de faire une sélection et de ne retenir que les articles qui se rapportent à notre sujet.

Les fonctions « habituelles et ordinaires » de la gendarmerie consistent, dit le décret précité, à recueillir tous renseignements sur les crimes et délits qui ont été commis (art. 151) ; à en rechercher et poursuivre les auteurs « pour les joindre et s'il y a lieu, pour les arrêter au nom de la loi » (art. 152) ; à saisir les « assassins, voleurs et délinquants surpris en flagrant délit (1) ou poursuivis par

1. Article 125 du décret du 20 mai 1903. La jurisprudence a donné du flagrant délit une interprétation très large. Pour la détermination du délai, voir : Dalloz. *Code d'instruction criminelle*, art. 41, p. 138, n° 7. — Massabiau, t. II, p. 117, n° 2197. — Duvergér. *Manuel des juges d'instruction*, t. I, p. 352. — On a quelquefois fixé le délai au delà duquel un délit

la clameur publique, ainsi que ceux « qui sont trouvés avec des armes ensanglantées ou d'autres indices faisant présumer le crime » (art. 154) ; à dresser des procès-verbaux « des effractions, assassinats et de tous les crimes qui laissent des traces après eux » (art. 155) ; à se saisir des incendiaires (art. 159).

En outre, elle « constate, par procès-verbal, la découverte de tous cadavres trouvés sur les chemins, dans les campagnes ou retirés de l'eau ; elle indique avec soin, dans ce procès verbal, l'état et la position du cadavre au moment de son arrivée, les vêtements dont il est couvert, la situation et l'état des armes ensanglantées ou d'autres instruments faisant présumer qu'ils ont servi à commettre le crime, les objets ou papiers trouvés près du cadavre ou dans un lieu voisin ; elle empêche que qui que ce soit n'y touche, jusqu'à l'arrivée de la justice ou de l'officier de gendarmerie. Elle appréhende les individus qui paraissent suspects, et s'en assure, de manière qu'ils ne puissent s'évader pour les remettre entre les mains de l'autorité compétente » (art. 161 et 162).

« En attendant l'arrivée de l'officier de police judiciaire ou du commandant de l'arrondissement, les sous officiers, brigadiers et gendarmes doivent recueillir les déclarations qui leur sont faites, par les parents, amis, voisins ou autres personnes qui sont en état de fournir des preuves, renseignements ou indices sur les auteurs ou complices du crime, afin qu'ils puissent être poursuivis ». (art. 163.)

ne saurait être réputé flagrant à vingt-quatre heures. En réalité, l'existence du flagrant délit est moins une question d'heures qu'une question de circonstances.

Ils « opèrent des arrestations ou dressent procès-verbal, suivant le cas, lorsque des individus portent atteinte à la tranquillité publique en troublant les citoyens dans l'exercice de leur culte ; lorsqu'ils exercent des violences contre des personnes (art. 178) ou lorsqu'ils les outragent dans l'exercice de leurs fonctions » (art. 179) (1).

Ils peuvent encore arrêter « suivant la gravité des faits » les individus qui dégradent les routes, les promenades publiques, les fortifications, les monuments, les voies de chemins de fer et les appareils télégraphiques ou téléphoniques (art. 195) ; les individus qui, par maladresse ou imprudence, blessent les personnes (art. 200) ; ceux qui dévastent les champs, dégradent les clôtures ou commettent des larcins de fruits etc. (art. 203) ; les mendiants, vagabonds et gens sans aveu (art. 153 et 213).

Pour opérer ces arrestations, ils peuvent requérir l'assistance des gardes-champêtres et même celle des militaires en uniforme. (Instr. du ministre de la Guerre, en date du 20 août 1907. *Journ. off.*, 31 août 1907.)

Remarquons que le droit d'arrestation provisoire, simple mesure de police, ne leur est jamais accordé qu'au cas de flagrant délit. Si, dans l'exercice de leurs fonctions, ils avaient connaissance d'un crime ou d'un délit non flagrant,

1 L'article 301 du décret du 1^{er} mars 1854 leur permettait d'arrêter, en outre, les individus qui leur font « la déclaration mensongère d'un délit ». L'article 179 du décret du 20 mai 1903 n'a pas reproduit cette disposition. Faut-il voir dans ce silence le désir de restreindre les pouvoirs des militaires de la gendarmerie ? Nous ne le pensons pas. Le délit en question tombe, comme les outrages, sous le coup de l'article 225 du Code pénal (Cass., 9 déc. 1808), et il semble bien que, pour ce motif, il est susceptible, lui aussi, de légitimer une arrestation.

ils ne pourraient qu'en référer au Procureur de la République et attendre des instructions de ce magistrat.

Les individus arrêtés sont généralement conduits devant le Procureur de la République de l'arrondissement (art. 153). Cependant, ceux qui tiennent des jeux de hasard dans les lieux publics sont conduits devant le maire ou le juge de paix (art. 212).

Telles sont, exposées par le règlement de service, les attributions des sous-officiers, brigadiers et gendarmes en cette matière. A en considérer l'étendue, on ne peut douter des services considérables fournis à la police judiciaire par ces modestes auxiliaires des parquets, et il n'est pas exagéré de penser que c'est sur eux que reposent le bon ordre et la sécurité publique.

Si, en effet, à la différence de leurs officiers, ils n'ont pas reçu de la loi les pouvoirs d'instruction dont nous avons apprécié l'importance précédemment, s'ils ne peuvent, comme eux, inculper un individu, le faire arrêter, décerner contre lui, s'il est absent, un mandat d'amener, opérer des visites domiciliaires et des saisies, procéder à des interrogatoires, s'entourer d'experts et faire des constats, dresser du tout des procès-verbaux qui auront la même force que s'ils émanaient du procureur de la République lui-même, il ne faut pas perdre de vue, cependant, que le cercle de leurs attributions est autrement vaste que celui dans lequel doivent se maintenir leurs officiers. Ils agissent en toute hypothèse, quelle que soit la qualification de l'infraction et sans avoir égard à sa flagrance. Et si les mesures qu'ils prennent alors ne sont que provi-

soires, si les procès-verbaux qu'ils rédigent n'ont que la valeur « de simples renseignements », leurs opérations ont cependant cette utilité essentielle de préparer largement la voie à la justice.

Ces diverses fonctions se concilient-elles, se demande Faustin-Hélie, avec les principes généraux de la police judiciaire ?

« Il est de l'essence du service de la gendarmerie pour employer les termes de la loi de germinal, d'exercer une surveillance continue sur les crimes et les délits ; toutes les recherches auxquelles elle se livre, tous les rapports qu'elle dresse à titre de renseignements, relativement à la perpétration de ces délits et de ces crimes, rentrent donc dans ses fonctions, pourvu qu'elle ne procède pas à des actes qui n'appartiennent qu'à l'autorité judiciaire, pourvu qu'elle ne change pas ses recherches en perquisitions et ses rapports en procès-verbaux d'information. Il est également de l'essence du service de la gendarmerie de saisir et arrêter les malfaiteurs, toutes les arrestations qu'elle opère, soit dans les cas de flagrant délit, soit dans les autres cas prévus par les lois, ne sont donc que des actes légitimes de ses fonctions habituelles » (t. IV, p. 273).

CHAPITRE II

Attributions spéciales

La gendarmerie a, en outre, le droit de constater par des procès-verbaux ayant force probante, certains délits et contraventions qui relèvent de sa surveillance d'après une délégation expresse de la loi.

Ce sont, d'abord, ceux qui intéressent les matières fiscales. Nous les énumérons dans l'ordre des articles du décret du 20 mai 1903 :

Art. 180. — Les douanes (art. 1, t. IV, loi du 9 floréal an VII) ;

Art. 181. — Le colportage et la vente du tabac (art. 223 de la loi du 28 avril 1816) ; des poudres à feu (art. 1^{er} de l'ordonnance du 5 octobre 1842) ; des allumettes et phosphore (art. 3 de la loi du 15 mars 1873) ; des cartes à jouer (art. 169 de la loi du 28 avril 1816). La circulation des boissons (art. 5 de la loi du 28 février 1872) ;

Art. 182. — Les infractions aux lois sur les affiches (loi du 28 avril 1816 et art. 10 du décret du 18 février 1891) ; sur le timbre (art. 23 de la loi du 23 août 1871).

Art. 183. — Les infractions aux lois et règlements sur la poste aux lettres (art. 3 de l'arrêté du 27 prairial an IX).

Puis les délits et contraventions qui concernent la police des campagnes et des routes :

Art. 193. — La grande voirie (art. 2 de la loi du 29 floréal an X et décret du 16 décembre 1819, art. 112) ,

Art. 194. — La police des fleuves et rivières navigables et flottables (art. 112 du décret du 16 décembre 1811 et décret du 10 avril 1812) ;

Art. 195. — La surveillance des voies ferrées (art. 11 du titre I de la loi du 15 juillet 1845), des appareils télégraphiques et téléphoniques (loi du 9 novembre 1850).

Art. 198 et 199. — La police des messageries publiques et du roulage, (loi du 30 mai 1851, art. 45, déc. du 10 mars 1899 art. 29, et arrêté ministériel du 29 février 1896) ;

Art. 203. — Délits et contraventions à la loi sur le Code rural (art. 1, loi des 2-28 septembre 1791).

Art. 210. — Police de la chasse (art. 22 de la loi du 3 mai 1844).

Police de la pêche pluviale (art. 36 de la loi du 15 avril 1829 (1) ; délits forestiers (art. 188 du Code forestier modifié par la loi du 18 juin 1859).

Mais le décret, portant règlement sur le service de la gendarmerie, ne s'en est pas tenu à cette énumération qui s'appuie sur des textes législatifs formels ; et il a aussi soumis à sa surveillance certaines matières régies par des lois où elle n'est pas visée :

1. Bien que cet article ne désigne pas la gendarmerie, mais certains agents spéciaux et les officiers de police judiciaire en général, on n'a jamais hésité sur l'étendue des pouvoirs des gendarmes en cette matière. (Cir. du ministre de la Guerre en date du 24 mai 1865. *Mémorial de la gendarmerie de 1865* p. 406.)

Art. 180. — Le colportage des livres, gravures, lithographies (loi du 29 juillet 1881).

Art. 182. — Les opérations de Bourse (loi du 28 mars 1885), et les patentes des marchands ambulants (loi du 15 juillet 1880).

Art. 197. — La petite voirie (loi des 14 décembre 1789 ; des 16-24 août 1790, 19-22 juillet, 28 septembre et 6 octobre 1791 (titre II) ; l'édit du mois de décembre 1607, loi du 5 avril 1884 et Code pénal, art. 464 à 484).

Art. 201. — Les mauvais traitements envers les animaux domestiques (loi du 2 juillet 1850).

Art. 209. — L'échenillage (loi du 26 ventôse an IV, art. 4).

Art. 308. — L'ivresse publique (loi du 23 janvier 1873) ; et généralement, dit l'article 300, les contraventions aux lois et règlements de police.

Cet article (ancien art. 499 du décret du 1^{er} mars 1854) tranche une controverse qui s'était élevée sur le point de savoir si la gendarmerie pouvait constater, par des procès-verbaux valables, les infractions à des lois qui ne lui ont pas attribué ce pouvoir.

En principe, on refusait toute valeur à ces procès-verbaux qu'on ne considérait que comme de simples dénonciations officielles. La doctrine et la jurisprudence semblaient d'accord sur ce point (Faustin-Hélie, IV, 277).

C'était surtout la constatation des contraventions de police qui avait suscité ces difficultés.

La Cour de cassation fondait son opinion sur ce que l'article 41 du Code d'instruction criminelle ne désigne que les commissaires de police, les maires et les adjoints

pour la recherche et la constatation de ces contraventions (1).

Mais elle s'est déjugée par la suite, dans de nombreux arrêts.

Ses nouveaux motifs sont les suivants : « L'article 9 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'exercice de la police judiciaire, est indépendant des dispositions spéciales des lois qui ont pour but d'assurer l'ordre et la sûreté publique dans les lieux où se font de grands rassemblements d'hommes, dans les foires et dans les lieux publics ; les attributions de la gendarmerie sont formelles à ce sujet : elle est instituée, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 28 germinal an VI, pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ; les gendarmes sont dès lors nécessairement compris dans la classe des agents et préposés dont les rapports font foi jusqu'à preuve contraire, des contraventions par eux signalées dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et légales, en vertu de l'article 154 du Code d'instruction criminelle. » (2).

« Il faut remarquer d'abord, dit Faustin-Hélie, en appréciant cette jurisprudence, qu'ellen'attaque sous aucun rapport la règle qui restreint la compétence des gendarmes, comme de tous les officiers de police, à la constatation des faits que la loi a spécialement déférés à leur surveillance ;

1. Arrêts des 6 juillet 1821 et 7 novembre 1823, *Journal du Palais*, t. XVI, p. 734 et t. XVIII, p. 186.

2. Arrêts du 8 novembre 1838 (*Bull.*, n° 331). — Du 10 mai 1839 (*Bull.*, n° 151). — Du 8 août 1840 (*Bull.*, n° 222). — Du 22 février 1844 (*Bull.*, n° 60).

Celui du 8 août 1840 dit : « Leurs rapports ne peuvent être assimilés à la dénonciation des simples particuliers, puisqu'ils sont assermentés en justice. »

la question ne porte pas sur cette règle, mais sur le point de savoir si les gendarmes ont reçu une mission légale pour constater les contraventions de police. Il faut remarquer encore que l'examen de cette question elle-même nécessite une distinction, puisque la loi du 28 germinal an VI et l'ordonnance de 1820 ont formellement attribué à la gendarmerie le droit de constater certaines contraventions de police, telles que celles qui concernent l'échenillage des arbres, la conduite des voitures, les dégâts commis dans les champs et le maraidage. La difficulté est donc uniquement de savoir si la loi a conféré aux gendarmes le pouvoir de constater d'autres contraventions de police que celles-là. Quels sont les textes qui leur ont donné ce pouvoir ? Les arrêts s'appuyent sur la loi du 28 germinal an VI et sur l'article 154 du Code d'instruction criminelle. Il est clair d'abord que ce dernier article ne résout nullement la question : il règle les effets des procès-verbaux, la foi qui leur est due en justice, mais il ne désigne point les agents qui ont le droit de dresser ces procès-verbaux, il ne délègue à aucun d'eux le pouvoir de constater tels délits ou telles contraventions. Il y a plus, il suppose que les officiers de police dont il régleme les rapports et procès-verbaux, ont déjà reçu de la loi le pouvoir de constater les délits et les contraventions ; c'est donc à cette loi qu'il faut remonter en ce qui concerne les gendarmes ; on ne conteste pas que leurs procès-verbaux, quand ils ont le droit de les dresser, fassent foi jusqu'à preuve contraire ; mais il s'agit de savoir si ces procès-verbaux peuvent s'étendre aux contraventions de police. L'article 1^{er} de la loi du 28 germinal an VI porte que : « Ce corps de la gendarmerie nationale est

une force instituée pour assurer dans l'intérieur de la République le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. »

Résulte-t-il virtuellement de cet article, comme le dit l'arrêt du 22 février 1844, que les gendarmes sont autorisés à constater les contraventions parce que ces contraventions sont des infractions à l'ordre et aux lois ? Mais, en suivant le même raisonnement, ne devrait-on pas étendre la compétence des gendarmes à la constatation de toutes les infractions aux lois, quelles qu'elles soient, car toutes ces infractions sont une atteinte à l'ordre ? Peut-être n'a-t-on pas assez distingué la fonction de surveillance et de police générale qui appartient essentiellement à la gendarmerie et la fonction spéciale qui ne lui donne le pouvoir de dresser un procès-verbal valable que dans les cas spécifiés par la loi. En vertu de sa fonction générale, la gendarmerie peut rechercher et recueillir tous les renseignements propres à constater les crimes, les délits et les contraventions, ces recherches et les rapports qui en consignent les résultats, sont même un de ses devoirs ; mais comment conclure de ce droit de recherche au droit de constatation ? Est-ce que ce ne sont pas là deux attributions distinctes que les articles 8 et 9 du Code d'instruction criminelle ont soigneusement séparées ? Le droit de recherche appartient à tous les officiers de police, peut-être même à tous les citoyens ; le droit de constatation n'appartient qu'aux agents que la loi a désignés et ne peut s'étendre qu'aux faits qu'elle a spécifiés ; car le droit de constater n'est autre chose que le droit de faire preuve ;

or, ce n'est qu'en vertu d'une délégation formelle de la loi que, dans chaque matière, un tel pouvoir peut exister.

La loi du 28 germinal an VI et l'ordonnance de 1820, ont d'ailleurs, à l'égard d'un certain nombre de délits et de contraventions, prescrit aux gendarmes de dresser des procès-verbaux ; pourquoi cette prescription, si le droit de verbaliser sortait tout entier de l'article 1^{er} de ces deux règlements ? Pourquoi cette énumération si longue des délits et des contraventions qui tombent sous leur surveillance, si tous les délits et toutes les contraventions sont compris implicitement dans ce même article 1^{er} ? Il nous paraît donc que le texte invoqué par les arrêts précités ne serait pas suffisant pour attribuer aux gendarmes le droit de constater, par les procès-verbaux valables, les contraventions prévues par le Code pénal ou par les règlements de police (t. VI, 279).

C'était évidemment l'expression de la pure vérité juridique ; et à ce prix seulement, on respectait le principe qui domine toute cette matière, à savoir que les seuls agents capables de faire des constatations valables aux yeux de la loi, sont ceux qu'il a investis de sa confiance par une désignation expresse. Mais cette solution rigoureuse ne pouvait satisfaire la jurisprudence, qui voyait fléchir dans des proportions inquiétantes, la répression des contraventions de police.

Depuis longtemps, en effet, on s'était aperçu que les maires et leurs adjoints, plus attachés à leurs fonctions municipales qu'à leurs fonctions judiciaires, n'usaient plus des pouvoirs qui leur étaient délégués ; et, chose plus grave encore, qu'ils ne donnaient aucune suite aux rap-

ports faits par la gendarmerie, ce qui causait chez celle-ci un grand découragement poussé jusqu'à l'indifférence et l'inertie à l'égard des infractions de la nature visée. D'autre part, comme les commissaires de police étaient en nombre insuffisant pour assurer sur tout le territoire l'exécution des règlements et arrêtés de police dont le nombre s'accroissait sans cesse (1), il fallait nécessairement faire appel au concours d'agents plus nombreux, mieux répartis et surtout plus zélés que les magistrats municipaux. D'où les efforts de la jurisprudence pour faire reconnaître force probante aux procès-verbaux de dénonciation dressés par la gendarmerie.

Le décret du 1^{er} mars 1854 (D. P. 54.-432) la suivit dans cette voie et confirma l'interprétation nouvelle, généralement adoptée aujourd'hui.

« Les gendarmes, dit l'article 488 de ce décret (reproduit par l'art. 300 du décret du 20 mai 1903), étant chargés par les lois et règlements de police de constater les contraventions qui peuvent être commises, peuvent, comme tous les officiers de police judiciaire, être entendus à l'appui de leurs procès-verbaux. »

Ce texte ne fait aucune distinction, et les gendarmes doivent constater les contraventions de toute nature. Leurs procès-verbaux suivent alors la règle générale et font foi jusqu'à preuve contraire (art. 498 du même décret).

Il résulte de ce changement de jurisprudence, qui ne s'est pas restreint aux contraventions, une extension con-

1. Le paragraphe 15 venait d'être ajouté à l'article 471 du Code pénal (revision de 1832).

sidérable de la compétence de la gendarmerie ; nous en apprécierons plus tard les inconvénients, mais il convient dès maintenant d'en rechercher les limites.

Auparavant, rien n'était plus nettement tracé. Elles englobaient seulement ce qui était visé par la loi du 28 germinal an VI et par un certain nombre de lois particulières pour la plupart fiscales ou se rattachant à la police des routes ; ce qui restait au dehors échappait à l'action de la gendarmerie. Sans doute, son devoir était de le dénoncer si d'aventure elle en acquérait connaissance : mais elle ne procédait à aucune constatation légale.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et on a peine à s'orienter dans le dédale des lois qui se sont accumulées depuis un siècle. Pour certaines de ces lois, à la vérité, le classement est facile. En matière de douanes (art. 1, t. IV loi du 9 floréal an VII), par exemple, de délits forestiers (art. 188 modifié par la loi du 18 juin 1859) d'infractions, à la police des chemins de fer (art. 11 du t. I de la loi du 15 juillet 1845) etc., sa part d'attributions est nettement déterminée. D'autres encore, qui ont leurs agents spéciaux, ne sauraient donner lieu à aucune difficulté ; ainsi, les diverses lois sur le travail industriel (loi du 2 novembre 1892, loi du 9 avril 1898, loi du 29 décembre 1900, loi du 13 juillet 1906), dont l'application est soumise à la surveillance des inspecteurs du travail (loi du 12 juin 1893. — Cass. 15 avril 1904. — Pand. fr. 1904. 1. 502) ; de même pour le décret du 19 mars 1852, article 7, sur la police de la navigation maritime (Cass., 18 mai 1864. — *Bull. off. de la marine*, n° 38, de 1864, p. 37). Mais que penser des lois qui ne désignent personne pour assurer leur exécution, et

qui ne sont pas visées par le décret réglementant le service, comme celle du 7 décembre 1874 sur le travail des enfants employés par les saltimbanques, celle du 17 juillet 1880 sur la police des lieux publics, et bien d'autres encore ?

On s'accorde à attribuer à la gendarmerie la connaissance des infractions qui s'y rapportent comme ressortissant à ses fonctions de police générale, mais cette limitation, basée sur des textes interprétatifs et non sur des dispositions légales, est très imprécise. Il est donc difficile, à l'heure actuelle, de connaître l'étendue exacte du champ d'activité de la gendarmerie. La jurisprudence qui a une tendance marquée à valider toutes ses opérations, ne fournit à ce sujet que des indications instables ; et le règlement de service qui ne donne qu'une énumération très incomplète et non limitative des cas où elle doit agir, est un guide peu sûr.

S'il fallait trouver un *critérium*, peut-être pourrait-on dire que la gendarmerie est chargée de la recherche et de la constatation de toutes les infractions aux lois de police et de sûreté qui la désignent expressément pour cette mission, et de toutes les infractions à celles qui n'instituent aucun agent spécial pour surveiller leur application ; dans cette dernière catégorie rentreraient les contraventions de police.

Ainsi, en considérant ce qui peut rester au dehors de ces limites, on voit qu'il est, en somme, bien peu de lois, décrets, règlements, arrêtés, etc... à l'observation desquels elle n'est pas chargée de veiller : et l'on comprend l'utilité des formulaires, dictionnaires et manuels qui

essayent, sans y réussir toujours, l'énumération des cas où elle doit « verbaliser ».

Une remarque s'impose au sujet des officiers de gendarmerie.

On a longtemps soutenu qu'ils n'avaient d'autres pouvoirs de police que ceux résultant de leur qualité d'auxiliaires du procureur de la République ; et les textes semblent favorables à cette opinion.

Ainsi, le décret réglementaire du 1^{er} mars 1854 (reproduit par celui du 20 mai 1903) fait une distinction entre les officiers, d'une part, dont il ne parle qu'au titre III, chapitre III, traitant des fonctions des officiers de police judiciaire, et, d'autre part, les « brigades » que l'intitulé du chapitre I du titre IV, chargerait exclusivement du service ordinaire.

Cette distinction, qui s'accuse encore dans la rédaction de l'article 491 de ce décret (296 de celui du 20 mai 1903), ainsi conçu : « les procès-verbaux des sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont faits sur papier libre » viendrait aussi fortifier cette opinion.

De même, certaines lois spéciales chargent de veiller à leur exécution « les gendarmes » comme la loi du 28 avril 1816 (art. 223) sur les douanes ; ou « la gendarmerie » comme l'arrêté du 27 prairial an IX (art. 3) sur le service des postes, et la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 (art. 1) sur le Code rural. tandis que d'autres confient cette mission aux « officiers », comme la loi du 15 avril 1829 (art. 36) sur la pêche fluviale, la loi du 3 mai 1844 (art. 22) sur la chasse et la loi du 30 mai 1851 (art. 15) sur la police du roulage.

Malgré ces textes, on n'a jamais refusé aux officiers le droit d'exercer toutes les attributions dévolues à leurs subordonnés. Pourtant, la question a paru plus délicate à résoudre en ce qui concerne les contraventions de police, parce que l'article 114 § 7 du décret du 20 mai 1903 leur interdit de recevoir, à raison de leur qualité d'officiers de police judiciaire, les plaintes et les dénonciations de ces sortes d'infractions, et que la jurisprudence ancienne s'était aussi prononcée pour la négative. « Les recherches et poursuites contre les contraventions de police, dit l'instruction ministérielle du 10 avril 1821, *ne sont point au nombre des devoirs des officiers de gendarmerie*, exerçant les fonctions d'officiers de police judiciaire. Cependant ce n'est point une exclusion tellement positive qu'ils ne doivent intervenir quand les contraventions qui portent toujours préjudice à l'intérêt général et particulier, ne pourraient être *signalées* sans le concours et l'action de la gendarmerie (1). » C'est un point que l'on ne discute plus aujourd'hui, et on admet que s'ils sont auxiliaires du procureur de la République, ils sont aussi officiers de police judiciaire ; or, l'article 8 du Code qui définit l'objet de cette police, mentionne expressément la recherche des contraventions (2).

1. *Journ. milit.*, I, p. 326.

2. Dalloz. *Code d'instruction criminelle annoté*, art. 11, p. 108, n° 86 et Faustin-Hélie, 1^{re} édit., t. IV, p. 133.

CHAPITRE III

Procès-verbaux

Toute opération ou constatation de la gendarmerie doit être consignée dans un procès-verbal (1) (art. 292 et 293 du décret du 20 mai 1903). Cette prescription a uniquement pour but de donner plus de poids à son témoignage, de le faire accueillir par le juge avec plus de confiance ; car notre législation admet que les infractions à la loi pénale peuvent être poursuivies lors même qu'elles n'ont pas été rapportées dans le procès-verbal d'un agent de la police judiciaire. De sorte que les procès-verbaux ne sont point le titre, la base nécessaire de l'action publique qu'ils n'appuient que comme des preuves ou des charges, et qu'on ne peut arguer de leur omission ou de leur insuffisance pour contester les droits de poursuite (2).

Les principales formalités auxquelles sont soumis les

1. Pour l'origine des procès-verbaux, voyez Loiseau. *Droit des offices*, p. 45 et Faustin-Hélie, IV, p. 432.

2. Par exception, la poursuite n'est plus possible s'il n'a pas été rédigé de procès-verbal ou si celui rédigé devint caduc, en quelques manières peu nombreuses : Vérification des poids et mesures, police de la navigation ; et, il y a quelques années encore, les contributions indirectes (loi du 30 décembre 1903, art. 24, et loi du 6 avril 1905, art. 17), les douanes, (l. du 1^{er} mai 1905).

procès-verbaux sont exposées dans le décret du 20 mai 1903. Ils sont faits sur papier libre. Ils sont généralement établis en double expédition dont l'une est remise ou adressée sans délai à l'autorité compétente et l'autre est conservée aux archives... Toutefois, ceux dressés en matière de roulage, de grande voirie, de pêche et de douanes ; ceux relatifs à des incidents auxquels sont mêlés des militaires, le sont en triple expédition ; et les arrestations de forçats ou transportés, en quadruple expédition (art. 296).

D'une manière générale, les procès-verbaux mentionnent l'état civil, le domicile, la profession, et parfois le degré d'instruction des inculpés (même article), et toujours le signalement des individus arrêtés (art. 298). La rédaction doit être claire, précise, et offrir un exposé des faits dégagé de toute interprétation personnelle (art. 293). Elle est commencée autant que possible à l'instant de la constatation, et, en tout cas, terminée dans un délai de vingt-quatre heures (art. 132 de la loi de germinal) ; car on a encore à ce moment sous les yeux toutes les circonstances des faits, et il n'est pas nécessaire de rappeler des souvenirs plus ou moins précis. Cette prescription était déjà en usage dans l'ancien droit ; elle constitue, en effet, une garantie sérieuse de l'exactitude de la preuve qu'apporte à la justice ce témoignage écrit. L'un des gendarmes copie le procès-verbal, et tous deux le signent (1) ; c'est là une

1. Un gendarme peut verbaliser seul et son procès-verbal est toujours valable. (Cass., 25 mars 1830, 10 mai et 8 décembre 1838 et art. 294. Décret du 20 mai 1903.)

forme essentielle qui achève et vivifie l'acte ; à défaut de ces signatures, celui-ci ne serait qu'un projet sans valeur juridique. Ainsi complété, il en découle la force d'un témoignage personnel. Enfin, le procès-verbal mentionne la qualité des rédacteurs et la date de sa rédaction. Cette date a une importance considérable, car elle est le point de départ de l'interruption de la prescription et du délai imparti pour l'enregistrement. L'article 296 énumère les procès-verbaux qui doivent être visés pour timbre et enregistrés : « Procès-verbaux qui constatent soit une saisie en matière de poste, soit une contravention en matière de timbre ou de contributions indirectes ; procès-verbaux constatant les contraventions et les délits de voirie, de roulage, de messageries publiques, de pêche, etc. » Les uns sont enregistrés au comptant, les autres gratis.

En principe, n'ont pas besoin d'être enregistrés : 1° les procès-verbaux destinés à poursuivre et à réprimer les crimes ; 2° ceux qui ne sont pas destinés à servir de base à une poursuite correctionnelle ou de simple police. (Art. 70 de la loi du 22 frimaire an VII.)

Cette formalité de l'enregistrement n'a pas pour objet de leur donner date certaine, car ils font foi par eux-mêmes de leur date, mais de constater l'existence de l'acte lui-même, et d'empêcher celui-ci de disparaître sans laisser de traces. C'est donc une garantie contre l'annulation possible du fait de l'agent rédacteur. Le délai est ordinairement, de quatre jours. Si les délais sont dépassés, les rédacteurs peuvent être condamnés à une amende de 5 francs (art. 10 de la loi du 16 juin 1824) ; mais le procès-verbal

n'est pas nul, et l'enregistrement peut encore se faire valablement après jugement (Cass. 23 février et 27 juillet 1827).

Il n'y a d'exception que pour ceux qui rapportent des infractions à la loi sur la police de roulage ou ceux qui contiennent des constatations faites dans l'intérêt des particuliers et des administrations.

Enfin, ces procès-verbaux peuvent être dressés, non seulement dans la circonscription que les gendarmes sont chargés de surveiller, comme pourrait le faire croire l'article 309, mais sur tout le territoire français (Conseil d'Etat, 7 juin 1851. D. 51. 3. 58.)

En dehors de ces règles essentielles, les procès-verbaux ne sont soumis à aucune formalité particulière, et même, ils ne peuvent être annulés « sous prétexte de vice de forme ou pour défaut d'enregistrement » (art. 299). Ceci s'applique même aux procès-verbaux dressés en des matières étrangères à la surveillance habituelle de la gendarmerie, mais pour lesquelles elle a néanmoins reçu une délégation spéciale, comme en matière de douanes, de contributions indirectes, etc. On se fonde sur ce que la loi n'a pu présumer dans cet agent que les connaissances qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions ordinaires (Faustin-Hélie, IV, 585).

Cependant, il est à remarquer que pour que les procès-verbaux dressés en matière de douanes fassent foi jusqu'à inscription de faux, il est nécessaire qu'ils soient rédigés et affirmés dans les conditions de la loi du 9 floreal an VII (art. 299, décret du 20 mai 1903).

La loi du 17 juillet 1856 a supprimé la formalité de l'affirmation pour les procès-verbaux des gendarmes.

« On doit, dit le rapporteur de cette loi, accueillir avec faveur toute mesure qui tend à faciliter et à accélérer l'action de la gendarmerie, et à corroborer cette force morale qui lui appartient, et sans laquelle elle ne pourrait accomplir son utile et difficile mission...

« L'affirmation est une formalité destinée à assurer la sincérité des faits consignés dans un procès-verbal. Mais elle est nécessaire surtout, dans le cas où le procès-verbal a été rédigé par un autre que celui qui a verbalisé.

« Il importe, en effet, en pareil cas, que l'auteur de ce procès-verbal se présente devant le juge de paix, ou tout autre officier compétent, pour affirmer, par serment, après en avoir entendu la lecture, que les faits mentionnés dans le procès-verbal sont tels qu'il a entendu les constater.

« Un certain nombre de gendarmes ont pu, jusqu'à présent, se trouver dans l'obligation d'emprunter le secours d'une main étrangère pour la rédaction de leurs procès-verbaux ; mais aujourd'hui, et depuis plusieurs années, la gendarmerie se recrute assez généralement dans les anciens sous-officiers de l'armée, et n'admet dans tous les cas que d'anciens militaires qui doivent savoir lire et écrire correctement ; il n'y a donc plus aucun motif sérieux de les soumettre à la formalité de l'affirmation. » (*Mémorial de la gendarmerie*, 1856, p. 597.)

Le principe est que les procès-verbaux de la gendarmerie font foi jusqu'à preuve contraire (art. 299 précité et Cass. 22 nov. 1872. D. 72. 1. 431).

Il s'agit, bien entendu, de ceux qui sont relatifs à des délits ou à des contraventions qu'elle a reçu mission de constater : « Ces délits et contraventions se commettent le plus souvent sans témoins ; et lors même que l'infraction aurait eu lieu en présence de témoins, il serait difficile et onéreux de les déranger pour des faits de peu d'importance. » (Garraud. *Précis*, n° 373.)

Mais tous les autres procès-verbaux qui rapportent des faits qui ne relèvent pas de sa surveillance légale (Cass., 28 novembre 1822) ; ceux qui concernent des crimes (Cass., 24 mai 1821. S. 21. 1. 284) ; à plus forte raison, tous ceux qui ne fournissent que de simples renseignements ne sont que des dénonciations officielles qui tombent devant la seule dénégation de l'inculpé. Et il y a plus. ces procès-verbaux n'auront aucune valeur, ne pourront même pas servir de point de départ à une enquête testimoniale, s'il s'agit d'infractions qui ne peuvent être constatées que par des agents spéciaux dont les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. (Cass., 18 mai 1864. Arrêt cité dans le *Bull. off. de la marine*, n° 38 de 1864, p. 37.)

Un autre principe généralement admis, est que la foi due aux procès-verbaux ne couvre que les faits matériels que le rédacteur lui-même a constatés. Ce principe est consacré notamment par l'article 176 du Code forestier et par l'article 53 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale.

Par faits matériels, on entend ceux qui sont parvenus au rédacteur *proprio sensibus*. (Cass., 20 janvier 1893. D. 94. 1. 55). On donne même force aux aveux ou déclarations de l'inculpé qu'il a recueillis ; mais on exclut de cette fa-

veur ses appréciations personnelles et aussi les constatations qui sortiraient du cercle de ses attributions.

Ces conditions remplies, le procès-verbal ne tombera que devant des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, s'élevant contre la vérité des faits rapportés. Et, dans ce cas, le juge ne pourra asseoir sa conviction, ni sur les dénégations du prévenu, ni sur la notoriété publique, ni sur les présomptions de fait (1).

Ajoutons que les procès-verbaux dressés par la gendarmerie constituent des actes d'instruction et de poursuite interruptifs de prescription. (Cass. 25 juillet 1890. S. 90. 1.489.) Il y a lieu, toutefois, de faire exception pour ceux qui sont établis à la suite d'enquêtes officieuses et qui sont plutôt des rapports que des procès-verbaux.

1. Garraud. *Précis*. n° 373.

CHAPITRE IV

Enquêtes officieuses et Commissions rogatoires

Nous venons d'examiner les attributions essentielles de la gendarmerie, et nous avons constaté que parfaitement délimitées à l'origine, elles avaient été progressivement étendues, sous l'influence de nécessités pratiques, jusqu'à embrasser presque tout le domaine de la police judiciaire.

Pourtant, même avec cette extension, le principe était encore respecté d'une mission de police exclusivement agissante, qui pouvait se résumer en deux mots : rechercher et constater (1). Cette mission cadrerait parfaitement, d'ailleurs, avec le caractère dominant d'un agent militaire, fait pour le mouvement et les opérations simples, agent ne possédant qu'une instruction rudimentaire, et, en tout cas, peu préparé aux fonctions plus délicates de l'information.

1. Les maréchaussées ont été employées, disait le président Lamoignon, « pour donner de la sûreté aux grands chemins, prêter main-forte à la justice et empêcher les violences publiques ». (Procès-verbal des conférences de l'ordonnance de 1570.) C'est la définition exacte de la mission de la gendarmerie.

Ce n'est donc pas sans surprise qu'on trouve la gendarmerie chargée d'un service d'enquête et de renseignements pour lequel elle n'a pas été créée et auquel elle semble *a priori* si peu apte. Nous touchons ici aux délégations ou enquêtes officieuses, dont il est nécessaire de rappeler en quelques mots la nature juridique.

L'article 52 du Code d'instruction criminelle, permet au procureur de la République de charger ses auxiliaires d'une partie des actes de sa compétence. En visant les articles 32 et 46 du même Code, cette disposition semble bien entendre limiter les pouvoirs de ce magistrat aux seuls cas où il est légalement investi lui-même des fonctions d'instruction, c'est-à-dire au cas de flagrant délit ou de réquisition du chef d'une maison, où un crime ou un délit même non flagrant a été commis.

Cependant, il était difficile de lui refuser le droit « naturel et nécessaire » de s'éclairer en d'autres circonstances sur l'opportunité des poursuites avant d'exercer l'action publique.

Une dénonciation lui parvient mal libellée, à peine intelligible : les faits qu'elle relate sont vagues, et il est impossible de se rendre compte s'ils constituent une infraction à la loi, ou bien il s'agit d'un de ces procès-verbaux de gardes champêtres trop souvent rédigés avec une grande insuffisance. Comment, dans ces conditions, le procureur de la République pourrait-il prendre une décision ferme ?

Il est, en outre, toute une catégorie d'infractions qu'il a le devoir de rechercher en l'absence de plaintes ou dénonciations, lesquelles portent atteinte à la sécurité publi-

que ou à l'ordre social, mais dont personne ne s'occupe parce qu'elles ne lèsent aucun intérêt privé : citons les infanticides, la bigamie, les contraventions fiscales. L'empêcher de provoquer les investigations de ses auxiliaires, ne serait ce pas assurer souvent l'impunité du coupable ? Aussi, pour toutes ces raisons, la pratique a-t-elle admis depuis longtemps, malgré l'opinion défavorable de la doctrine (1), qu'il peut également procéder alors, par lui-même, ou par ses auxiliaires, à certains actes préliminaires de toute poursuite, actes qu'on a appelés enquêtes officieuses, pour bien montrer que le caractère officiel leur fait défaut (2), et qu'ils n'ont aucune valeur légale.

En conséquence, ces enquêtes ne sont revêtues d'aucune forme solennelle : les témoins ne sont pas cités et ne prêtent pas serment (Cass., 7 août 1902. D. P. 1903. 5. 421) ; la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préparatoire est inapplicable (Cass., 3 février 1900. S. 1902. 1. 538) ; la prescription pénale n'est pas interrompue ; aucune contrainte ne peut être exercée, soit sur les témoins, soit même sur l'inculpé, pour accomplir les actes qui leur sont demandés ; déposition, comparution, etc. ; les perquisitions et visites domiciliaires ne peuvent avoir lieu que le jour et avec l'autorisation de l'habitant ; les saisies de pièces à conviction exigent l'autorisation du propriétaire, etc.

1. Faustin-Hélie, t. II, nos 1164 à 1166 et Morizot-Thibault. *De l'instruction préparatoire*, p. 85.

2. V. circulaire de M. Jacquinet-Pampelune, procureur du roi près le tribunal de la Seine, en date du 1^{er} janvier 1817. — Mars. *Corps de droit criminel*, t. I, p. 15.

Cette pratique extra-légale que le Code d'instruction criminelle n'a pas consacrée par une disposition formelle, n'est cependant pas contraire à son esprit, et elle trouve son appui dans les pouvoirs généraux de police et de poursuite qui appartiennent aux parquets. Elle peut donc être admise, à la condition toutefois de se maintenir dans le cercle des attributions du Procureur de la République.

Après des hésitations, la jurisprudence l'a accueillie avec faveur. (Cass. 7 août 1902. D. P. 63. 5. 421.) Elle est même allée jusqu'à admettre que ces renseignements peuvent être soumis à l'appréciation du jury et à celle du tribunal correctionnel, si communication préalable en a été faite à la défense.

Des services considérables sont rendus par ces enquêtes officieuses. Par un filtrage rapide, elles permettent d'éliminer certaines affaires n'ayant aucun caractère délictueux ou n'ayant d'autre but que « satisfaire des passions ou des haines particulières, des intérêts de vanité ou d'amour-propre ou de procurer aux dépens du Trésor, et sans utilité pour l'ordre social, la réparation de quelques torts légers. » (Circulaire du 8 mars 1817. Gillet-Demoly, p. 207) ; elles permettent encore d'employer pour d'autres la citation directe.

Elles assurent ainsi une diminution notable des charges de l'instruction, en permettant de réaliser des économies appréciables de temps et d'argent (1).

1. En 1906, 28 0/0 des affaires ont été portées directement à l'audience correctionnelle (rapport sur l'administration de la justice. *Journ. off.* du 8 juin 1909, p. 366).

Ces explications données, revenons à notre sujet et examinons comment et dans quelles conditions la gendarmerie a été chargée de ces enquêtes officieuses.

En leur qualité d'auxiliaires du Procureur de la République, les officiers de gendarmerie devaient naturellement contribuer à leur exécution, quoiqu'ils parussent moins propres que les autres officiers de police à une mission qui relève bien plus de la sagesse du magistrat que de l'activité du militaire. Mais, ici encore la nécessité imposa silence à la logique. On constatait que les maires n'apportaient que peu d'entrain dans l'accomplissement de fonctions qui les gênaient dans leurs rapports avec leurs administrés et que les juges de paix auxquels on refusait des indemnités de déplacement (1), ne pourraient être utilisés, sans préjudice pécuniaire, qu'au siège de leur résidence. Il fallait trouver un moyen de satisfaire aux exigences de la pratique, en ménageant ces divers intérêts. D'un autre côté, on devait aussi éviter de surcharger les officiers de gendarmerie par un travail si peu en harmonie avec leurs attributions ordinaires. L'emploi d'un détour vint tout arranger.

On autorisa ces officiers à subdéléguer leurs chefs de brigade, à leur transmettre les demandes « pour exécution ».

Cette subdélégation paraissait d'autant plus facile à admettre que ces chefs de brigade avaient déjà l'habitude

1. Circulaire de la Chancellerie du 23 février 1887 (Dalloz, *Suppl. répertoire*, Procédure criminelle, n° 504).

de ces enquêtes (1) et qu'il était reconnu qu'ils s'en acquittaient avec l'intelligence et le tact désirables. Leurs obligations, à ce sujet, résultent des prescriptions suivantes du décret du 20 mai 1903 : « Ils dressent des procès-verbaux des crimes qui laissent des traces après eux. » (Art. 155.)

« Dans leurs tournées, ils cherchent à savoir s'il a été commis quelques crimes ou délits... ils reçoivent les déclarations qui leur sont faites volontairement par les témoins... » (art. 150).

De même, en vertu de l'article 161 de ce décret, ils procèdent encore à une enquête officieuse et n'avisent pas immédiatement les autorités judiciaires, « si la mort violente apparaît de suite comme le résultat d'un suicide ou d'un accident dû à la seule imprudence de la victime. » (Massabiau, t. II, p. 11.)

Il suffisait donc, pour atteindre le but visé, d'étendre le champ de ces enquêtes exécutées par les chefs de brigade de leur propre mouvement, et d'y faire entrer celles qui émanent du Procureur de la République et qui leur sont transmises par leurs officiers.

Et observons que cette solution présentait aussi l'utilité d'être très favorable aux justiciables, qui n'avaient plus à se déranger pour répondre aux citations du juge de paix ; les gendarmes allant les trouver chez eux, au milieu de leurs occupations.

1. A remarquer que l'ordonnance du 28 avril 1778 chargeait déjà les chefs de brigade de procéder à une enquête officieuse au cas de captures faites par les cavaliers sous leurs ordres. (Art. 7 du t. IV.)

En présence de ces multiples avantages qui résultaient de l'emploi de la gendarmerie, on comprend sans peine qu'avec le temps celle-ci devait recueillir toutes les demandes de renseignements des parquets. Ses services devinrent plus utiles encore, lorsque l'application de la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits correctionnels nécessita un plus grand nombre d'enquêtes et exigea qu'elles fussent menées plus rapidement.

Actuellement on peut dire que c'est elle qui assume presque seule cette charge très lourde.

Jusqu'en 1903, le règlement de service n'avait pas consacré officiellement cette jurisprudence qui avait reçu l'adhésion de la Cour suprême (arrêt 13 déc. 1894. S. 95.1. 157). Le décret du 20 mai 1903 l'a fait en ces termes, dans son article 81 : « Les commandants d'arrondissement reçoivent du Procureur de la République et du juge d'instruction de leur arrondissement les réquisitions, demandes de renseignements... que ces magistrats jugent utile de leur adresser pour enquête ou exécution. Ils les transmettent aux chefs de brigade intéressés en y joignant, s'il y a lieu, les instructions nécessaires.

En cas d'urgence seulement, les procureurs de la République et les juges d'instruction s'adressent directement aux brigades... » Le texte de cet article nous met en présence de demandes de renseignements émanant du juge d'instruction.

Quelle est la nature de ces demandes ?

Constatons tout d'abord qu'il est impossible de les assimiler à celles dont nous venons de parler. Le juge d'instruction ne correspond avec les auxiliaires du Pro-

cureur de la République que par voie de commission rogatoire, et elles doivent avoir ce caractère. Ceci, au surplus, ne saurait être douteux si on envisage le temps où elles sont formulées et les renseignements qu'elles tendent à recueillir. A ce mement, l'instruction est en cours et le parquet est dessaisi. Il peut encore, à la vérité, prendre certains renseignements utiles ou faire entendre officieusement des témoins sur des faits dont il aurait eu connaissance postérieurement à la clôture de l'information (Dalloz. *Code d'inst. crim.*, annoté, art. 61, n^{os} 27 et suivants) ; mais il ne s'agit toujours là que d'enquêtes officieuses occasionnelles qui n'intéressent pas la marche normale de l'instruction. Tel n'est pas le caractère des demandes émanant des juges d'instruction.

Si quelques-unes n'ont pour objet que de recueillir des renseignements sur les antécédents, la situation de famille et la moralité de l'inculpé, ce qui, d'après la jurisprudence ne concernerait pas l'instruction proprement dite (Cass. 24 déc. 1904. D.P. 05.1 206), la plupart ne visent à rien moins qu'à procéder à des constatations et même à des visites de lieux.

Or, malgré l'interprétation extensive qu'on a donnée des articles 83 et 84 du Code d'instruction criminelle nous ne pensons pas qu'on puisse aller jusqu'à permettre que des commissions rogatoires de cette importance fussent confiées à de simples agents qui, aux yeux de la loi, sont sans qualité pour y donner satisfaction. Un officier de police judiciaire auxiliaire au procureur de la République nous paraît seul désigné pour remplir cette mission spéciale.

Nous considérons donc cette pratique comme absolument contraire à des principes formels.

Mais, ici encore, nous devons nous incliner devant des raisons de nécessité et d'économies ; et la gendarmerie, qui n'a droit à aucune indemnité pour ses déplacements, qui, surtout, n'a pas la même latitude que les autorités civiles pour éluder la charge de ces commissions rogatoires, voit, de ce fait, grossir démesurément le nombre de ses obligations.

CHAPITRE V

Mesures prises pour éviter les abus de pouvoir

La dualité d'attributions d'agent de la police judiciaire et de dépositaire de la force publique, remises aux mêmes mains pouvait conduire à des excès et à des abus oppressifs de la liberté individuelle, dont la garantie réside, d'ordinaire, dans la séparation du pouvoir qui donne des ordres et de la force qui les exécute.

Il était donc indispensable d'y adjoindre, comme corollaire, un ensemble de mesures sévères et formalistes dont l'observation obligatoire constituerait une sauvegarde suffisante contre ce danger. Ceci avait déjà été une des préoccupations de l'ancien droit. Notre législation nouvelle ne pouvait manquer d'accentuer encore cette protection ; et elle a trouvé sa principale ressource dans la surveillance incessante et minutieuse des magistrats, en particulier du procureur de la République. Nous l'avons vue s'exercer sur tous les actes des officiers ; le procureur de la République se tient, pour ainsi dire, constamment derrière eux pour les diriger, recevoir leurs rapports et leurs procès-verbaux, tandis que le procureur général pratique son contrôle de haut et de loin. (Art. 144 du décret du 20 mai 1903 et art. 279 du Code d'instruction criminelle.)

Elle s'exerce aussi, et plus étroitement même, sur les actes des chefs de brigade et des gendarmes. Tous les délits qui parviennent à leur connaissance, les renseignements qu'ils recueillent, les constatations qu'ils font, sont consignés dans des procès-verbaux adressés sans délai au Procureur de la République. Ce magistrat leur donne la suite qu'ils comportent. Les arrestations que les chefs de brigade et les gendarmes opèrent ne sont jamais que des mesures provisoires, soumises dans le délai le plus bref à l'appréciation du Procureur de la République, quelquefois à celle du juge de paix ou du maire de la commune, parfois aussi, au cas de flagrant délit, à celle de l'officier de police judiciaire ; et ces différentes autorités prennent la responsabilité des mesures ultérieures. (Art 153, 159, 162, 172 et 212 du décret du 20 mai 1903.) Ces bornes étroites données à l'initiative des militaires de la gendarmerie sont encore renforcées par une soumission obligatoire à certaines formalités, les unes générales, comme celles qui consistent à exercer leurs fonctions en uniforme (art. 96 du décret du 20 mai 1903), ou à observer les prescriptions relatives à la validité des procès-verbaux ou bien encore à n'opérer que dans la circonscription qu'ils sont normalement chargés de surveiller (1) ; et d'autres particulières, ne s'imposent que dans des hypothèses déterminées.

1. Art. 110, 115 et 309 du décret du 20 mai 1903. — « A moins d'ordres spéciaux ou en cas de force majeure, par exemple, quand ils sont à la poursuite des malfaiteurs », dit ce dernier article.

L'article 309 ne nous paraît pas en contradiction avec l'article 1 qui prescrit que « son action s'exerce sur toute l'étendue

C'est ainsi que les officiers doivent dans toutes leurs opérations judiciaires se faire assister par le commissaire de police du lieu, ou, à défaut par le maire ou son adjoint, et, en cas de leur absence, par deux habitants (art. 138 du déc. précité) (1) : que les gendarmes qui font une capture présentent leur procès-verbal contenant l'inventaire des objets trouvés sur l'inculpé, à la signature de celui-ci et à celle de deux habitants voisins du lieu (art. 153 du décret précité). C'est ainsi encore, que les gendarmes ne peuvent s'introduire dans un domicile privé « ce sanctuaire de la famille » que pour un motif légal ou en vertu d'un mandat de l'autorité compétente et de jour, seulement (2) ; car ce domicile leur est absolu-

du territoire » : ces deux articles visent l'exercice de fonctions différentes : l'article 309, celle d'agent de la police judiciaire, l'article 1 celle d'agent de la force publique.

Mais la Jurisprudence a admis qu'ils « ont qualité pour verbaliser sur toute l'étendue du territoire ». Conseil d'Etat, 7 juin 1851 (D. 51-3-58), et la distinction n'a plus aujourd'hui aucun intérêt pratique.

1. Ils se passent de l'assistance de témoins s'ils n'ont pas la possibilité de s'en procurer.

2. L'article 124 du décret du 20 mai 1903 qui ne reconnaît pas qualité aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes pour faire des perquisitions domiciliaires, ne doit pas être entendu dans un sens absolu. Il est évident que cette défense est levée lorsqu'ils sont porteurs d'un mandat spécial de l'autorité compétente (art. 131 de la loi du 28 germinal an VI).

Il y a lieu toutefois de remarquer qu'il doit s'agir, non d'une opération d'information, mais de la recherche « d'un coupable » ; c'est-à-dire d'un individu placé sous mandat d'arrêt (art. 109 du Cod. d'inst. crim.).

Cependant, on a quelquefois été jusqu'à accorder à ces militaires le droit de perquisitionner au cas de crime flagrant, et non seulement dans le but de rechercher l'inculpé, mais encore dans celui de saisir des pièces à conviction (V. note sous arrêt. Cass., 13 déc. 1894. D. P. 99. 1. 457) ; ce qui leur donnerait mêmes pouvoirs que ceux exercés par les auxiliaires du Pro-

ment fermé la nuit, sauf en cas d'incendie, d'inondation ou de réclamations venant de l'intérieur, c'est-à-dire lorsqu'il y a péril ou danger (1). Au cas de flagrant délit, les officiers peuvent, toutefois, en leur qualité d'auxiliaires du Procureur de la République, perquisitionner dans la maison du prévenu (art. 130 du décret précité) et non ailleurs, à la condition de s'adjoindre les autorités que nous avons énumérées ci-dessus

Ces prescriptions sont sévèrement sanctionnées. L'article 303 du décret du 20 mai 1903 dispose : « Tout acte de la gendarmerie qui trouble les citoyens dans l'exercice de leur liberté individuelle est un abus de pouvoir ; les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes qui s'en rendent coupables encourent une peine disciplinaire, indépendamment des poursuites judiciaires qui peuvent être exercées contre eux » (art. 184 du C. pén.) (2).

curer de la République. Cette opinion nous paraît condamnée par l'article 124 précité.

Il faut reconnaître cependant que la perquisition faite par les gendarmes ne serait illégale que s'il y avait refus ou opposition de la part du chef de la maison (même note sous arrêt précité).

1. L'article 169 du décret du 20 mai 1903 règle le temps de nuit.

Il y a toutefois exception pour les lieux publics : auberges, cabarets, etc. (art. 132 du déc. précité).

2. Ils ne peuvent pas non plus exercer sur les personnes arrêtées des violences criminelles ou inutiles (décret du 20 mai 1903, art. 227 et 272 et C. pén., art. 186).

Sous l'ancien régime, c'était le tribunal de la connétablie qui connaissait de ces excès. Un jugement du 15 septembre 1745 condamne à être pendus et étranglés deux cavaliers de la maréchaussée de Thiers, coupables d'avoir « homicidé d'un coup de bayonnette sans aucune nécessité d'une légitime défense de leur vie, un individu. (Serpillon. *Commentaire de l'ord. de 1670*. Se trouve dans son *Code criminel*, 2 vol. in-4. Lyon, 1767.)

Ce sont alors les tribunaux ordinaires qui sont compétents pour les juger (art. 59 du C. de jus. mil.).

Par contre, les militaires de la gendarmerie agissant dans les limites de leurs attributions, ont droit, comme tous les agents de la police judiciaire, au respect des citoyens. L'article 14 au titre XIII de la loi du 6 août 1791 porte à cet effet : « Les préposés sont sous la sauvegarde spéciale de la loi ; il est défendu à toutes personnes de les injurier ou maltraiter ou même de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions. » (Faustin-Hélie, IV, p. 348. V. aussi art. 179 du décret du 20 mai 1903.)

TROISIÈME PARTIE

Contribution fournie par la Gendarmerie à l'exercice de la police judiciaire

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

La gendarmerie est généralement regardée comme l'armature même de l'organisme qui veille à la sécurité publique. L'importance de son effectif et sa valeur professionnelle, l'étendue des attributions que nous venons de lui voir confier, lui permettent, en effet, de jouer un rôle considérable dans l'exercice de la police générale et plus particulièrement de la police judiciaire. Il nous reste à examiner comment elle s'acquitte de sa mission, quels résultats elle obtient ; à nous rendre compte, en un mot, si les services rendus répondent aux espérances fondées sur la mise en œuvre de ce formidable instrument.

La statistique, ici, nous sera d'un grand secours. Avec elle, nous prendrons la gendarmerie sur le fait ; nous la suivrons dans toutes les circonstances où se manifeste son activité, et nous recueillerons les preuves tangibles qui appuyeront les conclusions de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

Comment est assurée la police des campagnes

« La gendarmerie nationale est particulièrement destinée à la sûreté des campagnes et des grandes routes. (1) »
Parcourir les campagnes, faire la police des chemins pour « en assurer et faciliter la communication et l'usage », les purger des vagabonds et des malfaiteurs, empêcher les violences publiques, c'est, nous le savons, la raison même de son établissement ; et telle est la mission importante que nous lui avons vu remplir à toutes les phases de son développement historique.

C'est une tâche immense que celle d'assurer sur tout le territoire la tranquillité, le bon ordre, le respect des personnes et des propriétés. Une surveillance continuelle et active peut seule éloigner les malfaiteurs, faire découvrir

1. Article 3 de la loi du 28 germinal an VI, et article 1^{er} du décret du 20 mai 1903.

Elle « prêtera dans l'intérieur des villes toute main-forte dont elle sera légalement requise », article 133, même loi.

Ce serait, en effet, dit Sallé, divertir les prévôts des maréchaux de leurs véritables fonctions sans aucune nécessité que de leur donner l'inspection des rues, des villes et faubourgs, puisque chaque ville a ses magistrats qui, toujours présents, font état de veiller à la sûreté, *Commentaire de la Déclaration du 5 février 1731*, article 5.

les crimes et les délits, en poursuivre les auteurs et les remettre aux mains des autorités judiciaires. La gendarmerie n'y pourrait suffire. Aussi le législateur a-t-il désigné d'autres agents pour concourir à ce service de police dont nous n'envisagerons que le côté judiciaire. Ces agents sont très nombreux (1).

Si nous les passons en revue, nous trouvons les auxiliaires du Procureur de la République : juges de paix, maires et adjoints de maire, commissaires de police (cependant l'action de ceux-ci s'exerce plus particulièrement dans l'intérieur des villes) ; puis les agents de certains services spéciaux et les gardes champêtres. Leur dénombrement fournit un chiffre respectable. Mais, il s'en faut de beaucoup que tous apportent le même zèle à l'accomplissement de leurs obligations légales.

Les juges de paix, qui devraient être les auxiliaires les plus actifs et les plus éclairés du ministère public, eux qui, dans la pensée des législateurs de l'Assemblée constituante deviendraient « les premiers instruments de la police des cantons » (2) n'usent que fort peu des pouvoirs étendus qui leur sont conférés. Leur rôle se borne d'ordinaire à exécuter quelques commissions rogatoires ou à transmettre les plaintes et les dénonciations qu'ils reçoivent ; le plus souvent même, ils se dérobent aux obligations qui pèsent sur eux et ils engagent les intéressés à réclamer le secours

1. On en compte, d'après la statistique criminelle de 1905, 185.982, plus 2.843 juges de paix. (Cf. *Revue pénitentiaire* de 1908, p. 345.)

2. Rapport précité, fait sur la police de sûreté par Adrien du Port, 27 novembre 1790.

de la gendarmerie. Ils ne retiennent que les affaires civiles (1).

Les maires et leurs adjoints, dominés par les influences locales, n'ont pas assez d'indépendance à l'égard de leurs administrés pour remplir la mission de police qu'ils tiennent de la loi. Ils laissent entièrement à la gendarmerie le soin de surveiller leurs communes, et ils s'adressent à elle au cas de crimes ou de délits ; parfois, ils ne prennent même pas la peine de l'en informer.

Les agents des administrations des douanes, des eaux et forêts, des ponts et chaussées, etc., et les gardes particuliers sont hors de cause. Malgré leur incorporation à la milice de la sûreté publique, et en dépit d'instructions anciennes, depuis longtemps perdues de vue, ils ne recherchent que les délits spéciaux qui relèvent plus particulièrement de leur surveillance. Encore faut-il remarquer qu'une forte proportion de ces délits sont constatés par la gendarmerie (2). Il en est presque de même des gardes champêtres. Si leur nombre est élevé, les services qu'ils rendent sont presque insignifiants (3). En général, ils sont âgés (4), peu valides et n'osent aborder les malfaiteurs ;

1. D'après la statistique criminelle de 1905, les 2.843 juges de paix n'ont transmis aux parquets que 2.084 procès-verbaux ; pas tout à fait un par fonctionnaire.

2. Ainsi, sur 20.330 délits de chasse, les gardes particuliers n'en ont constaté que 7.519. (Statistique criminelle de 1905. *Revue pénit.*, 1908, p. 345.)

3. On en compte 34.386, et ils n'ont transmis en 1906 aux parquets qu'un procès-verbal pour quatre gardes. (Rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1906. *Journ. off.*, 8 juin 1909, p. 365.)

4. En 1905, le département des Côtes-du Nord comptait dans ses 389 communes, 59 gardes champêtres seulement, respective-

ils ne constatent que les petits délits ruraux dont la répression ne peut compromettre leur situation vis-à-vis du maire et des électeurs influents, et ils négligent les autres. Ils sont d'ailleurs illettrés pour la plupart et en tout cas, incapables de fournir à la justice un renseignement précis. Très bien placés au sein de la population pour dénoncer à la gendarmerie les faits délictueux qui parviennent à leur connaissance, ils n'osent prendre cette initiative, pour la même raison qui les empêche d'agir eux-mêmes aux cas d'infractions relevant de leur compétence (1).

On peut donc dire, après cette revue rapide des forces de la police judiciaire, et après avoir assisté à la défection des agents civils qui y sont enrôlés, que la sécurité des campagnes est entièrement abandonnée à la vigilance de la gendarmerie. « Les gendarmes sont nos seuls auxiliaires », affirme à bon droit M. le procureur général Gensoul (2).

ment âgés : 1 de vingt à trente ans ; 12 de trente à quarante ans ; 9 de quarante à cinquante ans ; 21 de cinquante à soixante ans ; 8 de soixante à soixante-dix ans ; 8 de soixante-dix à quatre-vingts ans. Salesses, p. 63.

En 1894 on comptait dans 37 départements recensés, 1.600 gardes champêtres septuagénaires, ou octogénaires. (Rapport présenté en 1898 par M. le sénateur de Marcère. *Journ. off.*, 20 mars 1908, p. 1940.)

1. Les gardes champêtres sont placés sous la surveillance de la gendarmerie à laquelle ils doivent aussi prêter leur concours (décret du 11 juin 1806 et art. 311 et 312 du décret du 20 mai 1903). Dispositions unilatérales qui n'ont aucune sanction.

2. Dans un pays voisin du nôtre, qui est régi par la même législation, la Belgique, la situation est à peu près la même. Cependant, certains agents de la police judiciaire y sont plus actifs que leurs similaires français, ce qui décharge d'autant la gendarmerie de ce pays. Voici la proportion des procès-verbaux transmis au Ministère public, en Belgique et en France, pendant l'année 1905, par quelques-uns de ces agents. Les différences sont sensibles :

Ce sont donc les 21.014 gendarmes (*Statistique criminelle* de 1906) qui, dans leurs fonctions « ordinaires et habituelles », assument la charge si lourde que nous avons esquissée. La proportion des procès-verbaux qu'ils dressent (259.931, sur 549.356 reçus par les parquets en 1906, et les contraventions de police n'y sont pas comprises) témoigne de leur activité et de leur zèle, et révèle la tendance de leurs efforts à remédier aux inconvénients fâcheux résultant d'une organisation si défectueuse de la police des campagnes.

Dans ces conditions tout exceptionnelles, se présentant sous un jour si peu favorable à une action utile, quels peuvent être les résultats obtenus ?

Belgique : Gendarmerie 32 0/0, maires 4 0/0, commissaires de police 41 0/0.

France : Gendarmerie 48 0/0, maires 0,50 0/0, commissaires de police 32 0/0. (*Revue pénitentiaire* de 1908, p. 708.)

Le tableau ci-dessous fera mieux voir encore, comment les juges de paix, les maires et adjoints, et les gardes-champêtres se sont progressivement déchargés de leurs fonctions judiciaires au détriment des commissaires de police et surtout de la gendarmerie.

Nous y comparons les plaintes, dénonciations et procès-verbaux parvenus au parquet en 1841 (rapport du 30 avril 1843) et ceux parvenus en 1905.

	En 1841	En 1905
Reçus directement.....	12.582 8 0/0	82.837 15 0/0
Transmis par la gendarmerie.	47.358 31 —	261.516 48 —
— les commissaires de police.....	36.891 23 —	173.159 32 —
— les maires et adjoints.....	24.392 16 —	3.097 0,5
— les juges de paix.....	10.276 7 —	2.084 0,3
— les gardes-champêtres.....	6,970 4 —	7.918 2 —
— les gardes-forestiers et particuliers ... (inconnu)	—	7.519 1 —
— autres voies..	15.762 10 —	8.407 2 —

C'est toute la question du vagabondage qui se dresse ici ; « car on crie bien à l'assassin et au voleur, dit M. Joly dans la *France criminelle*, p. 21 ; mais on crie surtout au rouleur et au vagabond, parce que c'est là un groupe de délinquants qui se multiplient plus que les autres. »

Parfois, à la suite d'une série plus sensationnelle d'attentats, l'opinion publique s'émeut violemment. L'insécurité des campagnes devient l'objet de toute sa préoccupation. On court sus aux romanichels, à ces camps volants, qui vivent comme en pays conquis, de maraude, de vol, de trafics louches, et qui, très mobiles dans leurs voitures attelées de petits chevaux maigres et nerveux savent en une nuit, franchir la distance qui les mettra à l'abri des poursuites. Ou bien on met en suspicion les isolés, les chemineaux, qui, plus libres encore de leurs mouvements, passent mystérieusement, ne laissant derrière eux que la trace de leurs rapines ou de leurs crimes.

Nos campagnes, si paisibles d'habitude, apparaissent alors comme d'affreux coupe-gorge où l'on n'ose s'aventurer qu'avec mille précautions.

Depuis une dizaine d'années, sous l'influence d'événements de cette sorte, la question du vagabondage a donné lieu à des études nombreuses, et a suscité dans les deux Chambres des débats retentissants qui ont mis en mouvement les pouvoirs publics. Des commissions extraparlimentaires ont publié des rapports intéressants à consulter (1) ; des mesures plus sévères de protection ont été

1. Rapport présenté, en 1908, par M. le sénateur de Marcère. (*Journ. off.*, 20 mars 1908, p. 1940.)

Rapport fait en 1899, par M. le député Cruppi. (*Journ. off.* de 1899, annexe 651, p. 495.)

prises et une réorganisation de la police en province a été commencée tout récemment (1). Mais disons tout de suite qu'on a eu le tort, à notre avis, de pousser trop au noir le tableau de l'insécurité des campagnes. On a généralisé une situation, assez mauvaise, à la vérité, qui ne concerne que quelques régions frontières et surtout certains grands centres où une police encore mal organisée est impuissante, malgré un zèle et un dévouement souvent dignes d'éloges, à refouler la « marée rouge ». La réalité est tout autre, croyons-nous et, ces exceptions mises à part, la situation d'ensemble est meilleure que ne la donnent les statisticiens.

Reconnaissons pourtant que la répression de la mendicité et du vagabondage, car c'est tout un dans l'ordre d'idées où nous nous sommes placé, est un problème qui se pose avec une acuité singulière à une époque où le nombre des désœuvrés augmente dans des proportions effrayantes ; et si, au point de vue social, il est essentiel de battre en brèche cette « école primaire du délit et du crime », il convient non moins impérieusement, de protéger aussi nos paysans isolés contre les attentats, trop nombreux encore, dont ils sont les victimes ; de les prémunir également contre ces petits vols, ces rapines, ces multiples délits ruraux qui blessent cruellement leur amour de la propriété et qui souvent aggravent leur condition déjà précaire ; de restreindre enfin, aux proportions les

Rapport fait en 1909 par M. le député Réville. (*Echo de la Gendarmerie*, 11 juillet 1909.)

1. Décret du 30 décembre 1907. (*Journ. off.* du 24 janvier 1908.)

moins onéreuses, le surcroît d'impôts provenant des secours fournis à ces parasites, lequel est loin d'être quantité négligeable (1).

Que peut-on attendre de la gendarmerie dans cette chasse aux routiers? Elle a peu d'action sur les romani-chels et les camps volants. Quand elle les rencontre, elle trouve toujours en leur possession des papiers d'identité et des autorisations de séjour parfaitement en règle; et elle constate l'exercice d'une profession qu'elle sait servir de couvert à une vie malhonnête sans doute, mais qu'elle ne peut incriminer parce qu'à défaut de flagrant délit, ce semblant de régularité l'arrête et la désarme.

D'autre part, la mobilité extrême avec laquelle se déplacent ces nomades les met toujours hors d'atteinte de la brigade chargée de surveiller la circonscription qu'ils viennent d'exploiter, et même des brigades circonvoisines qui ont pu être averties de leur présence par le télégraphe.

1. M. le Directeur de l'école d'agriculture de Sartilly (Manche) nous a communiqué le tableau suivant qu'il a dressé vers l'année 1900, d'après des moyennes fournies par les dix années précédentes. Le vagabondage prélèverait sur les habitants de l'Avranchin (arrondissement d'Avranches), pays d'élevage et très riche, un impôt annuel de 80.000 francs.

Nombre de fermes donnant asile aux vagabonds	Nombre de fermes recevant en moyenne chaque année :							Nombre annuel de journées de vagabonds	Une nuit d'asile coûte au fermier (soupe)	Chaque vagabond a déjà mendié, en nature ou en argent (journ. moyenne)	Total	
	moins de 100 vagabonds	100	200	300	400	500	plus de 500				par jour et par vagabond	par an
260	65	50	60	40	25	15	5	50.000	fr. 0,15	fr. 1,45	fr. 1,60	fr. 80.000

La gendarmerie se bornait donc, jusqu'en ces derniers temps, quand elle pouvait joindre une de ces bandes, à la refouler vers la frontière, chaque brigade la remettant aux mains de sa voisine. Mais il arrivait que les prescriptions ministérielles confiées à la diligence des préfets (1) n'étaient pas observées avec la même sévérité dans tous les départements, de sorte qu'il se produisait des solutions de continuité dont profitaient les romanichels pour dépis-ter les gendarmes et diriger leur marche vers une région qu'ils savaient plus hospitalière. C'était toujours à recom-mencer.

Des brigades de police mobiles, pouvaient seules pur-ger le territoire de ces camps volants, réceptacles d'indi-vidus vivant en marge de la société ; très souvent recher-chés par la justice, presque toujours munis de faux papiers. Leur création, coïncidant avec une réglementa-tion nouvelle de la délivrance des passeports et de l'exer-cice des professions ambulantes, donnera, nous en som-mes persuadé, des résultats efficaces par des inspections fréquentes, une surveillance ininterrompue, même au cours de déplacements incessants, un contrôle assuré au moyen de fiches signalétiques, etc. ; et, surtout, par la possi-bilité de mener les enquêtes dans leur ensemble et jus-qu'au bout, avec méthode et esprit de suite sans les frag-menter selon les circonscriptions territoriales.

1. Les préfets peuvent prendre certaines mesures contre les vagabonds. Ils ont même le droit, en vertu de la loi du 10 ven-démiaire an IV, non abrogée, de faire détenir les vagabonds ou gens sans aveu qui ne justifient pas de leur identité pendant deux décades. V. Discours de rentrée de M. Pain, substitut du procureur général d'Amiens du 5 novembre 1883.

Le nombre de ces bandes nomades paraît déjà décroître considérablement. Certaines régions du centre n'en voient plus.

Quant aux isolés, les roulottiers exerçant la profession de vanniers ou de marchands de pacotille, les trimardeurs, chemineaux, chanteurs et sans-travail, leur surveillance paraît presque suffisamment assurée par la gendarmerie. La statistique de 1906, qui présente un total de 25.868 arrestations pour vagabondage (11.092 jugées et 14.776 abandonnées) est bien faite pour le montrer ; car c'est la gendarmerie qui procède à presque toutes d'entre elles.

Il résulte, en effet, des renseignements fournis par l'ouvrage précité de M. le chef d'escadron Salesses (p. 46), que les 260 gendarmes du département de l'Oise ont arrêté, pendant les trois années 1897, 1898 et 1899, 2.986 vagabonds (près de 4 par gendarme et par an). « Si ces chiffres étaient pris pour base de calcul, ajoute l'auteur, en admettant un instant qu'il ait été arrêté autant de vagabonds dans les autres départements on arriverait au joli total de 253.010 arrestations » (1).

Par contre, il ressort d'autres renseignements recueillis dans le département des Côtes-du-Nord (p. 64 du même ouvrage) que les 257 gendarmes de ce département n'ont arrêté pendant les années 1901-1902 et 1903, que 858 vagabonds et mendiants (soit un par tête et par an).

D'après nos observations personnelles, relevées dans

1. On voit combien est peu justifiée cette appréciation sévère de M. le procureur général Gensoul : « La gendarmerie tracasse encore quelquefois les trimardeurs en rase campagne. » (Discours précité.)

l'arrondissement d'Avranches (Manche), les 54 gendarmes de cet arrondissement ont capturé au cours de cinq années 1900-1904, 667 vagabonds, soit plus de 3 par tête et par an.

Ces différences assez sensibles proviennent de ce que l'Oise et la Manche sont des départements très riches où les vagabonds mènent une vie facile, tandis que la Bretagne est trop pauvre pour nourrir par surcroît une population flottante.

Quoi qu'il en soit de ces données statistiques, si l'on considère que sur une moyenne de 10 vagabonds interpellés, 1, 2, quelquefois moins, sont dans le cas d'être arrêtés, tant le délit de vagabondage est difficile à établir ! on peut en déduire qu'à l'aide de ce crible immense toujours en action s'effectue un triage des plus favorables à une surveillance efficace, surveillance à laquelle peu de ces vagabonds échappent, et qui doit contribuer à prévenir dans une large proportion très forte les infractions à la loi (1).

Il faut d'ailleurs se rendre compte que les vagabonds sont souvent des paresseux inoffensifs, auxquels on n'a à reprocher qu'une mendicité effrontée où ils paraissent moins demander une grâce qu'exiger une dette, ou bien encore d'insignifiantes rapines ; et il faut observer aussi qu'on leur impute volontiers tous les crimes et les délits dont on ne découvre pas les auteurs.

1. Il a été impossible jusqu'ici de faire un dénombrement exact des vagabonds. En 1895, la gendarmerie en a compté à un jour fixé pour ce recensement, 25.000 ; mais il est certain que beaucoup échappèrent alors à ses investigations. (Rapport de M. Marcère précité.) M. le procureur général Gensoul évalue leur nombre à plus de 100.000.

« Lorsqu'on a voté la loi sur la relégation des récidivistes, dit M. Joly dans la *France criminelle*, le public a cru d'abord qu'il s'agissait d'hommes féroces et résolus, toujours en train de préparer quelque sinistre attentat. Jusqu'ici l'application de cette loi n'atteint que des ramas d'hommes usés, sans énergie et sans ressort, hôtes assidus... ce n'est pas assez dire ! amis de la prison, et devenus incapables de travailler avec suite, en quelque endroit qu'on les conduise. » (P. 21.)

Actuellement, les campagnes ont plutôt à craindre les coups de filet de ces malfaiteurs aux procédés modernes qui emploient volontiers l'automobile, le télégraphe et le téléphone pour tromper la vigilance des agents de l'autorité. Souvent, contre ceux-là la gendarmerie est impuissante. Et, pour ce motif encore, le besoin d'une police plus souple, moins rivée à sa circonscription, plus souterraine, plus occulte, disposant aussi de frais de déplacement convenables..... se faisait sentir. Il faut donc accueillir avec satisfaction la venue de ces brigades régionales dont les moyens d'action répondent mieux aux conditions de lutte contre un adversaire hardi, fin, instruit, qui sait mettre à profit tous les perfectionnements de la science.

Outre ces crimes sensationnels et la question irritante du vagabondage, certains renseignements fournis par la statistique criminelle ont contribué aussi à inquiéter l'opinion publique, et avec plus de raison, semble-t-il, puisqu'on se trouve en présence, cette fois, d'un compte exact, mathématique, et non d'une appréciation souvent influencée par l'émotion qui suit naturellement la décou-

verte de crimes retentissants. Un fait digne de remarque, c'est que le nombre des délits impoursuivis augmente chaque année, malgré un accroissement notable de l'effectif de la police (1); et ce nombre est actuellement si élevé : 406.177 affaires, dont 103.233 abandonnées parce que les auteurs sont restés inconnus (Statistique criminelle de 1906), qu'il semble *a priori* qu'aucun effort ne soit tenté pour assurer une répression plus active et plus énergique, et qu'on ne rencontre chez les agents de la police judiciaire que mollesse ou inertie.

Pour avoir une opinion exacte sur le zèle de ceux de ces agents qui sont chargés de la surveillance des campagnes, où l'action de la gendarmerie est plus immédiate, il serait indispensable de faire le départ des crimes et des délits impoursuivis, commis dans les villes et au dehors. C'est un point que laisse malheureusement dans l'ombre la statistique officielle, et nous le regrettons, car, à défaut de ce renseignement, nous ne pouvons recourir qu'à des appréciations beaucoup moins sûres.

Nous devons, tout d'abord, faire une distinction entre les crimes et les délits.

Les crimes commis dans les campagnes sont relativement peu nombreux : on peut même dire que ceux de sang sont rares. Ceci provient de ce que les véritables criminels y fréquentent peu. On relève quelques attentats aux

1. En 1845 on comptait 14.685 gendarmes, 1.033 commissaires de police, 2.994 agents de police et 34.431 gardes champêtres. On comptait en 1906, 21.014 gendarmes, 1.068 commissaires de police, 17.472 agents et 34.386 gardes champêtres. Statistique criminelle de 1906.

mœurs, un certain nombre d'incendies, les uns allumés par la malveillance d'un voisin haineux, d'autres par le propriétaire lui-même qui, étant endetté, s'est laissé aller au geste libérateur; enfin, des vols qualifiés, principalement à proximité des grands centres. Mais, en résumé, la grande criminalité y est moins développée que dans les villes.

Pour la plupart de ces crimes, sauf lorsqu'il s'agit de ceux commis par des étrangers, et alors les brigades de police mobiles entreront en campagne et viendront appuyer son action, la gendarmerie obtient des résultats suffisants. Il est très rare, en effet, que l'arrestation du coupable ne suive pas de très près la constatation du crime; d'abord, parce que la gendarmerie est tout de suite prévenue, qu'elle accourt sur les lieux et procède sans tarder, aux investigations et aux recherches nécessaires; ensuite, parce que les événements de cette importance incitent les autorités et la population, si réservées d'ordinaire, à lui fournir spontanément une aide sérieuse.

Pour les délits, dont l'énumération est fort courte, tant perpétuellement les mêmes se renouvellent : rixes, vols simples, destruction de plants, roulage, etc., ne suffit-elle pas amplement à les réprimer et s'est-on jamais plaint de son manque d'activité à cet égard?

Le vagabondage lui-même est, nous l'avons vu dans le même cas. Quant au braconnage, si sa répression paraît faible, cela tient plutôt à la mollesse et au nombre infime des gardes particuliers qu'à la négligence de la gendarmerie.

Seulement, à côté des faits qui sollicitent l'attention, com-

bien en est-il d'autres qui laissent le public indifférent : Nous voulons parler de ces mille petits délits de maraude ; vols de récoltes, larcins de fruits, etc., dont les victimes ne se plaignent qu'au moment de la tournée des gendarmes, ou quand elles les rencontrent au marché du chef-lieu, jugeant sans doute que le peu d'importance du préjudice causé ne vaut pas la peine d'un dérangement exprès. Quoi d'étonnant alors à ce que cette connaissance tardive empêche la gendarmerie de relever les indices utiles à la découverte des auteurs ? Ce sont précisément ces délits minimes qui grossissent les statistiques. Il faut remarquer, en outre, que le nombre des délits impoursuivis s'augmente encore de ce fait que les parquets classent habituellement sans suite, dans un but d'économie, presque tous les procès-verbaux constatant des délits légers commis par des nomades ; et, qu'en général, le même sort est réservé à ceux dont les preuves n'ont pas été suffisamment établies à la suite d'une enquête officieuse des plus sommaires.

Ainsi donc, quand on considère la criminalité des campagnes, il est indispensable de laisser une part assez large à ces délits ruraux et de se rassurer sur le caractère peu grave qui y est attaché. Il est fâcheux, nous le répétons, que la statistique criminelle soit muette sur ce point. Car en l'absence de renseignements utiles, on est trop enclin, pensons-nous, à croire qu'elle ne relève que des infractions graves, et que les chiffres qu'elle fournit décèlent la présence au sein de la population, d'une légion de malfaiteurs dangereux. Nous sommes loin de compte, heureusement !

Notre pensée, bien entendu, n'est pas de négliger ces rapines. Nous croyons, au contraire, qu'on doit s'efforcer de faire mieux respecter la propriété(1) ; et on peut être assuré que la gendarmerie y emploie tout son zèle, mais il n'était pas inutile de s'arrêter un moment sur leur peu d'importance aux yeux mêmes des victimes insouciantes, pour montrer sous leur véritable aspect les résultats satisfaisants, en somme, obtenus par les agents chargés de la police des campagnes.

1. « Le premier vœu de la loi, dit Treillard, est que toute infraction soit connue, soit poursuivie, soit jugée. »

CHAPITRE II

Comment doit être organisée la police des campagnes

Après cet exposé de la situation criminelle des campagnes où nous avons trouvé en présence, défenseurs de la société et malfaiteurs cherchant à l'exploiter, il n'est pas sans intérêt de nous demander comment doit être organisée la police future de ces campagnes pour répondre aux changements survenus dans les mœurs des criminels modernes. Ceux-ci forment deux catégories : l'une, composée de romanichels, nomades de toutes sortes, et bandits de haut vol, constitue le fond de la grande criminalité ; l'autre, avec les domiciliés est beaucoup moins dangereuse, le criminel local n'étant qu'un accident. Les conditions de surveillance sont complètement différentes selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre de ces catégories, et elles exigent pour obtenir un bon résultat, l'emploi simultané de deux services, l'un mobile et l'autre sédentaire.

Cette situation constatée depuis plusieurs années et même exposée dans des études particulières, n'avait cependant pas attiré l'attention des pouvoirs publics ; ceux-ci ne songeaient point à moderniser une organisation vieille de plus d'un siècle et qui était restée comme figée dans ses moyens tra-

ditionnels. Il convenait d'instituer un corps d'agents moins en vue, instruits, adroits, perspicaces, spécialisés dans leur service, très mobiles surtout et capables, enfin, de découvrir les milliers de malfaiteurs ambulants qui sont toujours en action. C'est seulement le décret du 30 décembre 1907 (1) qui complète le mécanisme de la police judiciaire par l'organe indispensable à son fonctionnement régulier.

« En procédant à une telle innovation, dit le ministre de l'Intérieur dans une circulaire aux préfets, le gouvernement a eu pour but unique de doter notre pays d'un organisme devenu indispensable de préservation sociale. Il a voulu faire rechercher et poursuivre par des agents expérimentés, se déplaçant rapidement, investis d'une compétence étendue, les malfaiteurs de toutes catégories, auxquels l'extension et le perfectionnement des moyens de communication offrent de jour en jour des facilités plus grandes d'évasion et que trop souvent ne peuvent atteindre les polices locales, indépendantes les uns des autres, sans contact de commune à commune, enfermés dans d'étroites et infranchissables juridictions.

« Etablir entre ces polices le lien qui leur manque, continuer et prolonger leur action sur tout le territoire, et aussi remplacer à l'occasion, celles qui font défaut en de nom-

1. Ce décret institue 12 brigades régionales de police mobile. Chacune d'elle est placée sous les ordres d'un commissaire divisionnaire. Sont répartis entre les 12 brigades, selon les besoins du service, 36 commissaires et 120 inspecteurs. Ces commissaires sont officiers de police judiciaire auxiliaires des procureurs de la République.

breux endroits, voilà l'objet primordial de la récente création ».

Et la circulaire du garde des Sceaux du 4 avril 1908 (1), fixe de cette manière les attributions et le service du personnel de ces brigades :

« L'exercice des attributions qui appartiennent ainsi en propre aux commissaires de police mobile, ouvre un vaste champ à leur activité et doit particulièrement contribuer à assurer la sécurité des biens et des personnes.

Sans instructions préalables, de leur propre mouvement, en suivant les avis ou les indications qu'ils auront recueillies auprès des représentants de l'autorité administrative ou de toutes autres personnes, ils se rendront inopinément dans les localités de leur circonscription où doivent se produire de grands rassemblements de population, à l'occasion, notamment, des foires, des marchés, des fêtes, cérémonies ou réjouissances publiques, des pèlerinages ; leur présence sera, en effet, des plus utiles dans ces rassemblements, qu'attirent les professionnels du vol sous toutes ses formes et des nomades pratiquant, les uns la mendicité, les autres des escroqueries diverses, en exploitant, souvent avec des appareils truqués, des jeux illicites.

Ils exerceront une surveillance active sur les vagabonds, les romanichels, circulant isolément ou en groupes.

Il leur incombera également, au cours de leurs déplacements, de rechercher et de constater les infractions de toute nature qui se commettent dans les gares ou trains de voyageurs.

1. Circulaire du 4 avril 1908. (*Mémorial de la gend.*, 1908, p. 277 et 273.)

Ils disposeront en vue de l'accomplissement de leur mission des moyens de transport et de correspondance les plus rapides. »

La gendarmerie ne joue donc plus, dans l'organisation nouvelle, que le rôle modeste de police locale des campagnes.

Son utilité en est-elle diminuée ? Nullement. Le fondement nécessaire de cette organisation ne réside-t-il pas dans l'existence d'une bonne police locale, et la gendarmerie ne remplit-elle pas, sans conteste, cette condition essentielle ?

On peut affirmer qu'elle tire tous ses avantages précisément de sa position au sein de la population dont elle partage la vie. La psychologie de celle-ci, ses qualités et ses tares ne peuvent, dans ce contact intime et permanent, échapper à sa perspicacité toujours en éveil ; et, le cas échéant, elle met à profit le résultat de ses observations. Qu'un fait délictueux parvienne à sa connaissance, elle sait tout de suite sur quels mauvais sujets porteront ses soupçons, et cette limitation dans des recherches souvent délicates, contribue beaucoup à assurer une répression rapide et certaine. Elle surveille aussi très bien les étrangers. Mais, ce qui contribue plus encore à faire apprécier ses services, c'est la confiance qu'elle inspire à ceux qui l'entourent. On dit tout au gendarme, à ce voisin officiel qui sait, par sa droiture, écarter la prévention défavorable que pourrait faire naître l'exercice de fonctions répressives. Il obtient ainsi, en cas de délits difficiles à découvrir, comme les incendies volontaires, le faux

témoignage, etc., des renseignements précieux qu'un agent civil rechercherait en vain. Car le mot police produit un effet singulier sur la mentalité populaire ; et, aux questions les plus innocentes en apparence, posées par un inconnu, c'est la prudence qui répond ; c'est-à-dire une sorte de silence parlé qui tâche de concilier la politesse et la défiance. Pour cette raison donc, la gendarmerie constitue un auxiliaire de premier ordre dans les enquêtes préliminaires. Si l'on observe maintenant que sa répartition sur le territoire, qu'elle embrasse comme le ferait un réseau aux mailles serrées, est des plus favorables aux recherches et aux constatations de la première heure, c'est-à-dire les plus fructueuses, on se rendra compte également des services immenses qu'elle est à même de rendre à ce point de vue.

Ainsi donc, c'est un rôle utile encore et très important même, qu'est appelée à jouer dans l'avenir la gendarmerie. Loin d'être reléguée au second plan, comme on l'a parfois pensé, elle continuera à être l'élite agissante des agents chargés de la police des campagnes. On s'est trop exagéré, à notre sens, l'importance des services qu'on doit attendre des brigades de police mobile, et il est à prévoir que ce n'est même que très exceptionnellement que celle-ci auront l'occasion d'y intervenir. Leur sagacité s'exercera bien plutôt dans les villes de province, où une police moins bien organisée lutte à armes inégales contre des malfaiteurs dangereux. Mais, quant à la suite de crimes sensationnels, ou de délits importants commis principalement par des étrangers, ces brigades seront appe-

lées à opérer dans les campagnes. elles trouveront dans la gendarmerie une aide dévouée, indispensable et sûre.

Ainsi, par cette action simultanée des deux services de police, par le mutuel appui qu'ils se prêteront en toute circonstance, on peut espérer donner à ce problème tant discuté de l'insécurité des campagnes, mais qui est loin d'être aussi inquiétant qu'on l'a dit, une solution convenable dans un avenir prochain.

Toutefois une observation, ici, s'impose. Remarquons bien que l'efficacité de la loi pénale ne dépend pas uniquement des moyens de recherche dont disposent les représentants de la force publique. Sans doute, la certitude du châtement est la condition essentielle de l'effet exemplaire de la peine, mais encore faut-il que cette peine ne soit pas en complète disproportion avec la faute commise. Or, il est indéniable que la répression a été éternée par la sentimentalité parfois excessive dont se sont inspirés les juges depuis quelques années, et, en matière pénale, comme en toute autre, la fermeté sert mieux l'intérêt général que la faiblesse.

De ce côté, aussi, il y aurait beaucoup à faire.

CHAPITRE III

Des critiques auxquelles a donné lieu le service de la gendarmerie

Les gendarmes, c'est un fait d'observation généralement reconnu, apportent en toute mission qui leur est confiée, un zèle, une ponctualité, un dévouement inlassable. On apprécie surtout leur impartialité. Et, lorsqu'il s'agit de mener une enquête délicate, de recueillir un renseignement sûr, c'est à eux tout de suite qu'on pense, parce que seuls, dit-on, parmi tant d'agents, quelquefois plus qualifiés, mais moins indépendants, ils inspirent confiance.

Il devait advenir de cet emploi presque exclusif de la gendarmerie, — chaque autorité usant jusqu'à l'extrême limite des pouvoirs qui lui sont conférés pour la mettre en mouvement, — et malgré une bonne volonté à toute épreuve, une certaine gêne dans l'exécution de son service. On lui reprochait de laisser parfois en souffrance quelques-unes de ses obligations essentielles. De là sont nées, de la part des autorités judiciaires, des réclamations, des protestations même contre les exigences de leurs voisins, exigences qu'elles dénonçaient comme abusives. Ces critiques redoublèrent, au cours de ses dernières années, lorsqu'il fut question de réorganiser la police en province. La revue

des troupes de cette police décéla de telles défections, qu'on chercha divers expédients pour combler les vides qui en résultaient.

On ne pouvait penser à remettre en service les rouages rouillés d'un organisme que les mœurs nouvelles étaient accoutumées à voir fonctionner en cet état. On tourna presque uniquement ses vues vers une utilisation mieux entendue de la gendarmerie et, dans ce but, l'on s'en prit à l'insuffisance numérique de son effectif et au temps limité qu'elle consacre à l'accomplissement de ses attributions judiciaires.

L'insuffisance de l'effectif de la gendarmerie apparaît, en effet, dans certaines circonstances exceptionnelles et nous aurons l'occasion de revenir bientôt sur cette question. Pour le moment, examinons le second point qui a trait aux attributions de cette arme.

Nous avons vu qu'elle remplit une mission complexe. La loi du 28 germinal an VI (art. 125) y fait entrer la police judiciaire, administrative et militaire du pays ; et il faut remarquer qu'elle est assujettie, en outre, en sa qualité même de corps militaire, à l'observation de certains devoirs particuliers. A les considérer superficiellement, on peut leur reprocher de dérober aux fonctions essentielles une partie du temps qui revient entièrement à celles-ci. De là, à songer à dépouiller la gendarmerie de son caractère militaire, il n'y avait qu'un pas, et on l'a franchi en mettant en question l'utilité du régime mixte.

I. — *Du régime mixte*

A quoi bon, a-t-on dit, conserver ce régime mixte ? Dans le principe, quand on a institué la maréchaussée, il pouvait être utile de confier à des militaires une répression difficile et dangereuse que n'osaient entreprendre les forces de police civiles ; et, plus près de nous, quand la Révolution remuant la société jusqu'en ses bas-fonds, fit monter à la surface une lie d'où sortirent les brigands et les chauffeurs, on comprend encore qu'un soldat fût seul capable, par une action vigoureuse et énergique, de forcer ces malfaiteurs au respect des lois. Mais, à présent que le calme règne en tous lieux, que la France, paisible, a perdu jusqu'au souvenir de ces calamités inséparables des déchirements politiques, pourquoi continuer l'usage d'une répression à main armée, simple expédient imposé autrefois par les circonstances ?

« Le gendarme, ajoute M. Leblanc, ne nous apparaît plus guère que l'arme au pied, comme le protecteur tranquille des individus et des propriétés, une sorte de garde champêtre plus correct, à cheval et en uniforme, le gardien de la paix des campagnes.

« Pourquoi donc ne pas l'assimiler au gardien de la paix des villes ? Sa mission est-elle autre ? L'un veille à la sûreté de la rue, l'autre à la sûreté de la route... ; pourquoi donc l'un dépend-il de la sûreté générale et l'autre du ministre de la Guerre ? »

Et l'on a fait en outre observer qu'en détachant la gen-

darmerie du ministre de la Guerre pour l'annexer à celui de l'Intérieur, on assurait par là l'unité de la police, condition absolument indispensable, pensait on, à un fonctionnement convenable de la machine judiciaire.

La question du régime mixte n'est pas neuve, elle préoccupait déjà les esprits en 1852, on voulait alors placer la gendarmerie sous la dépendance exclusive du nouveau ministre de la police. Il est curieux de relire le rapport défavorable que présenta à cette occasion le colonel Trochu, directeur adjoint du personnel, au ministre de la Guerre d'alors, le maréchal de Saint-Arnauld :

« Serions-nous fatalement condamnés en France, écrit le colonel, à ne jamais bénéficier des expériences que nos devanciers ont faites... les résultats en seraient désastreux pour l'Empire et pour le pays.

1° Elle désorganiserait un grand corps dont l'autorité morale, aujourd'hui incontestée, est due tout entière à ce qu'il se présente à la nation comme une émanation de l'armée, choisie dans son élite ; à ce qu'il en fait expressément partie ; à ce qu'il en a les principes, les règles, les traditions ; à ce qu'il est à l'intérieur, quand elle passe la frontière, sa plus sûre et précieuse réserve ;

2° « Elle détruirait au profit des intérêts passagers, peut-être mal entendus, de la politique en l'abaissant et la déconsidérant, une grande institution qui est la sauvegarde des intérêts permanents de la société (1). »

Les mêmes raisons militent encore aujourd'hui en fa-

1. Cité par Le Maître. *Historique de la gendarmerie*, p. 169.

veur de son maintien dans l'armée. On peut répéter qu'elle tire toute sa valeur de son caractère militaire qui la place à l'écart de l'influence dissolvante de la politique ; de sa forte discipline (chose essentiellement militaire), si nécessaire à un corps disséminé sur le territoire par petits groupes ; de son uniforme même, qui permet de la voir agir ouvertement, au grand jour, sous les yeux mêmes de ceux qu'elle protège.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que cette qualité lui permet de satisfaire à de nombreuses obligations spéciales, qui ont aussi leur importance. Peut-on oublier les manifestations, les émeutes et les grèves, si fréquentes en ces temps d'énervement où les moindres conflits déchainent la violence des partis en présence. Ne la trouve-t-on pas alors au premier rang des défenseurs de l'ordre ? Et, à la guerre, ne sait-on pas la tâche écrasante qu'elle assume en veillant à la police des pays occupés, à celle des convois et des prisonniers : Est-il besoin de rappeler, en outre, l'aide précieuse qu'elle apporta plus d'une fois sur les champs de bataille aux troupes de lignes ? Les faits s'offrent en foule. Qui n'a pas présents à la mémoire les exploits merveilleux de la Légion d'Espa-

Dans une circulaire adressée aux chefs de légion sur leurs rapports avec le ministre de la police, le ministre de la Guerre s'exprimait ainsi à la date du 9 avril 1852 : « ... Il ne faut pas perdre de vue que la gendarmerie est une sorte de magistrature armée, qui ne peut remplir utilement son mandat que si elle est entourée de l'estime et même du respect des populations. Dès le jour où elle serait employée comme auxiliaire d'une police occulte, elle perdrait toute sa force morale et l'influence qu'elle exerce à juste titre dans le pays tout entier. Il importe donc de ne pas l'engager dans cette mauvaise voie... »

Mémorial de la gendarmerie, 1852, p. 433.

gne ; et, plus près de nous, aux heures malheureuses où la France meurtrie luttait désespérément contre l'étranger envahisseur, comment refuser un souvenir reconnaissant aux régiments de gendarmerie dont la belle conduite, à l'armée de la Loire ou ailleurs, attira plus d'une fois l'attention du chef du Pouvoir exécutif !

Aussi, pénétrés de ces avantages, tous les bons esprits sont ils aujourd'hui opposés à ce changement : et la question qui s'était ouverte uniquement pour des motifs de bien public, paraît définitivement abandonnée.

Il en est de même de celle relative au port de l'habit civil, que des magistrats ont quelquefois préconisé en vue de certains services de surveillance ou d'opérations d'information. Toute considération, toute estime se détournerait vite de ces militaires qui devraient recourir « au mensonge du déguisement » et à l'emploi de moyens « qu'on n'aime pas » pour rechercher les délinquants ; et le paysan, par nature déjà si méfiant, ne se confierait plus à des êtres mystérieux dont il fuirait le contact.

L'uniforme, au contraire, lui inspire confiance, l'apparition du képi bleu au galon blanc est à ses yeux un signe de paix, une garantie de la tranquillité ; il en connaît la vertu tutélaire, et il sait aussi la crainte qu'elle cause aux malfaiteurs.

D'aucuns, dans ce pays où l'on aime tant le panache, regrettent même que ce soldat de la loi, qui la représente et la fait respecter, ait quitté son bicorne imposant et son baudrier jaune ; et ils n'ont pas vu disparaître sans mélancolie, ces attributs qui complétaient harmonieusement une

physionomie si familière et si sympathique aux voyageurs de nos grandes routes.

La gendarmerie doit donc conserver son uniforme et son organisation traditionnelle. Force militaire placée à côté des autorités civiles pour exécuter leurs réquisitions, cette situation particulière lui permet de remplir sans conflits une mission délicate et de rendre au pays des services considérables.

Soumise à une dépendance plus étroite à l'égard d'un ministère civil (1), de celui de la justice, par exemple, comme on l'a parfois désiré, elle apporterait un concours plus actif peut être à la police judiciaire ; mais que d'inconvénients résulteraient de cet avantage problématique ; et que d'autres services (il s'agit de la défense nationale !) devraient être délaissés par elle et confiés à des soins moins attentifs et moins discrets !

Mais s'il est indispensable de conserver à la gendarmerie son caractère militaire, c'est à la condition toutefois que les obligations qui en découlent ne sauraient préjudicier à l'accomplissement de ses autres obligations essentielles de nature civile. Créée, en effet, spécialement en vue de cette mission, elle doit lui réserver dans l'emploi de son temps, la part prédominante qui légalement lui revient (2).

1. La gendarmerie allemande est un corps d'agents civils qui fonctionna sous l'autorité de la magistrature (V. *Service de la Gend. allemande*: But général. Traduit par lieutenant Austett. 1894).

Cette gendarmerie fait aussi de la police politique (surtout en Alsace-Lorraine), et elle aurait peu de chance de rencontrer en France la même autorité morale que celles dont jouit notre gendarmerie. (V. *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 733.)

2. « *Le militaire n'est qu'un accessoire qui ne doit pas faire*

Or, cette part a été trouvée insuffisante, et il s'est élevé à ce sujet des critiques assez vives qu'il convient de ramener à leurs proportions véritables, par une étude approfondie de la question.

C'est un fait très réel que l'esprit des règlements avait autrefois poussé à une « militarisation » intensive de la gendarmerie. Dès 1850, une campagne avait été menée par la presse militaire en vue de faire admettre le principe que la « gendarmerie doit être militaire d'abord, magistrale ensuite » (*Journal de la gendarmerie*), 1850, p. 153) ; et le décret du 1^{er} mars 1854 avait été conçu sous l'influence de cette préoccupation.

Pourquoi cette orientation nouvelle ? C'est qu'il était alors de la plus haute importance de conjurer un état de choses déplorable que les dispositions trop élastiques de l'ordonnance du 29 octobre 1820 avait permis de s'établir en laissant aux autorités civiles une latitude trop grande pour disposer de la gendarmerie. Forcément, des exigences abusives étaient apparues, particulièrement du fait des préfets qui avaient cru, trouver en elle l'agent dévoué d'une administration inquisitoriale. Avec les « missions occultes », elle était devenue plus politique que militaire : et, pour cette raison, elle avait considérablement baissé dans l'esprit de la population. On lui reprochait d'avoir « compromis dans des œuvres basses, sa dignité, son haut, renom de bravoure et d'honneur » (1).

oublier le principal », disait en 1777, le ministre Maurepas. Fonds Sevin. Archives départ. de Seine-et-Oise. Cité par Lèques, p. 91.

1. Leblanc, *op. cit.* On trouvera dans cet ouvrage quelques

Cette déconsidération avait mis le corps en souffrance ; son recrutement était devenu pénible et ne donnait que des sujets médiocres ; et, par répercussion, la discipline s'y était singulièrement relâchée. Sans un remède énergique, c'était à brève échéance la ruine de l'institution elle-même. On crut le trouver dans une observance plus rigoureuse des devoirs militaires. La réforme demanda un demi-siècle, tant le mal était grand. Les procédés de réaction dépassent souvent les limites raisonnables. Ceux employés à la rénovation de la gendarmerie ont-ils suivi la loi générale ; et, dans l'affirmative, doit-on le regretter en présence des résultats obtenus ? De cette métamorphose, en effet, est sortie une troupe plus disciplinée, plus solide, instruite et loyale, douée d'une haute moralité, indépendante et impartiale, estimée enfin et respectée.

Il y a lieu de s'en féliciter, au contraire, car on ne peut nier que cette perfection de qualités contribua puissamment à soutenir la gendarmerie dans le rôle si délicat, si difficile et parfois si périlleux de gardienne de l'ordre qui lui échut, depuis, à l'occasion de conflits économiques sans nombre et de crises politiques très graves.

Et, si nous passons ensuite à son rôle d'agent de la

fragments de rapports politiques émanant d'officiers de gendarmerie.

Dans son rapport précité, le colonel Trochu rappelle aussi « la situation d'impopularité dans laquelle est tombée la gendarmerie, toutes les fois que, sortant de son rôle respectable d'auxiliaire de la justice et de la police générale pour l'exécution des lois et pour le maintien de l'ordre public, elle est devenue directement ou indirectement dépendante ».

police judiciaire, et que, pour nous renseigner, nous interrogeons la statistique, celle-ci, également, nous fournit une réponse satisfaisante.

Elle nous fait connaître que loin d'entraver la gendarmerie dans l'accomplissement de ses obligations légales, ces soins plus attentifs donnés à l'instruction militaire ont contribué, au contraire, à lui faciliter sa tâche. Ces résultats meilleurs qu'elle a obtenus en témoignent. Les voici, d'après le rapport de 1906 (*Journal officiel* du 8 juin 1907, p. 367) : « Ce nombre moyen annuel des procès-verbaux transmis au ministère public par les gendarmes s'est élevé de 56.537, en 1841-1845, à 189.903, en 1876-1880 et à 259.931 en 1906. » En tenant compte des effectifs différents dont le détail figure dans la statistique au-dessus de ces résultats, la proportion est donc, par gendarme de : 3 procès-verbaux pour la première période ; de 9 pour la seconde et de 12 pour la troisième.

Comment ne pas voir dans cette progression rapide les heureux effets de cette remise en main de la force militaire qu'est la gendarmerie ; et comment n'y pas trouver la preuve tangible qu'on s'est abusé souvent sur le temps « perdu » par elle à des occupations d'ordre purement militaire ?

On pourrait, il est vrai, nous faire l'objection suivante. Cette augmentation sensible du nombre des procès-verbaux dressés par la gendarmerie prouve aussi un accroissement notable de la criminalité ; et, il en résulte, — là est le point essentiel, — que loin de seconder une représ-

sion plus énergique l'action préventive de la gendarmerie a, dans le même temps, faibli.

La réponse est facile. Ce n'est point au manque de zèle de la gendarmerie qu'il faut attribuer cet état de choses critique et menaçant, c'est, pour une part, à l'insuffisance de son effectif, souvent réduit par des prélèvements opérés à l'occasion des grèves, et pour beaucoup à d'autres facteurs autrement importants. Nous indiquerons l'affaissement de l'autorité des maires et des agents civils de la police ; le faux sentimentalisme des tribunaux à l'égard des délinquants ; les difficultés de plus en plus grandes éprouvées dans la lutte pour la vie ; et, peut-être par-dessus tout, l'effet de ce vent d'indépendance qui souffle sur les générations nouvelles et leur enlève le goût du travail. Notre opinion reste donc entière, croyons-nous. Mais, pour en revenir à l'orientation nouvelle donnée à la gendarmerie, on pouvait toutefois, alors que le but auquel on avait aspiré si longtemps était définitivement atteint, tourner ses crus vers une utilisation de cette arme plus conforme au principe de son institution, et relâcher dans une juste mesure, la pratique de ses devoirs militaires.

Ce fut l'objet du nouveau décret du 20 mai 1903 complété par de nombreuses instructions plus récentes. Les rédacteurs se sont inspirés souvent des critiques formulées antérieurement, principalement par les autorités judiciaires. L'avenir nous apprendra si cette réglementation nouvelle donne les résultats attendus. Ce qu'on peut dire pour le moment, c'est qu'ils paraissent se présenter sous

un jour favorable. En vertu de ces dispositions, un temps bien plus considérable est accordé à la police administrative et judiciaire. C'est ainsi que les communes et leurs dépendances doivent être visitées au moins trois fois par mois, deux fois de jour et une de nuit, et même plus fréquemment pour les brigades pourvues de bicyclettes dont l'emploi a été sérieusement encouragé. C'est ainsi encore que le nombre des revues des officiers a été légèrement diminué et que certaines mesures ont été prises en vue de consacrer le moins de temps possible à leur préparation (art. 159 et suiv. du décret du 14 octobre 1905. *B. O. E. M.* vol. LX, modifiés par décret du 29 mars 1909). En outre, le règlement d'exercices (15 mars 1905) a été allégé par la suppression d'un grand nombre de mouvements non indispensables etc.

Mais il était impossible d'aller plus loin dans le sens de ces réformes ; et l'on ne pouvait réduire encore, ou même supprimer, comme on l'a quelquefois désiré, les revues et exercices, les théories et quelques prescriptions d'ordre intérieur.

Ces revues ont une utilité incontestable. Toutes les administrations ont des inspecteurs de service et il serait irrationnel que la gendarmerie en fut dépourvue. Comment se rendre compte, en leur absence, du zèle apporté par chacun à l'accomplissement de ses devoirs ; comment récompenser les plus méritants, faire un choix parmi les postulants aux fonctions si délicates de chef de brigade, traiter les diverses questions qui touchent aux relations avec les autorités, au casernement, etc... ; s'assurer enfin

que la préparation au service spécial est sagement conduite.

Remarquons d'ailleurs qu'il n'est plus question que de quatre revues par an, que ces revues n'entravent nullement les services urgents, et que d'après les instructions ministérielles les plus récentes, les brigades en sont seulement prévenues la veille, ce qui ne permet de consacrer à leur préparation que le temps minimum.

Ces exercices militaires sont tout aussi nécessaires que les revues. Ils entretiennent les hommes dans la pratique du cheval et des armes, leur conservent ce cachet et cette attitude correcte qui accroissent leur prestige, et contribuent à les maintenir dans une exacte discipline.

Ces qualités sont absolument indispensables à des hommes très souvent détachés sur certains points du territoire pour le maintien de l'ordre et, en tout cas, susceptibles d'être mobilisés pour faire campagne. C'est un résultat obtenu à bon compte si l'on songe qu'on n'y emploie qu'une heure en moyenne par semaine, et encore pendant dix mois, au plus, par an.

Quant aux théories, faites pour une faible part sur les prescriptions d'ordre intérieur ou d'ordre militaire, et, plus généralement sur les réglementations diverses qui sont le fond de l'instruction professionnelle, il n'est pas exagéré, non plus, de leur accorder une heure par jour.

Ces prescriptions d'ordre intérieur sont très utiles à rappeler de temps à autre, car elles touchent à la discipline, à la tenue, à l'hygiène, etc. ; et, dans une arme disséminée par petits groupes où l'action des officiers ne peut s'exercer que par intermittence, quel moyen plus sûr

de maintenir chacun dans le cercle de ses obligations, d'empêcher les actes arbitraires des gradés inférieurs ou d'appuyer au besoin leur autorité.

Qui peut nier aussi l'utilité d'entretenir et de perfectionner l'instruction professionnelle?

En présence d'attributions si complexes, si étendues et d'apparence si vaguement délimitées, suffit-il de laisser à la pratique des devoirs journaliers le soin de former les jeunes gendarmes, de s'en remettre, pour cette éducation délicate, au contact et à l'exemple de leurs anciens déjà rompus au métier ? C'est un enseignement excellent, mais très incomplet. Les principes qui règlent la police judiciaire s'appliquent à des objets si divers que la plus longue pratique ne suffirait pas à les faire connaître tous. Il est donc indispensable que le gendarme qui peut se trouver journellement en face de cas nouveaux, imprévus, puise dans les connaissances théoriques qu'il a acquises précédemment, les ressources nécessaires pour agir alors sans hésitation avec rectitude et dans la mesure convenable. Cette conduite l'empêchera de compromettre, par un zèle intempestif ou une inaction coupable, la confiance que placent en lui les pouvoirs publics, et elle conservera à l'arme tout entière, l'estime et le respect qui entourent une institution prudente et sage, ne connaissant ni les actes arbitraires ni les excès du pouvoir.

On peut donc dire que ces théories profitent plus qu'elles ne nuisent à la police judiciaire. Des exemptions très largement accordées sont d'ailleurs réservées aux gendarmes suffisamment instruits (art. 153 du décret du 14 octobre 1905).

Au sujet des prescriptions d'ordre intérieur, on s'est quelquefois arrêté complaisamment sur les nombreuses expéditions des procès-verbaux que dressent les gendarmes. Ici encore il faut faire la part des exagérations. Presque tous les procès-verbaux ne sont établis qu'en double expédition (art. 298 du décret du 20 mai 1903), dont l'une est adressée à l'autorité compétente et l'autre reste à la brigade. Outre cet avantage de conserver trace aux archives des constatations faites, ce qui peut, le cas échéant, éclairer le personnel sur les antécédents de certains individus et appeler sur ceux-ci une surveillance plus étroite (1), il y a lieu de remarquer, et ceci a généralement échappé aux auteurs qui ont critiqué cette pratique (2), que cette même expédition est soumise au double contrôle du commandant d'arrondissement et du commandant de compagnie (art. 298 précité, 1^{er} alinéa); c'est même une des raisons sur lesquelles on s'est basé pour dispenser ces procès-verbaux de la formalité de l'affirmation. « L'exposé des motifs, dit le rapporteur de la loi du 17 juillet 1856 (*Mémoires de la gendarmerie*, de 1856, p. 598), fait remarquer d'ailleurs que, d'après les règlements disciplinaires, les gendarmes sont tenus d'envoyer immédiatement les pro-

1. Cet excellent moyen de faciliter la surveillance n'avait pas été négligé par le législateur de l'Assemblée constituante qui avait prescrit aux maires la tenue d'un registre des « gens suspects, mal intentionnés ou sans aveu ». (L. du 22 juillet 1791, art. 3.)

2. « Je sais, dit M. le procureur Gensoul, que les officiers de gendarmerie tiennent essentiellement à cette paperasse, mais j'ai quand même de la peine à en comprendre la nécessité, et je ne vois là qu'une perte de temps considérable au détriment de la sécurité publique. »

cès-verbaux à leur chef, au contrôle desquels ils sont soumis ; ce qui est une garantie de plus de leur régularité et de leur exactitude. »

Ce contrôle permet aussi à ces officiers de prendre connaissance des services fournis par leurs subordonnés, de les aider de leurs conseils, de redresser leurs erreurs, de réprimer parfois leurs négligences... ; de leur montrer toujours pour chaque cas concret la ligne de conduite que conseillaient la réflexion et l'expérience. Qu'on jette un coup d'œil sur ces observations marginales des procès-verbaux et l'on se rendra mieux compte que loin d'imposer un travail inutile, cette mesure contribue puissamment, au contraire, à guider les gendarmes non encore formés, dans une voie qui n'est pas toujours facile à discerner, et qu'elle tourne ainsi, par un enseignement continu et essentiellement pratique, au plus grand bien de la police judiciaire.

Ajoutons que grâce à des perfectionnements récents, comme l'envoi de signalements imprimés, les gendarmes n'ont plus qu'à rédiger leurs procès verbaux, et que les chefs de brigade ont été déchargés aussi, par certaines simplifications apportées dans leurs écritures, d'une bonne partie de leur correspondance.

En résumé, les occupations d'ordre intérieur ou d'ordre exclusivement militaire, qui sont indispensables à la perfection des qualités essentielles du gendarme, n'apportent au service « spécial » qu'une gêne peu sensible. On n'y consacre que le temps laissé disponible par ce service

auquel on accorde la priorité, en toutes circonstances, même sur les revues des officiers.

Nous avons réservé jusqu'à ce moment l'examen de critiques très vives qui se sont élevées au sujet du service fourni par les officiers. Il ne s'agit plus des fonctions exceptionnelles qu'ils exercent, dans certains cas déterminés, en qualité d'auxiliaires du Procureur de la République, mais bien du rôle qu'ils devraient jouer dans le « service ordinaire des brigades », comme dit le règlement.

On a fait remarquer que loin de prêcher d'exemple par une participation active au service de surveillance des campagnes (battues de vagabonds, etc...), ils se refusent généralement à remplir cette partie si importante de leurs fonctions essentielles. « Ils oublient, dit M. le procureur général Gensoul, qu'ils sont avant toutes choses, officiers de police judiciaire, qu'ils ont été créés pour cela... ». Et M. l'avocat général Drioux ajoute, en visant cette fois leur aptitude à ce service : « Ils ont tout à apprendre en fait de police judiciaire, ils doivent entrer dans leurs fonctions avec des tendances professionnelles toutes différentes de celles qu'ils ont eues jusqu'à présent. »

Ces critiques sont bien peu fondées. D'abord, l'opinion de M. Procureur général Gensoul contient une exagération évidente. L'officier de gendarmerie n'est pas avant tout officier de police judiciaire ; sa qualité d'agent de la police administrative ne peut, de par son importance, être ainsi reléguée au second plan sans fausser les principes qui régissent le service complexe de la gendarmerie ; et il est, en outre, chargé d'attributions militaires étendues. Cet officier ne peut donc être soumis à des tournées régulières

sans nuire au bien général du service. Mais il paraît à la tête de ses brigades chaque fois que plusieurs de celles-ci sont réunies pour « un service de ville ou de campagnes » (art. 214, déc. du 20 mai 1903). Il en est ainsi, notamment, lorsque des troubles sont à craindre ou que des bandes nomades paraissent dans sa circonscription. Pour les isolés, point n'est besoin de ce déploiement de forces. Ce serait occasionner beaucoup de fatigues et de frais pour obtenir un rendement peu différent de celui fourni par le service ordinaire. Deux gendarmes de chaque poste fouillent chaque jour un secteur de leur territoire, et les fractions ainsi en mouvement, communiquent les unes avec les autres, au cas de besoin. Cet effectif considérable si l'on envisage l'ensemble du service, fait la chasse aux vagabonds dans des conditions tout à fait satisfaisantes.

Ce rôle de l'officier prend, au contraire, une utilité incontestable et ici nous abordons le second point, celui qui vise les aptitudes, si nous considérons les services qu'il rend comme surveillant des brigades, on peut dire que c'est grâce à son zèle, à ses connaissances étendues, à son esprit critique toujours en éveil, aux conseils éclairés qu'il ne cesse de donner, que sont obtenus ces résultats dont la statistique accuse un relèvement graduel depuis cinquante ans. C'est lui qui forme ces chefs de brigade et ces gendarmes disciplinés, respectueux, polis, sages, prudents, parfaitement instruits de leurs devoirs professionnels, que le public estime et que les autorités couvrent d'éloges, agents si précieux que jamais aucune réclamation ne s'élève contre leur conduite ou contre leurs fautes professionnelles.

On se rend trop peu compte de l'importance de cette tâche imposée à l'officier. Le jeune gendarme arrive généralement avec une instruction des plus rudimentaires et sans aucune connaissance des obligations si délicates qui lui incomberont dans son nouveau service. On lui a enseigné au régiment la ponctualité, la bonne tenue, l'obéissance hiérarchique ; le sentiment du devoir. C'est beaucoup et c'est peu. Il y manque cette haute moralité, cette expérience, cette attention exempte de défaillance, cette prudence et cet esprit professionnel spécial, toutes qualités qui ne s'acquièrent qu'à la suite d'un enseignement long et pénible occupant plusieurs années. Le contact des anciens, l'exemple donné par le chef de brigade en toute occasion, sont à la vérité dans cette éducation intellectuelle et morale, des aides sérieuses mais bien insuffisantes encore. L'officier y consacre un temps qui serait certainement moins bien employé s'il courait les champs à la recherche d'introuvables vagabonds. Il lui accorde tous les moments que lui laissent ses multiples relations de service, ses déplacements incessants, l'administration d'un personnel parfois nombreux et toujours digne d'une grande sollicitude. Il y emploie son expérience laborieusement acquise (1). Il y met toute son âme.

Peut-être pourrait-on lui faciliter cette tâche en ne lui envoyant que des recrues déjà à demi-formées par un certain séjour dans une école de gendarmerie. Cette pro-

1. A peu près la moitié des officiers de gendarmerie proviennent des chefs de brigade. Ils ont dû travailler de longues années pour arriver à leur situation et acquérir les connaissances pro-

position qui est à l'étude est intimement liée au projet de gendarmerie mobile dont nous parlons plus loin (1). Peut-être pourrait-on aussi essayer de retenir le nombre important de chefs de brigade et de gendarmes qui prennent chaque année leur retraite après quinze ans, ce qui fait disparaître des hommes expérimentés, encore pleins de vigueur et capables du meilleur service. Jusqu'ici, c'était la raison pécuniaire qui les engageait à chercher dans la vie civile des emplois plus rémunérateurs. Le relèvement de la solde, voté récemment par les Chambres, apportera peut-être le remède efficace. L'avenir nous l'apprendra.

II. — *Multiplicité des attributions de la gendarmerie*

La critique qui s'était élevée contre la qualité de force militaire attribuée à la gendarmerie n'a eu, en somme, qu'assez peu de partisans. Il n'en est pas de même d'une autre critique qui visait les attributions de cette arme et les inconvénients qui résultent de leur multiplicité. On peut dire que celle-ci a rencontré, au contraire, une approbation générale. Il n'en pouvait être autrement. Quand nous avons traité des attributions de la gendarmerie, nous avons constaté que par suite de l'inertie, de la mollesse et de l'insuffisance des autres agents de la police judiciaire, elles s'étaient progressivement accrues, au cours du siècle dernier, jusqu'au point de faire retomber sur elle toute la

fessionnelles nécessaires. Cf. art. 43 du décret du 20 mai 1903.

1. Il existe en Italie trois écoles de gendarmerie.

charge des enquêtes préliminaires et même, souvent, de l'information. Mais nous n'avions aperçu alors que le côté de la question qui regardait notre sujet. En même temps que le service de la justice, d'autres services, eux aussi, administratifs ou militaires, avaient fait de la gendarmerie un emploi de plus en plus fréquent. Si bien qu'en fin de compte, le système entier de l'administration du pays tendait à reposer sur elle. Il était donc indispensable de réagir et de rappeler à nouveau le corps de la gendarmerie au « véritable but de son institution et au service pour lequel il est destiné » selon les termes mêmes du préambule de la loi de germinal. D'où les critiques unanimes dénonçant cet état de fait inquiétant. Les renseignements suivants extraits de l'ouvrage de M. le chef d'escadron Salesses (p. 45 et 46) nous donnerons une idée de la situation. Nous savons que toute opération de la gendarmerie donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Or, pendant la période triennale 1897-1899, les 260 gendarmes de la compagnie de l'Oise ont dressé 26.459 procès-verbaux pour répondre à des demandes de renseignements (1) et 14.532 procès-verbaux seulement relatifs à des constatations personnelles d'infractions à la loi (133 crimes, 7.717 délits, 6.682 contraventions). En sorte qu'on peut dire, d'après ces données, que si un gendarme dresse 42 procès-verbaux par an, 18 seulement de ces actes concernent son service propre.

1. Dont 1.484 émanant des autorités militaires ; 2.386 des autorités administratives et 22.589 des autorités judiciaires. La proportion est, pour ces dernières, des 9/10.

Cette proportion très faible du rendement utile, qui tient non à un manque d'activité des gendarmes, tout le monde est d'accord sur ce point, mais au temps restreint qui leur est laissé pour s'adonner à leurs obligations légales, mérite en effet de retenir l'attention. Il convient, dans l'intérêt supérieur de la sécurité publique de rechercher les moyens propres à décharger la gendarmerie de la plus grande partie possible de ces services étrangers. L'intérêt général y gagnera encore de ce fait que moins on a d'attributions mieux on les remplit. Voyons donc ce qu'il est possible de faire pour arriver au but que nous visons.

Les autorités militaires s'adressent, nous l'avons constaté, assez rarement à la gendarmerie pour obtenir des renseignements. Mais il y a lieu de remarquer que les opérations du recrutement qui, par exception, n'exigent pas l'établissement d'un procès-verbal, ne sont pas comprises dans les chiffres mentionnés. Or, il y a là, en réalité, un travail considérable qui échappe à toute appréciation.

C'est une charge très lourde, en effet, que celle d'administrer les plusieurs millions d'hommes des réserves. Il est nécessaire de se tenir constamment au courant de leur situation militaire, et de leur aptitude à faire campagne, de les suivre dans tous leurs déplacements, etc. A certaines périodes où s'effectuent les changements d'affectation, il se produit dans les brigades un véritable afflux de pièces à transmettre aux intéressés ou à retourner préalablement complétées, aux divers bureaux de recrutement. Il arrive ainsi que durant plusieurs jours, la gendarmerie

est réellement surchargée de travail et qu'elle doit forcément délaisser toute autre occupation pour se consacrer entièrement à celle-là. Depuis quelques années pourtant, de nombreuses améliorations ont été apportées à cet état de chose regrettable. La principale a consisté à charger l'administration des postes de multiples menus services qui n'exigent ni recherches ni connaissances spéciales.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'accentuer encore cette réduction des obligations qui incombent à la gendarmerie en cette matière. On a quelquefois envisagé une solution plus radicale qui l'en déchargerait complètement. Mais il serait nécessaire alors de créer dans les cantons des annexes des bureaux de recrutement, ce qui entraînerait pour l'Etat des difficultés d'ordre matériel très sérieuses. Le mal n'est d'ailleurs pas si grand qu'on l'a souvent pensé. Nous devons dire, en effet, qu'en temps ordinaire, les gendarmes peuvent très bien faire le service du recrutement tout en effectuant leurs tournées de surveillance. Des instructions ministérielles recommandent même d'éviter de les déplacer spécialement à cette occasion. Ce service n'exige, en outre, aucun effort intellectuel et ne nécessite pas d'écriture ; il ne constitue donc pas une charge supplémentaire. On reconnaît même qu'il est plus favorable que nuisible à la police des campagnes, car, il oblige les gendarmes à se rendre dans les hameaux, à se maintenir en contact avec la population ; et ces relations facilitent leur service de police. Enfin, on a judicieusement fait remarquer aussi que la remise des pièces militaires leur permet de pénétrer au sein des familles sans exciter contre elles, comme autrefois, la malignité publique. Pour

toutes ces raisons, nous répétons donc, que loin d'être un abus aussi fâcheux qu'on l'a dit, ce service est plutôt une aide sérieuse qu'il faut conserver.

Il faut reconnaître que l'autorité administrative n'abuse guère de la gendarmerie comme agent de renseignements. Tout au plus pourrait-on lui demander de s'adresser de préférence aux maires lorsqu'il s'agit de l'éclairer sur l'état mental des individus à admettre dans les asiles ou de vérifier l'état d'indigence des parents de militaires qui réclament l'indemnité journalière prévue par la loi militaire du 21 mars 1905..... Il y a souvent, en effet, en ce qui concerne ces renseignements à fournir à l'appui des demandes d'indemnité, de nombreuses enquêtes à faire au moment des appels. Mais il semble bien qu'en cette matière, l'intervention de la gendarmerie soit la plupart du temps indispensable, elle seule se trouvant à même de donner un avis avec une entière indépendance.

Il en est tout autrement des autorités judiciaires. On peut avancer, et les chiffres que nous avons présentés confirment cette opinion, que les abus dont on s'est plain si souvent proviennent en grande partie des exigences sans cesse croissantes de ces autorités.

« La magistrature abuse, dit M. le procureur général Gensoul (discours précité), de l'élasticité des règlements qui mettent la gendarmerie à sa disposition ; elle lui demande à l'excès un travail d'enquête et de renseignements pour lesquels elle n'a pas été créée. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sécurité des routes et des cam-

pagnes, pour rechercher les délits et arrêter les malfaiteurs ; mais la loi n'ajoute pas, pour renseigner la justice sur les faits reprochés aux individus arrêtés, pour interroger des témoins, pour faire des constats ! Si les officiers de police judiciaire ne se dérobaient pas aux obligations que la loi leur impose, les gendarmes seraient déchargés du service des enquêtes judiciaires et renseignements qui, régulièrement ne leur incombe pas.

« Les juges d'instruction ont une tendance très marquée à faire entendre la plupart de leurs témoins par la gendarmerie, au lieu de les entendre eux-mêmes. Les inspecteurs de gendarmerie ont cité, plusieurs fois, des affaires dans lesquelles le juge d'instruction avait demandé jusqu'à 200 *procès-verbaux* pour une même procédure. »

Il est bien évident que la brigade qui a dû dresser 200 *procès-verbaux* pour une seule affaire y a consacré en écritures et en déplacements souvent très longs (et il faut le remarquer, *spéciaux*, car on ne peut attendre en ce cas, comme on le fait pour le service du recrutement le retour des tournées de communes), 200 journées pour le moins, ou plutôt, car chaque service est exécuté par deux hommes, 400 journées. Or, pour l'effectif normal qui fournit annuellement 1.625 journées (5×365), ceci représente le quart du temps dépensé.

M. le procureur général Rack, par une circulaire en date du 19 novembre 1897, attirait aussi l'attention de ses substituts du ressort de Rouen, sur cet état de choses abusif et leur enjoignait, en ces termes, de prendre la direction effective de l'information.

« Certains parquets au lieu de faire des réquisitions

détaillées qui, une fois exécutées, permettraient de clore l'affaire, se bornent à transmettre les pièces à la gendarmerie avec ces seules instructions : *soit transmis pour enquête* ou « à toutes fois utiles ».

« L'attention de la gendarmerie n'étant pas appelée sur certains faits déterminés ou sur l'audition des témoignages utiles, les procès-verbaux qu'elle dresse sont incomplets et sont renvoyés pour que la lacune soit comblée...

« La gendarmerie est ainsi livrée à elle-même sans qu'aucune instruction lui montre le but à atteindre, les opérations à faire. Le procès-verbal est ensuite renvoyé pour être complété, comme si le magistrat du parquet, en prolongeant l'instruction, voulait retarder le moment où il engagera sa responsabilité par une décision. De là la lassitude et le découragement chez des agents qui, pour bien faire, ont le droit de réclamer une direction » (*Journal de la Gendarmerie*, 1908, p. 723.) Et ce journal ajoute : « Depuis que ces lignes ont été écrites, la manière de faire des parquets ne s'est pas modifiée. »

Les parquets n'utilisent donc pas assez leurs autres auxiliaires et comptent trop sur la ponctualité et le zèle des gendarmes. Un juge de paix n'est-il pas plus propre que ceux-ci à informer en matière d'escroquerie, d'abus de confiance, de faux, d'adultère, de viol ou d'infanticide ? Et un garde champêtre ne pourrait-il, lui aussi, demander à un particulier s'il a un permis de chasse ; rechercher l'état civil d'un délinquant, renseigner sur la conduite, la moralité, le degré d'intelligence d'un témoin ; mettre en demeure un inculpé d'avoir à tenir un engagement sous peine de poursuites correctionnelles, ou faire une enquête

sommaire sur les faits rapportés dans une dénonciation anonyme ? Et observons, qu'en ce dernier cas, il n'y a pas qu'une question de temps qui entre en jeu. Trop souvent, la gendarmerie sert alors de jouet aux mesquines rancunes de voisins haineux qui comptent sur son déplacement pour jeter la suspicion sur leurs victimes. Une enquête discrète faite par le garde champêtre, sous le couvert du maire, arriverait à déjouer bien des mauvaises actions, et permettrait à la gendarmerie de garder sa considération et d'épargner sa peine.

Pour permettre à celle-ci de se livrer exclusivement aux occupations qui relèvent de sa mission légale, d'éminents criminalistes ont préconisé la création d'un corps d'agents spéciaux qui seraient chargés de renseigner les parquets.

Le projet le plus rationnel paraît être celui qui consisterait à placer un commissaire de police aux délégations judiciaires auprès de chaque tribunal d'arrondissement, ou tout au moins, auprès de ceux d'entre eux qui sont saisis annuellement d'un chiffre d'affaires à déterminer. Ce fonctionnaire exécuterait toutes les enquêtes officieuses et les commissions rogatoires. Mais son rôle ne se bornerait pas là. Sous la direction du Procureur de la République, il centraliserait les renseignements de police recueillis, par les voies les plus diverses, surveillerait les gardes champêtres et se maintiendrait en relations avec la gendarmerie. On arriverait ainsi à donner plus de cohésion à un service très important qui n'a encore qu'une organisation rudimentaire et on constituerait sur l'ensemble du terri-

toire une armature solide servant d'appui aux brigades mobiles. Seulement, il est à craindre que la raison pécuniaire empêche longtemps encore la mise en pratique de ce projet.

Si l'on emploie de préférence la gendarmerie, il ne faut pas se dissimuler, en effet, que ce n'est pas toujours uniquement pour un motif de confiance ; il s'y glisse aussi un désir d'économies, et c'est précisément pour cela qu'il sera bien difficile d'enrayer ces abus.

Ce n'est pas tout. Outre ces enquêtes, la gendarmerie assure aux sièges des tribunaux correctionnels, certains services qui ne devraient pas lui être demandés, comme celui de l'extraction des prévenus qui sont conduits à l'instruction ou à l'audience. Le décret du 20 mai 1903 (art. 84) répète bien, après des instructions ministérielles formelles, que ce service incombe exclusivement aux huissiers et que la gendarmerie n'en est chargée qu'au cas d'absolue nécessité. Mais cette prescription est, en pratique, lettre morte ; et on tourne facilement les textes en signalant comme individus dangereux tous les prévenus indistinctement, les enfants, les femmes, les vieillards et même les infirmes ! Enfin, la police des audiences est faite ordinairement aussi par la gendarmerie. Il conviendrait d'exiger que les huissiers remplissent plus exactement les devoirs de leur charge.

III. — *Insuffisance numérique de l'effectif de la gendarmerie*

En temps ordinaire, la gendarmerie, telle qu'elle est répartie sur le territoire, est en nombre suffisant pour

remplir sa mission de surveillance des campagnes. Chaque canton rural est pourvu d'une brigade, quelquefois de plusieurs, selon l'importance de sa population et l'étendue de son territoire ; c'est une organisation ancienne qui a fait ses preuves.

Mais il arrive parfois, — assez fréquemment même depuis quelques années dans certaines régions — qu'il est nécessaire de prélever sur les brigades, en vue de concentrer une force imposante aux points où l'ordre est menacé, un certain nombre de gendarmes. Ces prélèvements sont poussés très loin et beaucoup de brigades sont ainsi réduites à la moitié de leur effectif normal.

Il est impossible de parler ici d'abus, puisque ce service incombe de droit à la gendarmerie ; mais la situation n'en est pas moins digne d'attirer l'attention. L'affaiblissement des brigades a forcément une influence fâcheuse sur l'exécution du service journalier. La surveillance d'ordinaire active et régulière, se ralentit considérablement alors et les délits augmentent. Les vagabonds, braconniers, fraudeurs et autres délinquants toujours très bien renseignés sur ces absences, savent, en effet, mettre à profit le temps de répit qui leur est laissé (1).

On ne pourra conjurer ce mal très grand, que par la création d'une gendarmerie mobile, spécialement chargée

1. C'est sans doute à cette cause, qu'il faut attribuer la diminution assez sensible depuis dix ans, du nombre des procès verbaux dressés annuellement par la gendarmerie. Les statistiques officielles donnent :

Période de 1895-1900, moyenne annuelle de	264.865
Année 1903	— 258.255
— 1905	— 261.516
— 1906	— 259.931

du service aux grèves ou autres manifestations populaires.

Un projet est depuis quelques années à l'étude ; il est à désirer qu'on surmonte enfin les difficultés budgétaires, et qu'on l'adopte sans tarder (1).

IV. — *De quelques réformes qui nous paraissent immédiatement réalisables.*

La gendarmerie est surchargée d'attributions de diverse nature ; c'est une constatation que nous venons de faire. Bien souvent elle néglige pour elles sa mission de surveillance et de repression, et la sécurité publique n'est plus suffisamment assurée. L'intérêt général exige donc une diminution sérieuse de ces obligations étrangères. A la rigueur, elle pourrait conserver le service de la mobilisation qui ne lui cause aucun dérangement spécial, sauf dans des cas exceptionnels, car il serait difficile de remettre ce service si important en d'autres mains. On a dit qu'en Allemagne les maires l'assurent très bien. C'est vrai. Mais les mœurs des deux pays sont si différents, et les maires ont dans la nôtre si peu d'autorité, que ce serait véritablement vouloir la ruine de ce service que de le leur confier. Il faudrait en tout cas, dispenser la gendarmerie des enquêtes officielles (sauf celles qui accompagnent ses constatations

1. Des essais de gendarmerie mobile ont déjà été faits, une première fois, du 4 septembre 1830 au 30 octobre 1831, et une seconde fois, du 23 juin 1871 au 28 mars 1885.

personnelles), de toutes les commissions rogatoires et de beaucoup de services effectués aux sièges des parquets. Il conviendrait surtout de ne plus la mobiliser pour le maintien de l'ordre. Au prix de ces réformes, elle pourrait se consacrer, presque exclusivement, à sa mission propre et la sécurité des campagnes serait complète.

Il peut paraître indispensable, dans une étude spéciale qui doit recevoir tous les développements qu'elle comporte, de mettre en évidence des améliorations qu'on sait pour le moment irréalisables. Mais pour faire immédiatement œuvre utile, nous pensons qu'il convient de viser moins haut et de quitter le domaine de la spéculation. Efforçons-nous seulement de perfectionner ce qui est à notre portée. C'est une voie nouvelle, suivie avec fruit depuis plusieurs années ; en nous y engageant nous serions heureux si nous pouvions, par nos modestes efforts, contribuer au succès de l'œuvre entreprise.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de modifier la compétence des chefs de brigade et des gendarmes (nous avons déjà discuté cette question en traitant des officiers de la police judiciaire). La loi du 28 germinal an VI a réglé très sagement leurs attributions de simples auxiliaires de cette police. Son application n'a jamais suscité aucune plainte ; elle est à conserver dans son intégrité.

Peut-être cette loi devrait-elle donner de la mission de la gendarmerie une définition moins vague que celle qui figure dans son article 1^{er}, article reproduit en ces termes par l'article 1^{er} du décret du 20 mai 1903.

« La gendarmerie est une force instituée pour veiller

à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. »

On a fait observer, et non sans raison, que cette délimitation imprécise a pour conséquence de l'obliger à doubler inutilement, dans bien des cas, certains agents spéciaux. Il ne faudrait pas cependant s'exagérer les inconvénients qui en résultent, des textes complémentaires venant souvent fixer à chacun sa part d'attributions. En outre, il n'est pas toujours mauvais que plusieurs agents relevant d'administrations différentes, soient chargés de constater les mêmes infractions, la répression de celles-ci n'en est que plus sûre. Cependant, hâtons-nous de le dire, ce n'est que très exceptionnellement que la gendarmerie procède à ces constatations touchant les délits spéciaux ; elle le fait, par exemple, lorsque les exigences de son service ordinaire la mettent en présence d'infractions sur lesquelles elle ne peut vraiment fermer les yeux. Des instructions ministérielles lui ont souvent rappelé cette ligne de conduite. Circulaire du ministre de la Guerre du 27 février 1860 (*Mémorial de la gendarmerie*, 1860, p. 508), en ce qui concerne les délits de chasse ; autre circulaire du 17 mai 1872 (*Mémorial*, 1872, p. 265), en ce qui concerne les contraventions en matière de contributions indirectes.

On a fait remarquer aussi que la latitude laissée par la définition précitée, ouvre la porte à toutes les extensions de compétence que la jurisprudence pourra imaginer. C'est ainsi que nous avons vu qu'on s'est appuyé sur l'article 1^{er} pour charger la gendarmerie de toutes les contraventions de police (Cass., 8 novembre 1838. *Bulletin*, n° 331.)

Mais, somme toute, les inconvénients qui résultent de l'article visé ne sont pas aussi graves qu'on l'a pensé. Ce n'est pas le service de recherches ou de constatations qu'il importe de limiter ; c'est plutôt celui d'enquête qu'il faudrait supprimer.

D'autre part, l'organisation actuelle de la gendarmerie ne réclame aucun changement important (1), si ce n'est l'augmentation d'effectif nécessitée par la création de la gendarmerie mobile. En temps ordinaire, quand les brigades sont au complet, la police des campagnes est assurée dans des conditions relativement satisfaisantes et sans que le service en soit surchargé.

Nous pensons donc qu'il suffit de limiter nos efforts à la recherche d'une utilisation meilleure de l'organisme existant, d'essayer d'augmenter encore le temps consacré au service de surveillance, en supprimant quelques entraves qui s'opposent à la marche de la gendarmerie vers son objectif particulier.

Il conviendrait tout d'abord de veiller à une application plus stricte de la loi de germinal, en cantonnant la gendarmerie dans ses attributions légales d'agent de la police des campagnes ; l'article 3 de cette loi les expose comme suit :

1. On a quelquefois préconisé la répartition de la gendarmerie dans les communes rurales à raison d'un gendarme par commune. C'est ce qui existe en Allemagne et aussi en Bulgarie.

Nous ne pensons pas que cette dissémination, très défavorable d'ailleurs à la discipline, donne des résultats meilleurs que ceux qu'on obtient avec les brigades réunies dans les chefs-lieux de canton. Un homme isolé est trop mêlé à la vie locale pour conserver l'indépendance nécessaire à l'exercice de fonctions répressives.

« Le service de la gendarmerie nationale est particulièrement destiné à la sûreté des campagnes et des grandes routes. » On laisserait aux villes le soin de faire elles-mêmes leur police. Seraient considérées comme telles, celles qui comptent plus de 5.000 habitants ou qui possèdent un commissaire de police. Celles-là ne pourraient réclamer de la gendarmerie d'autre service que la prestation de main-forte prévue par l'article 133 (*in fine*) de la loi de germinal.

« La gendarmerie nationale prêterait dans l'intérieur des villes, toute main-forte dont elle sera légalement requise. » C'est à tort, croyons-nous, que toute distinction de compétence territoriale a progressivement disparu des règlements de service et nous pensons que le décret du 14 octobre 1905 portant règlement sur le service intérieur de la gendarmerie, a dans son article 78 ainsi conçu, confirmé à ce sujet un véritable abus :

« Des patrouilles de jour et de nuit sont faites dans la résidence par deux gendarmes au moins... »

Cet article est à modifier dans le sens que nous avons indiqué pour rentrer dans la légalité.

Il est bien inutile, en effet, de faire surveiller chaque jour par les gendarmes, les places et les rues des villes, déjà parcourues par le commissaire de police et ses agents. Il advient de cette pratique due originairement à la complaisance de la gendarmerie, que ces derniers passent leur temps dans l'inaction et se rouillent ; au lieu que s'ils sentaient peser sur eux la responsabilité qui leur incombe, ils apporteraient certainement dans leur service toute l'activité convenable.

Qu'un délit se commette, qu'un incendie éclate, qu'un ivrogne cause du scandale, ce n'est pas au poste de police qu'on ira frapper, c'est à la caserne de la gendarmerie ; tant à voir celle-ci partout et toujours, on ne pense plus qu'à elle ! Ce sont là des errements qu'il faut réformer. Il convient de rappeler à leurs fonctions normales les autres auxiliaires de la police judiciaire.

Comme conséquence directe de ce retour au respect des dispositions légales, les commissaires de police exécuteraient toutes les commissions rogatoires et toutes les enquêtes qui ne nécessitent pas un déplacement (1).

Un temps relativement considérable serait aussi épargné à la gendarmerie si l'on transférait les prisonniers par voie ferrée au lieu d'emprunter la voie de terre (art. 242 du décret du 20 mai 1903). On immobilise ainsi beaucoup d'escortes qui se relèvent successivement, au lieu que quelques hommes suffiraient amplement avec le régime nouveau.

Mais ces modifications, qui n'intéressent que des points particuliers du service, seraient encore très insuffisantes, si elles étaient réalisées, pour atteindre le résultat cherché, c'est-à-dire laisser à la gendarmerie presque tout son temps pour se livrer à ses occupations essentielles.

Il est une autre ressource beaucoup plus efficace, que le progrès moderne met à notre disposition et dont il convient de tirer le meilleur parti ; c'est l'emploi de la bicyclette.

1. Le commissaire de police délégué par le juge d'instruction, qui se transporte à plus de 5 kilomètres de son domicile, a droit à une indemnité de transport sur les fonds du ministère de la Justice. Gillet Demoly, II, p. 375

On connaît son utilité. Il procure un moyen de locomotion rapide, commode, peu fatigant et peu coûteux. Aussi cet emploi a-t-il pris actuellement dans le public une grande extension. Beaucoup d'administrations en ont fait bénéficier leurs agents ; celle des postes, par exemple, fait desservir les communes rurales par des facteurs qu'on rencontre en toute saison pédalant vers les hameaux les plus écartés. La gendarmerie, pourtant avait fait exception, en n'accueillant cette innovation qu'avec une certaine défiance. Les gendarmes ordinairement, livrés à eux-mêmes n'allaient-ils pas faire « de la vitesse » au lieu de cheminer avec lenteur en fouillant méthodiquement les abords des itinéraires tracés ? C'était ce qu'on craignait.

Et malgré la décision ministérielle du 18 janvier 1901 qui en avait adopté le principe, l'utilisation de la bicyclette ne rencontra pas tout de suite, chez elle, la faveur méritée. Cependant les résultats satisfaisants obtenus pendant la période d'épreuve dissipèrent toute crainte ; et l'on peut dire aujourd'hui que la bicyclette a enfin conquis dans la réglementation du service de cette arme la place prépondérante qui lui revient.

C'est ce qu'on peut constater dans cette addition récente (suite à une instruction provisoire du 14 août 1903) à l'article 150 du décret du 20 mai 1903. (Décret du 16 août 1909. *Mémorial de la gendarmerie* 1909, p. 234) :

« Ces visites (des communes) seront plus fréquentes dans les brigades munies de bicyclettes de l'Etat ou dont les gendarmes sont autorisés à se servir de machines qui leur appartiennent.

« La bicyclette, donnant en effet plus de mobilité aux gendarmes, doit-être employée, dans les brigades qui en sont pourvues, à rendre la surveillance encore plus active, en augmentant le nombre et l'étendue des tournées... »

Et l'instruction du 6 août 1909, annexée au décret portant cette modification complémentaire, insiste encore sur les avantages de cet emploi.

Voici donc l'usage de la bicyclette admis sans réserve et même réglementé dans un esprit large et tout à fait favorable à l'exécution d'un service très actif de la police judiciaire.

Nous possédons l'instrument, il ne s'agit plus qu'à en étendre l'usage. Pour les brigades à pied c'est chose faite. Les gendarmes qui les composent trouvant que la bicyclette leur épargne des fatigues et, peut-être même, leur assure en outre quelques économies sur leurs dépenses d'entretien, s'en sont procurés à leurs frais dans le commerce, car, les bicyclettes fournies gratuitement sont encore trop peu nombreuses (3 ou 4 par arrondissement) pour entrer en ligne de compte. Il s'ensuit qu'actuellement, ces gendarmes, ceux du moins qui habitent des régions favorables à l'usage de la bicyclette (et celles-ci sont nombreuses) en sont à peu près tous pourvus.

Il y aurait intérêt toutefois, pour encourager encore et étendre cette pratique si utile, à allouer aux possesseurs à titre onéreux (et non aux autres qui montent des machines fournies par l'Etat, celles ci étant aussi entretenues gratuitement), une légère indemnité ; ce qui éviterait de les

obliger à faire, comme on dit, la guerre à leurs frais. D'après une moyenne établie sur renseignements qui nous ont été fournis, une allocation journalière de 0 fr. 17 suffirait à les dédommager des dépenses d'achat et d'entretien, ce qui ne représente pas pour l'ensemble, une somme bien considérable. Quoi qu'il en soit, de ce côté, l'amélioration est en excellente voie, et le service fonctionne très bien ainsi depuis plusieurs années.

Une question vient naturellement à l'esprit lorsqu'on compare les deux moyens de locomotion en usage dans la gendarmerie, le cheval et la bicyclette, quel est le plus pratique, le plus avantageux ?

Nous nous plaçons bien entendu, au point de vue exclusif du service de surveillance et de répression. La bicyclette a sur le cheval des avantages incontestables. Tout le monde peut s'en servir, elle est à tout moment utilisable ; elle permet une course plus rapide et moins fatigante ; elle ne réclame que peu de soins ; elle peut être remise très facilement à l'arrivée à destination, etc... Avantages qui permettent, sans nul doute, un rendement plus élevé dans la matière qui nous occupe.

Le rendement est, nous le savons, chose délicate à apprécier. Beaucoup de facteurs qui entrent en jeu pour le constituer échappent à la statistique. Cependant il en est un qui y est soumis et qui nous paraît avoir une influence prédominante sur le rendement, c'est la durée du temps de surveillance ; quand ce temps augmente il y a bien des chances pour que ce rendement ne s'accroisse pas aussi dans une proportion appréciable. Ces tableaux comparatifs suivants, en

nous renseignant sur ce point, nous donnerons donc une indication sérieuse en ce qui concerne la supériorité de l'emploi d'un des moyens de locomotion.

Service moyen exécuté journellement par un gendarme dans une brigade de campagne (ou externe) à effectif complet (1).

1° Gendarme à cheval

	H. M.
Soins aux chevaux (30 minutes le matin et 1 heure le soir.....)	1 h. 30
Corvée de quartier et nettoyage des effets, du harnachement et des armes.....	1 h. 15
Services externes de jour et de nuit, au minimum 12 tours par mois de 6 heures chacun, soit 72 heures.....	2 h. 30
Rédaction des procès-verbaux dressés dans les services externes et à la résidence, tenue du cahier d'écriture, étude des règlements, manœuvres, etc.....	1 h. 30
Service à la résidence, patrouille, enquêtes, remise des pièces militaires, etc.....	1 h. 30
Promenade des chevaux (6 tours par mois de chacun 1 h. 1/2, soit 9 heures).....	» 15
Planton à la caserne, tous les quatre jours pendant lesquels ce gendarme exécute un service effectif de 8 heures, soit 64 heures.....	2 »
Total.....	10 h. 30

1. Dans les brigades de ville (chef-lieu d'arrondissement), le

2° *Gendarme cycliste*

	H.. M
Soins à la bicyclette.....	1 »
Corvée de quartier, nettoyage des effets et des armes.....	« 30
Services externes de jour et de nuit, au minimum 14 tours par mois, de 6 heures chacun, soit 84 heures.....	2h. 50
Rédaction des procès-verbaux, tenue du cahier d'écriture, étude des règlements, manœu- vre, etc.....	1 h. 30
Service à la résidence.....	1 h. 30
Planton à la caserne.....	2 »
Total.....	9h. 20

Il ressort de cette comparaison que le gendarme cycliste consacre au service proprement dit, à peu près une demi-heure par jour de plus que le cavalier. Si l'on considère, en outre, que la bicyclette lui permet de parcourir une moyenne de 12 kilomètres à l'heure, tandis que le cavalier ne parcourt dans le même temps que 8 kilomètres, on en

gendarme retenu par certains services spéciaux (parquet, conseil de guerre, instruction, assises, cours d'appel, transfèrements de prisonniers, etc...), fournit une proportion beaucoup moindre de services externes. La plupart de ces renseignements sont extraits de la proposition de loi ayant pour objet la réorganisation du corps de la gendarmerie présentée par M. Jean Grillon, député, à la séance du 1^{er} juin 1906 (*J. off.* Ann., 1749, p. 487.)

déduit qu'il lui est possible de fouiller une bien plus grande étendue de terrain, peut-être même avec moins de fatigues. Ce double avantage que procure l'emploi de la bicyclette amène tout naturellement la conclusion suivante : on doit convertir en gendarmes à pied cyclistes, les cavaliers existants.

Il y a lieu toutefois de remarquer que cette conclusion paraîtrait peu logique si l'on prenait la précaution de se placer à un autre point de vue, à un point de vue général embrassant l'ensemble des attributions de la gendarmerie. N'oublions pas que la police judiciaire ne représente qu'une partie de ces attributions et que les autres ont bien leur importance aussi. Or, n'est-il pas utile, indispensable même, d'avoir des cavaliers pour maintenir l'ordre en cas de troubles et pour assurer le service des prévôtés aux armées mobilisées.

L'affirmative n'est pas douteuse. Mais ajouterons-nous, l'effectif actuel de 10.211 cavaliers est-il tout entier indispensable ? Non, nous répond M. le député Grillon, dans son travail précité. Il n'y a aucun inconvénient, au contraire, à réduire ce nombre de 1.458 cavaliers ; le service aux armées n'en exigeant que 1.700 qu'il sera facile de prélever sur les 8.753 disponibles, réduction faite ; et, par une répartition territoriale nouvelle de ces brigades montées, le service aux grèves sera lui-même, dans l'avenir, convenablement assuré ; c'est donc à une transformation partielle qu'aboutirait notre projet. Celle-ci étant faite, le territoire serait régulièrement couvert d'un réseau de brigades cyclistes qui rayonneraient à grande distance et correspondraient plus facilement entre elles.

Au sujet de cette étendue de terrain battu, remarquons une anomalie singulière. La répartition territoriale des brigades montées a été faite à une époque où le cheval présentait le seul moyen de locomotion possible dans des circonscriptions étendues, accidentées, sillonnées de rares chemins la plupart du temps impraticables (1) ; tandis que les brigades à pied étaient installées dans celles où le service était beaucoup moins pénible ; souvent même, elles ne surveillaient que des prisons. Or, depuis cette époque éloignée, les routes sont devenues praticables presque en toute saison. et d'autres moyens de transport beaucoup plus avantageux que le cheval, sous le rapport de la vitesse ; les chemins de fer, les tramways, la bicyclette, sont venus changer tout à fait les conditions du service de la gendarmerie. Il en résulte qu'actuellement, sauf pour certaines régions, les rôles se trouvent renversés ; les

1. C'est pour cette raison que la maréchaussée n'était autrefois composée que de cavaliers.

(La loi du 16 février 1791 qui a réorganisé ce corps et lui a donné le nom de gendarmerie nationale, créa un certain nombre de gendarmes à pied qui devaient être répartis « selon les localités et comme il sera réglé par les administrations et directoires de département (art. 2) »).

Sous le premier Empire, les chemins étaient encore très mal entretenus. « Ce serait en vain qu'on décuplerait le nombre des agents qui doivent poursuivre les brigands dit le maréchal de Rovigo dans un rapport à l'empereur sur la situation des départements de la Sarthe et de la Mayenne en 1813. Si on laissait subsister les entraves qui, dans ces contrées, s'opposent à la marche des troupes et, surtout, si on laissait les chemins vicinaux dans l'état où les abandonne l'insouciance des préfets. Ces chemins sont à peine praticables pour les chevaux ! »

Documents annexés au roman *Le capitaine sans façon*, 1813 par G. A. Thierry.

hommes les plus capables d'exercer leur surveillance sur des circonscriptions étendues se trouvent précisément dans les plus petites. Il est donc rationnel et urgent de faire cesser un état de choses si contraire au bien général du service.

Et remarquons encore que d'autres raisons militent en faveur de cette répartition nouvelle. Il est généralement reconnu que le recrutement de la cavalerie est bien inférieur sous le rapport de l'instruction à celui de l'arme à pied. Beaucoup de cavaliers arrivent du régiment presque illettrés et par surcroît assez mal doués, en sorte qu'il faut trois ou quatre ans de soins attentifs pour les mettre à même de rédiger convenablement un procès-verbal ou pour se tirer d'une situation délicate ; tandis que les gendarmes qui proviennent de l'infanterie sont souvent formés beaucoup plus tôt. Cela étant, n'est-il pas illogique encore de placer justement ces cavaliers, dont l'instruction laisse si longtemps à désirer, et qui par surcroît, en raison des soins à donner à leurs montures, disposent de moins de temps que les gendarmes à pied, n'est-il pas illogique, disons-nous, de les placer justement dans les circonscriptions où il y a le plus de service, où l'on dresse le plus de procès-verbaux ?

Un remaniement général de la répartition de la gendarmerie montée s'impose donc. Peut-être serait-il expédient d'en profiter pour modifier aussi les limites de certaines circonscriptions. On pourrait, tout en respectant celles presque inviolables des départements (c'est-à-dire des compagnies de gendarmerie) tracer celles-ci en tenant compte

du relief et de la nature du sol, de la viabilité des voies de communication, de la densité de la population, etc... Il importe assez peu qu'une brigade surveille des communes rattachées à divers cantons et relevant de la juridiction de tribunaux différents ; cette situation, dont il se rencontre déjà des exemples, ne donne lieu à aucune difficulté de service.

L'utilité de ces changements qui intéressent la répartition des brigades et la délimitation de leurs circonscriptions territoriales étant reconnue ; ne pourrions-nous pousser plus loin encore nos réformes et songer à modifier aussi la composition de ces brigades ? (Non augmenter leur nombre, lequel nous paraît suffisant). Quelques-unes assurent péniblement un service très chargé ; ne conviendrait-il pas de leur adjoindre quelques gendarmes supplémentaires, pour faciliter leur tâche ? Créer de nouveaux emplois serait possible en utilisant les économies qui résulteraient de la substitution des gendarmes cyclistes aux cavaliers (1). On pourrait même se procurer d'autres ressources en réduisant les effectifs de certaines brigades que M. Grillon dénomme brigades électorales. (p. 493).

Ces brigades ont été établies dans le principe, soit à la suite d'interventions politiques et pour être agréable à des personnalités puissantes, ainsi les brigades employées à la répression du braconnage ; ou bien encore, à la suite de circonstances qui pouvaient en justifier temporairement

1. D'après la proposition de loi précitée, p. 490, le bénéfice réalisé serait de 608 fr. 90 par gendarme à cheval, et l'économie globale qui résulterait de la transformation entière atteindrait 887.776 fr. 20.

la nécessité : constructions de lignes de chemin de fer, travaux de cortication, canaux, etc. Elles sont, plus tard, devenues inutiles et on ne les a conservées que pour ne pas déplaire aux populations. D'après un compte fait il y quelques années, soixante brigades à pied et trois à cheval seraient dans ce cas.

Il est presque impossible, pour diverses raisons que nous nous dispenserons d'énumérer, de compter sur la suppression de ces brigades ; nous ne viserons donc qu'à une réduction de leur effectif. Ces brigades (celles à pied du moins) sont généralement à quatre hommes, y compris le chef de poste, pourquoi ne pas les ramener à trois hommes (1) ? Cet effectif restreint suffirait amplement à assurer un service si peu chargé ; et l'on éviterait de maintenir l'illogisme de la situation présente où des gendarmes qui ont très peu de travail voisinent avec des camarades véritablement surmenés.

Pour nous résumer, nous concevons trois types de brigades :

- 1° Les brigades cyclistes ;
- 2° Les brigades à cheval.
- 3° Les brigades mixtes (normales).

L'effectif des premières varierait avec les nécessités du service ; il serait au minimum de trois hommes, y compris le chef de poste. Ces brigades seraient placées dans les circonscriptions où les routes sont praticables en toute saison (2).

1. La maréchaussée avait compté des brigades de cet effectif (Ord. du 27 décembre 1769).

2. D'après M. Grillon (p. 490) « la plupart des circonscrip-

Les brigades à cheval, composées comme actuellement de cinq cavaliers, seraient placées dans des centres d'où on les tirerait facilement pour être groupées au cas de grèves, manifestations, etc. En temps ordinaire, elles surveilleraient des circonscriptions où la viabilité n'est pas certaine en toute saison et en observant, en outre, que le service y soit relativement facile.

Les brigades mixtes, composées, en principe, de quatre cavaliers et au moins de deux gendarmes cyclistes, seraient placées de préférence dans les circonscriptions qui ne sont pas entièrement impraticables ou qui ne le sont que temporairement, et où le service est suffisamment important pour exiger la présence de plus de cinq gendarmes. Cette adjonction de cyclistes au personnel de ces brigades n'occasionnerait aucune dépense nouvelle; nous avons constaté qu'on peut sans nuire à aucun service, substituer un grand nombre de cyclistes aux cavaliers et supprimer une centaine de gendarmes au moins, dans les brigades dites électorales.

Ainsi serait approché, sinon atteint, le but visé depuis si longtemps, celui de faire rendre à la gendarmerie son maximum d'effet utile en matière de police. Sa présence inopinée et renouvelée sur les points les plus éloignés de sa circonscription empêcherait bien des délits de se commettre. Son action serait plus préventive encore que par le passé. N'est-ce pas l'idéal vers lequel doit tendre toute bonne police ? « Les poursuites, dit le général Moncey, ne

tions (même les régions montagneuses où le cheval est utilisé) peuvent être desservies par les brigades à pied pourvues de bicyclettes ».

sont, pour la gendarmerie, qu'un moyen de répression secondaire. C'est par la surveillance qu'on prévient le désordre. Mettre en défaut la malveillance et le brigandage par une activité continuelle, tel est le premier devoir de la gendarmerie. » (Ordre général du 25 pluviôse an X.)

CONCLUSION

Nous venons de suivre pas à pas, dans ce magnifique développement qui embrasse dix siècles, les progrès d'une institution qui est sans contredit l'une des plus curieuses et l'une des plus utiles de notre pays.

Conçue à cette époque troublée qu'on appelle le moyen âge, période de crise d'où devait sortir toute notre civilisation moderne, elle revêt alors la seule forme d'organisation qui fût capable de faire respecter une autorité centrale si peu affermie encore : elle est militaire. François I^{er} lui reconnaît des attributions civiles et dès lors son caractère se modifie. Au xviii^e siècle, enfin, elle atteint sa perfection et prend cette physionomie spéciale qui devait résister à tant de bouleversements politiques pour parvenir jusqu'à nous. Elle est un corps militaire, une fraction de l'armée n'exerçant, pour ainsi dire, que des fonctions civiles et relevant dans son service, de plusieurs ministères différents. Toute l'originalité de l'institution réside en son régime mixte, qu'on a souvent désigné aux réformateurs comme un anachronisme, mais, qui malgré des assauts répétés, a toujours été maintenu. Une force publique, en effet, n'a pas seulement à remplir des attributions de police judiciaire ; elle est avant tout, et on l'a trop oublié, chargée de la sécurité intérieure du pays. Sous

l'ancien régime, la maréchaussée fut le plus ferme soutien du pouvoir royal ; et, après la tourmente révolutionnaire, lorsqu'il est question de reconstituer un ordre de choses nouveau, la conservation du corps de la maréchaussée, organisé « à l'instar de l'armée » et fier de ses traditions séculaires, s'impose avec une telle force à la pensée du législateur de la Constituante que celui-ci borne ses vues à un changement de nom et remet à la gendarmerie nouvelle le précieux héritage, amassé par sa devancière.

Ces législateurs des divers régimes qui se sont succédé avaient reconnu, en effet, que des militaires seuls peuvent être préposés à cette mission de sécurité. Outre les qualités solides, particulièrement de discipline, qu'ils tiennent de leur état, leur indépendance à l'égard des partis politiques, leur permet plus facilement de ne pas laisser entamer leur loyalisme envers le gouvernement du pays.

« Dans les troubles civils des années révolutionnaires, quand la désertion partait de si haut, quand les uns pactisaient avec le mal par lâcheté, quand les autres cherchaient leur salut dans la fuite, le gendarme dit le colonel Ambert, dans son livre, *Le Soldat* (page 267), restait à son poste, il y mourait sans reculer d'un pas. »

Seulement, on pouvait redouter que ce caractère dominant du soldat, excellent chez un agent de la police administrative qui y trouve force et prestige, ne fut un défaut grave chez un agent de la police judiciaire, obligé à plus de souplesse dans l'accomplissement de ses fonctions. L'expérience fit tomber cette crainte. Ces militaires de la gendar-

merie, comme nous l'avons vu, sont aussi les plus précieux auxiliaires de la justice.

La maréchaussée (et plus tard la gendarmerie), conserva donc son caractère originaire si bien adapté à sa fonction complexe ; et sa longue existence se déroula sans changements appréciables au milieu d'institutions défailtantes.

Que de services n'a-t-elle pas rendus au pays ! C'est grâce à sa vigilance, on peut le dire, que la France goûte depuis des siècles cette sécurité profonde si favorable à son développement économique. Ceci est attesté pour la période qui précède la Révolution par les nombreuses ordonnances qui traitent de la police du royaume. Il serait superflu d'en faire ici une analyse même succincte. Depuis la Révolution de nouveaux éloges officiels récompensèrent mainte fois sa belle conduite. « Partout, disait le ministre de la Justice Fouché dans un rapport aux consuls, partout la gendarmerie a marché avec autant de célérité que de courage, partout son activité a été couronnée de succès, et la société lui doit d'avoir été délivrée au cours de l'an IX d'un nombre très considérable de malfaiteurs de tout genre » (1). Et, depuis, pareilles louanges ne lui ont jamais manqué.

Sa réputation a même dépassé nos frontières et les pays étrangers ont apprécié comme vous sa haute valeur. Témoin cette lettre si intéressante que nous extrayons des ordres du jour du général Moncey, premier inspecteur de la gendarmerie.

1. Rapporté par Lèques, p. 408.

5 frimaire an XI. — La *Moniteur* du 2 de ce mois contient un extrait des journaux de Londres, bien honorable pour la gendarmerie.

On y fait valoir l'excellence de cette institution à laquelle aucun état de l'Europe n'a rien à comparer en ce genre.

Les vices de la police anglaise y sont rapprochés de la sûreté de nos routes et de la sécurité qu'on trouve jour et nuit sur tous les points de notre territoire.

« N'est-il pas honteux, dit cette lettre, qu'en Angleterre, le public soit forcé d'abandonner un chemin vers lequel le conduisent ses affaires ou ses convenances, et cela en plein jour, et dans les environs de Londres même, par la crainte de quelques bandits ? Pourquoi n'adopterions-nous pas cette gendarmerie qui en France, rend les chemins si sûrs, qu'un voyageur peut suspendre sa bourse à sa boutonnière, sans redouter aucun voleur ; sans avoir besoin de garde autour de sa voiture ?

« Qui que ce soit parcourant la France, est certain, par la rencontre fréquente de la gendarmerie, qu'il ne court aucun risque.

« Il est beau, ajoute le général Moncey, de recevoir des éloges si peu suspects de la part d'une nation toujours rivale de la nôtre. »

En relisant ces lignes, on pense à ce vœu exprimé par François 1^{er} dans son ordonnance de 1539 : « Nous voulons, dit ce roi, que nos sujets vivent en telle révérence de justice divine et humaine, que chacun se puisse estimer et tenir en sa maison et dehors, en aussi grande sûreté sans

armes qu'avec des armes. » Et l'on se dit qu'il est depuis longtemps réalisé.

La gendarmerie peut être fière de ses beaux états de service qui lui ont conquis l'estime et la sympathie des populations qui l'entourent et la confiance des autorités avec lesquelles elle se trouve journellement en relations. Ces autorités apprécient hautement son dévouement infatigable et son désir de contribuer en toute circonstance et dans la plus large mesure à la satisfaction du bien général. Toutes savent que jamais elle n'a failli à ses devoirs, malgré les nombreuses attributions qui progressivement lui sont échues : et toutes se disputent ses efforts et son zèle avec une âpreté jalouse qui est sa plus belle récompense dans l'accomplissement de la tâche considérable et souvent ingrate qui lui est confiée.

Conseillons donc la prudence aux réformateurs trop zélés. Une carrière si longue et si bien remplie est le meilleur des enseignements. Pourquoi changerait-on ce qui marche à souhait ? Pourquoi ébranlerait-on ce que le temps, lui-même a respecté. La gendarmerie doit subsister avec les caractères essentiels que nous lui connaissons. Bien entendu, elle subira, comme toute autre organisation, la loi du progrès, elle recevra certaines modifications de détail qui assureront son adaptation passagère aux mœurs si changeantes, mais elle restera immuable dans son principe ; et, demain, comme aux temps éloignés où la maréchaussée réprimait les jacqueries ou veillait sur l'humble chaumière, elle sera l'armée de la paix, qui fait front à celle du désordre ; mais elle sera aussi l'institution tutélaire qui, comme l'a dit Cormenin dans *le Maire du village*,

« fait presque à elle seule la police, la sûreté et la tranquillité des campagnes. Elle est un tribunal qui marche, qui recherche, qui note, qui désigne, qui interroge, qui constate et qui saisit. Elle représente le droit vivant ; elle est l'œil, l'oreille et la main de la justice ! » (1)

1. Le colonel Ambert, dans son livre le *soldat*, présente sous cette forme saisissante l'utilité de la gendarmerie :

« Supposez, par un effort de votre pensée, qu'un jour en France et pendant vingt-quatre heures seulement, les administrations sont toutes fermées ; le pays marche moins bien, mais il marche toujours ; le lendemain, c'est la justice qui est suspendue, le pays marche encore ; mais supposez que pendant quelques heures seulement le gendarme s'endorme, c'en est fait de vos richesses, de vos droits, de vos familles, de votre existence ; la société ne marche plus ! » (page 265).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.....	5
Introduction.....	9

PREMIÈRE PARTIE

Des fonctions d'officier de police judiciaire exercées
par les officiers et certains chefs de brigade de gendarmerie

CHAPITRE I. — Attributions générales.....	27
CHAPITRE II. — Des officiers désignés pour exercer ces fonctions	34
CHAPITRE III. — Service fourni par ces officiers.....	43
CHAPITRE IV. — Des inconvénients qu'il y aurait à attri- buer à tous les chefs de brigade les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République.....	54

DEUXIÈME PARTIE

Des fonctions habituelles et ordinaires
des brigades de gendarmerie

CHAPITRE I. — Attributions générales.....	63
CHAPITRE II. — Attributions spéciales.....	68

CHAPITRE III. — Procès-verbaux.....	80
CHAPITRE IV. — Enquêtes officieuses et commissions rogatoires	87
CHAPITRE V. — Mesures prises pour éviter les abus de pouvoir.....	96

TROISIÈME PARTIE

Contribution fournie par la gendarmerie à l'exercice de la police judiciaire

Observations générales.....	101
CHAPITRE I. — Comment est assurée la police des cam- pagnes.....	102
CHAPITRE II. — Comment doit être organisée la police des campagnes.....	118
CHAPITRE III. — Des critiques auxquelles a donné lieu le service de la gendarmerie.....	124
§ 1. — Régime mixte.....	126
§ 2. — Multiplicité des attributions de la gendar- merie.....	143
§ 3. — Insuffisance numérique de l'effectif de la gendarmerie	151
§ 4. — De quelques réformes qui nous paraissent immédiatement réalisables.....	153
CONCLUSION.....	171

